

Mme Thatcher lance un ultime appel à la junte argentine

Lire page 6 l'article de notre correspondant à Londres et le début de l'enquête de Charles Vanhecke à Buenos Aires.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 45 p. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 L ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; T.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Taux des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 48 63 82
C.C.P. 4297 35 PARIS
Tél. : 246-72-23

LE SOMMET DE VERSAILLES, LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LES RELATIONS EST-OUEST

L'espace social

Genève avant Versailles. Les chefs de l'Est-Ouest n'étaient pas le plus mauvais endroit pour une répétition de la grande pièce du sommet. En effet, 1800 délégués de 147 pays représentés à l'Organisation internationale du travail ont entendu, mercredi, M. François Mitterrand leur parler des moyens de sortir de la crise.

Dès le diagnostic, le président de la République entend ne pas se laisser enfermer dans une seule et même pensée économique, ni rechercher un bon émissaire masquant élogieusement les autres « montons noirs » de l'économie internationale. Ce qui lui donne plus de force pour suggérer qu'on ne viendra pas à bout des calamités en « laissant jouer les forces du marché ». Déjà pointé l'amer de la discussion avec M. Reagan, qui n'a pu s'empêcher, avant son départ de Washington, de rappeler que la médiation la plus appropriée à nos maux et à ceux du tiers-monde était le libre-échange. Refrain entendu à Genève également, sans que cette thèse soit écartée par les faits, qui prouvent pourtant qu'à ce jeu ce sont toujours les forces qui gagnent.

M. Mitterrand n'en tire pas heureusement la conclusion qu'il faille renforcer le protectionnisme. Parmi les leçons enregistrées par la gauche depuis la guerre, il y a sûrement celle-ci : fermer les frontières est la pire forme de sécheresse que l'on puisse imaginer. Mais entre le mur imbécile et la division internationale du travail à tout va, il y a une plage où des gouvernements, qui refusent tout déterminisme, peuvent se mouvoir.

Au cœur de la nuit, où les pays se débattaient aujourd'hui, il faut s'arracher aux égarements, aux préjugés, aux routines, estime M. Mitterrand, pour s'approcher d'une « grande idée », celle de la justice sociale. Elle a un premier mérite, celui de faire admettre par les peuples les réformes indispensables dont la rigueur ne pourra être tempérée que par la solidarité. Cette idée des chers est le mieux comme et portera peu de contestation.

Il n'en sera sans doute pas de même du second souhait du président de la République : « faire du progrès social le moteur économique ». Déjà, M. Jacques Delors, au cours de son « heure de vérité » sur Antenne 2, avait lancé la même idée.

On aurait aimé, à Paris comme à Genève, un peu plus d'explicitation sur ce point. Sans doute le souverainement veut-il dire qu'un certain nombre de besoins collectifs, obscurcis dans les moments où chacun arrive à profiter du bon temps de l'économie, se révèlent plus pressants en temps de crise, et qu'il y a donc à donner un peu de nerf à la production de biens et surtout de services. Il y a sûrement une part de vérité dans cette affirmation. L'espace social européen, et pourquoi pas occidental, qui placerait au centre de sa politique l'emploi et les conditions du travail, serait en tout cas moins inconfortable que la zone rigide d'aujourd'hui. On voit mal, hélas, M. Reagan, qui tâche de faire avaler au Congrès une réduction des dépenses sociales, rallier cet « espace »-là.

L'ouverture « à la française » exercée à Genève ne laisse pas entrevoir le « leit-motiv » qui pourrait être repris en chœur par l'opéra de Versailles.

(Lire nos informations page 3.)

M. Reagan veut proposer à ses partenaires occidentaux une plus grande concertation

En préface au sommet des grands pays occidentaux industriels de Versailles (Allemagne fédérale, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, plus la Communauté européenne), le président de la République, qui a prononcé mercredi 2 juin à Genève la conférence internationale du travail, un important discours sur les rapports du développement et de la coopération économique et de la paix, devant recevoir le président Reagan pour un déjeuner de travail suivi d'un bref tête-à-tête.

A son départ de Washington, mercredi, M. Reagan a affirmé qu'il proposerait à Versailles des consultations fréquentes entre alliés pour réduire l'inflation et instituer une plus grande discipline monétaire.

D'autre part, M. Chirac et son collègue soviétique M. Gromyko, sont convenus de se rencontrer à New-York pendant la session spéciale de l'Assemblée des Nations unies, a annoncé ce jeudi le Quai d'Orsay. Le ministre français des relations extérieures recevra M. Gromyko à dîner le 10 juin.

Les autres convives devaient être, du côté français, MM. Mauroy, Chirac (relations extérieures), Delors (finances), Seragor, secrétaire général de l'Élysée, et Alain, conseiller spécial du président, et du côté américain, M. Haig, le secrétaire d'État, M. Donald Reagan, l'ambassadeur des États-Unis, Galbraith, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Baker, et le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, M. William Clark.

Avant de quitter Washington pour un voyage qui le conduira, avant à Rome, à Londres (où il assistera à un sommet de l'O.T.A.) et à Berlin, M. Reagan a déclaré qu'il proposerait à Versailles « des consultations fréquentes et plus étroites » entre les principaux pays industriels de l'Occident « pour réduire l'inflation et instituer une plus grande discipline monétaire et fiscale ». Le sommet « est une occasion de travailler pour une expansion économique réelle, durable et sans inflation », a-t-il ajouté, et les consultations plus intenses qu'il recommande entre Occidentaux ont pour but d'améliorer le commerce international « en se fiant davantage au libre marché ».

Rejetant « les défis de l'inflationnisme », M. Reagan a affirmé qu'il était important que les dirigeants de l'Alliance atlantique se réunissent périodiquement « pour renouer leurs liens ». « Notre attachement à la liberté est toujours mis à l'épreuve, et peut-être maintenant plus que jamais, a-t-il dit. M. Reagan a aussi rappelé les initiatives qu'il avait prises pour engager des négociations avec l'Union soviétique sur les armes nucléaires et les armes stratégiques. Dans l'avenir, M. Haig a déclaré aux journalistes que les questions économiques, le sommet de Versailles discutera du

La réunion gouvernement-P.S. est reportée au-delà de la conférence de M. Mitterrand

La rencontre entre le gouvernement et le parti socialiste, qui devait avoir lieu jeudi après-midi 3 juin à l'hôtel Matignon, a été reportée à une quinzaine de jours. Cette rencontre aura lieu après la conférence de presse que doit tenir le président de la République le 9 juin prochain.

Les problèmes économiques et notamment la nécessité ou non d'un infléchissement de la politique du gouvernement étaient à l'ordre du jour de cette réunion « de discussion et de concertation ». Or, précise-t-on à l'hôtel Matignon, il est préférable de discuter de ce sujet en tenant compte du sommet de Versailles et des grandes orientations que présentera M. François Mitterrand le 9 juin. De fait, le report de cette rencontre facilite une reprise en main par le chef de l'État.

Une reprise en main facilitée

Le report de la réunion « au sommet » qui devait rassembler jeudi après-midi, autour du premier ministre, les principaux responsables socialistes repousse au lendemain de la conférence de presse présidentielle le

débat de fond sur l'éventuel infléchissement de la politique économique du gouvernement.

Autant dire que la portée d'un tel débat sera singulièrement réduite : le 9 juin en effet, le chef de l'État tracera les grandes orientations de l'action gouvernementale. Il restera à les « mettre en musique ». La logique institutionnelle, mise à mal pendant la semaine africaine du chef de l'État — une discussion sur les orientations de l'action économique s'étant engagée en son absence — retrouve donc ses droits.

Si l'on en croit les dirigeants socialistes, le report de cette réunion — pourtant prévue de longue date par le P.S. — s'explique par le rôle de la presse. Celle-ci s'est en effet emparée d'une rencontre qui devait, dans l'esprit des dirigeants socialistes, rester discrète, voire secrète.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

« Je suis chômeur. Combien sommes-nous ? »

C'est une bonne question. Si l'on considère les données statistiques mensuelles brutes, c'est-à-dire non corrigées des variations saisonnières (C.V.S.), l'observation du flux des demandes d'emploi non satisfaites montre une relative dégradation du processus extérieur d'ajustement, correspondant à une légère amélioration du taux de cou-

DONNÉES

verture de la demande par l'offre. Toutefois, si l'on tient compte des C.V.S., on peut prévoir une nouvelle tension, résultant d'une détérioration conjoncturelle du marché, elle-même consécutive à un gonflement des flux en amont et à une retenue en aval.

Quelles sont nos chances de trouver un emploi ? En données brutes, très peu. En C.V.S., aucune.

BRUNO FRAPPAT.

Le centenaire de la mort de Garibaldi

D'un bout à l'autre du pays, l'Italie célèbre le centenaire de la mort, le 2 juin 1882, de Giuseppe Garibaldi, héros de l'unité nationale. Dernier des condottieri de la Renaissance et premier des chefs de maquis du vingtième siècle, corsaire, stratège et pasteur en Sardaigne, étranger au marxisme mais associant la rébellion contre l'oppression sociale et l'acceptation de l'ordre monarchique, Garibaldi est maintenant invoqué par tous les groupes de la gauche italienne. Et son souvenir suscite encore une extraordinaire ferveur populaire.

Dernier chef de bande ou libérateur ?

« Non dire mai male di Garibaldi » — ne jamais dire de mal de Garibaldi, — c'est plus qu'un proverbe, une règle de conduite toujours en vigueur dans la vie politique et le comportement social en Italie. Le poétisme qui y manque ne va pas jusqu'à l'attaque en règle. Il relate tout au plus les traits de naïveté, la grossièreté, l'emphase de celui auquel on attribue encore sans ironie le titre de « héros des deux mondes ».

Autant qu'un diction de bonfornisme, qu'un conseil d'hygiène, ce poème résume un consentement général, un ralliement autour d'une effigie fondatrice, Giuseppe Garibaldi, dont la statue équestre domine Rome du haut du Janicule, entourée des bustes de ses compagnons, est peut-être le seul véritable père de la patrie. Son nom conserve une valeur symbolique que ne vient pas entamer la réalité de ses échecs et de ses aveuglements. Et la critique historique n'est jamais parvenue à contester l'aura de générosité, de désintéressement personnel, de « prophète » qui émanait du chef de guerre assez fou pour se laisser manipuler par le roi de Piémont-Sardaigne par amour pour la patrie italienne.

Ce sont des termes anachroniques et pourtant, en dépit des apparences, ils ne relèvent pas de l'hagiographie. Tous les témoignages ont attesté de leur vérité. Ils donnent au personnage la valeur idéale dont rêve l'homme de la rue : Garibaldi était comme toi. Il n'appartenait pas à la

classe politique ; il en était l'antithèse même. Il en fut la victime, d'ailleurs consentante. De sorte qu'aucune comparaison ne suppose la véritable place qu'il tient dans la rhétorique de l'unité italienne.

(Lire la suite page 9.)

CAROLYN CARLSON AU THÉÂTRE DE PARIS

Une enfance en Amérique

Oiseau de passage, Carolyn Carlson est revenue à Paris le temps de présenter sa dernière création scénique, *Underwood*. Et l'on retrouve dès l'entrée de scène le déferlement des images poétiques, le climat de rêve éveillé. C'est bien elle qui est là à nouveau devant nous et ce n'est plus tout à fait elle parce que le temps passe et que ses gestes, son regard, expriment aujourd'hui un autre paysage intérieur.

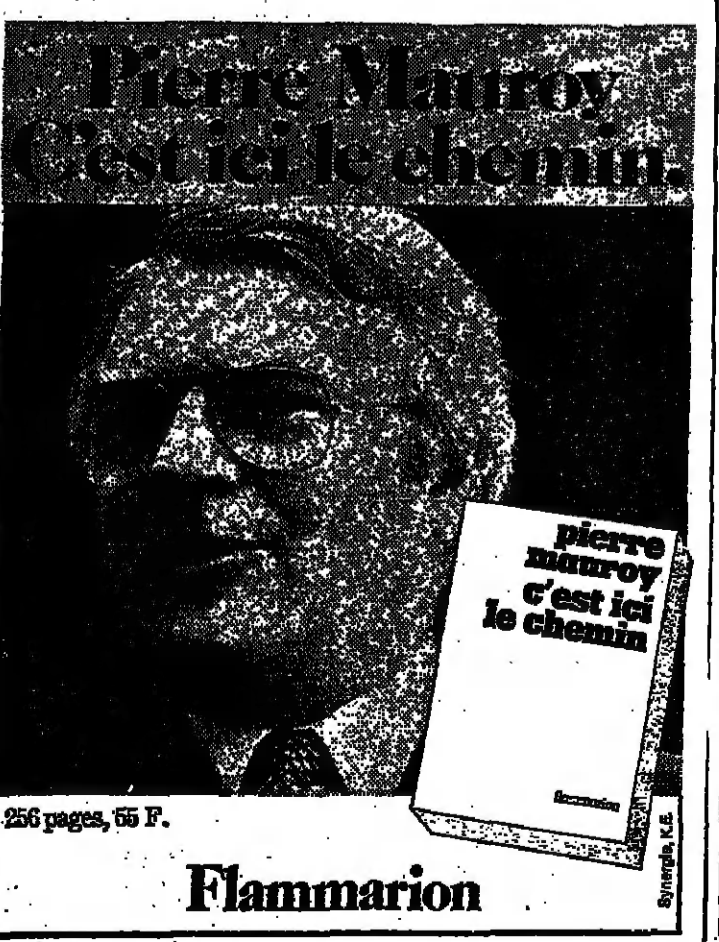
Au bout de ce long voyage qui l'a conduite de la Californie à Paris, puis à Venise, elle s'est laissée prendre au charme magique de la cité des doges. Dans *Underwood*, elle flôtait telle une Ophélie sur les brouillards de la lagune. Depuis, face à la mer, elle a refait le trajet inverse d'est en ouest *Underwood*, c'est le retour à l'Amérique de l'enfance.

Carolyn Carlson se laisse reprendre par le passé ; mais elle ne dérive plus dans des gouffres d'azur, prisonnière du temps. Son ballet se déroule dans des tons jaunes, bruns et rouges, devant un ciel immense et un doux remuement de

collines. Un paysage de campagne ensoleillé, avec le traditionnel rocking-chair de barbou, où l'on se laisse bercer, les coudes de bois remplis de souvenirs et l'orchestre aux résonances allégres (violin, violoncelle et trois guitares) pour lequel René Aubry a composé des airs rythmés de couleur country ou des thèmes criards répétitifs évoquant Einstein on the Beach. Comment, en effet, ne pas penser à Bob Wilson devant ces tableaux bien découpés avec le petit train du Far-West miniature, les personnages à la Magritte posés à contre-jour et subtilisés par une barrière qui les efface, ou encore les courses éperdues des danseurs autour d'un écouteur téléphonique au fil cassé sur un indicatif « pas libre » ? Carolyn Carlson a troqué son maillot contre une robe étroite, modeste, de même qu'elle a substitué à ses amples mouvements des petits gestes touchants, empruntés au quotidien, et aussi une sorte de gigue qu'elle exécute avec brio, tête haute, regard brillant, signe d'une sérénité nouvelle. MARCELLE MICHEL.

(Lire la suite page 25.)

Henry Mauroy
C'est ici le chemin



256 pages, 65 F.

Flammarion

Page 32
UN ENTRETIEN AVEC M. LAPAUTRE
« Les compagnies aériennes privées sont complémentaires d'Air France »
nous déclare le président d'U.T.A.

La France entre l'Europe et le Japon

par PIERRE URI

DE VERSAILLES A BONN

A la veille des sommets de Versailles et de Bonn, Alfred Coste-Floret estime que les chances de la paix et de la liberté dépendent étroitement de la fidélité à l'alliance atlantique. Mais Claude Bourdet tient pour assuré que la thèse généralement admise de la supériorité militaire soviétique est un mensonge pur et simple. Quant à Pierre Uri, qui met en lumière l'importance du problème japonais, il est convaincu que la France peut jouer un rôle d'intermédiaire entre Paris et Tokyo.

Le sommet des pays industrialisés va-t-il être perturbé par les conflits les plus absurdes de l'histoire ? Irak et Iran déniaient réciproquement leurs installations pétrolières. Une dictature aux abois ramène son peuple par la diversion extérieure ; le tiers-monde se range aux côtés de l'agresseur, et la Grande-Bretagne ne sait comment se maintenir dans les Malouines reconquises. Cependant aucune réunion de ce niveau n'avait été aussi soigneusement préparée. Le président de la puissance invitante a fait un aller et retour à Washington, s'est arrêté à Vancouver, s'est rendu à Hambourg et à Londres. Et peut-être n'a-t-on pas mesuré toute la portée du voyage officiel à Tokyo.

A tous ses interlocuteurs japonais, François Mitterrand a tenu le même propos : rien ne serait plus absurde que de vous reprocher vos efforts et vos succès, à nous de considérer nos insuffisances ; mais ce succès même accroît les responsabilités mondiales de la deuxième puissance industrielle de l'Occident.

Une économie dualiste

Les Français savent mal que, avec une population double de la nôtre, le produit national du Japon ne l'emporte que de moitié. Les exportations des deux pays sont approximativement égales : c'est qu'elles représentent près du quart de la production française, moins d'un dixième de celle du Japon, c'est-à-dire que la productivité moyenne n'y est que des trois quarts de la nôtre. Comment réconcilier cette donnée surprenante avec les percées foudroyantes dans l'automobile, l'optique, l'électronique et bientôt l'informatique ?

C'est que l'économie japonaise reste encore profondément dualiste.

D'un côté, des secteurs et des entreprises dont la productivité s'est accrue à un rythme extraordinaire. De l'autre, une masse de petites exploitations archaïques, une distribution coûteuse, des restaurants dans les sous-sols qui n'ont de place que pour quatre ou cinq clients. A telle enseigne que les comparaisons internationales de salaires perdent leur sens : le cloisonnement est tel que ceux des petites entreprises n'atteignent pas 60 % des grandes.

Les paradoxes de l'économie japonaise ont été maintes fois soulignés. Une croissance à 10 % sur vingt-cinq ans : rattrapage des techniques développées ailleurs, transformations de structures qui changent le paysan du Hokkaido en ouvrier de l'électronique. Du coup le progrès global dans l'économie est supérieur à celui de l'électronique elle-même. Ces passages-là tendent vers une limite, et la croissance se ralentit. Rapidité avec laquelle de nouvelles industries sont créées, automobile, électronique, biotechnologie, informatique : c'est l'effet d'une imbrication des entreprises et des pouvoirs publics, d'une capacité à prendre le vue à long terme plutôt que d'avoir l'œil fixé sur les profits trimestriels et la régularité des dividendes. Reconversions spectaculaires, dans le textile, la sidérurgie, les chantiers navals.

Tout cela, grâce à la conciliation entre l'emploi permanent - on fait sa carrière dans la même entreprise sans risque de chômage - et la mobilité : les grands groupes attirent progressivement la main-d'œuvre des petites entreprises et sont suffisamment diversifiés pour redéployer le personnel des secteurs en difficulté vers les activités d'avenir.

Autofinancement plus faible qu'ailleurs, marché financier actif mais instable, recours, qui se territorialisent, au crédit bancaire et au déficit

budgetaire : l'épargne liquide ou à court terme évite les répercussions inflationnistes. La Banque du Japon, qui tient le système bien en main par des avances aux banques endettées auprès d'elle, rétablit rapidement la situation quand les prix dérapent ou que le déficit extérieur menace. Mais en outre, pour la première fois, les salaires ont moins monté que les prix. Comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne dans certains secteurs, le Japon contribue à cette déflation compétitive qui ne peut qu'aggraver la crise, en réduisant la consommation interne et en renforçant les pressions à l'exportation.

D'autant que le dualisme de l'économie permet au Japon de pousser avec succès ses ventes au-dehors et de maintenir un protectionnisme ouvert ou diffus grâce aux droits de douane très différenciés, et plus encore aux comportements du public et des entreprises. Les procédures habituelles du GATT peuvent mettre en discussion les obstacles officiels, douanes ou barrières non tarifaires. Que peuvent-elles contre les sociétés de commerce, qui traitent la plus grande part des transactions internationales, et dont les plus importantes appartiennent aux grands groupes ? Si elles prévalent de larges profits sur l'importation, et si elles réduisent le volume et le nombre des ressources pour subventionner l'exportation. Le salaire à l'ancienneté crée une distorsion favorable aux industries à dominante féminine : les ouvrières sont jeunes, elles quittent le travail quand elles se marient ; et aux industries avancées, où les jeunes techniciens aux formations les plus modernes constituent un apport sans commune mesure avec la rémunération qu'ils reçoivent. Et au rebours des accords de Bretton-Woods qui autorisaient

des discriminations contre les pays dont la monnaie se ferait rare à force de surplus extérieurs, le GATT ne prévoit rien contre les pays qui cherchent le maintien de l'emploi dans des excédents commerciaux systématiques, c'est-à-dire qui exportent le chômage.

Une carte à jouer

La France a une carte à jouer à l'égard de tous ses partenaires : les convaincre que la course à la baisse des salaires réels comme arme de concurrence n'est que le retour aux erreurs les plus folles des années 30, qui ont transformé une récession en l'une des pires tragédies de l'histoire. Sur les protections encore plus occultes qu'ouvertes dont use le Japon, elle aura des alliés chez tous les autres pays occidentaux. Mais, avec le Japon, elle trouvera d'autres terrains d'entente.

Il n'est pas sûr que les Japonais veulent un système monétaire plus stable : ils ont su jouer très habilement des fluctuations du yen, le faisant monter quand les approvisionnements extérieurs renchéérissent, pour freiner leurs coûts, le laissant redescendre quand les matières premières baissent pour retrouver une marge concurrentielle. En revanche,

ils ont trop souffert des flambées pour ne pas s'intéresser aux projets de stabilisation des marchés qui commandent notre propre croissance en évitant les chocs de nature à relancer l'inflation et obligent par contrecoup aux politiques restrictives. C'est sur la maîtrise de la technologie que les préoccupations se rejoignent de plus près.

Car derrière la façade industrielle, et les structures archaïques, il y a un troisième Japon, celui qui a su mieux concilier le modernisme et la tradition, au rebours des Américains, et pour plonger une célèbre comédie musicale, montre comment réussit en affaires sans s'exposer à l'infarcissement. Et il y a un quatrième Japon, qui réunit des chefs d'entreprise éclairés, des intellectuels, voire des politiques, et qui commence à s'interroger sur l'avenir. Face à l'Amérique de Reagan, brava sur la puissance, le profit, l'affrontement Est-Ouest, et oublieuse du tiers-monde et des perspectives de l'an 2000, ces hommes méditent sur les progrès de l'automatisation, sur la réduction du temps de travail, sur la marge qui s'ouvrira pour l'humanisation des villes et de l'environnement, pour des loisirs accrus dont l'usage appelle un développement général de la culture. Une convergence se noue avec l'inspiration essentielle de la nouvelle politique française. A la France de devenir l'intermédiaire privilégié entre le Japon et l'Europe.

Ouvriers de paix ou de servitude ?

par ALFRED COSTE-FLORET (*)

QUE l'ancien et le nouveau président de la République, qui s'opposent sur tant de points, aient été d'accord pour dire qu'il existe un danger de la situation internationale.

Ce danger est d'abord attesté par l'expansionnisme soviétique. Il suffit de contempler la carte du monde hier et aujourd'hui pour constater la rapidité de l'extension de la grande tache rouge soviétique : en Europe, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la République démocratique allemande, les pays baltes, sont passés derrière le rideau de fer. Au Proche-Orient, le Sud-Yémen, en Asie, le Vietnam et le Cambodge, en Afrique, l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, les îles du Cap-Vert, Cuba et le Nicaragua, sont désormais sous l'obédience soviétique. En Moyen-Orient, la percée soviétique en Afghanistan menace directement les sources de ravitaillement en pétrole de l'Occident.

Le danger de guerre résulte aussi du déséquilibre des forces. Tous les experts conviennent de la supériorité importante aujourd'hui de l'armée rouge et des armées du pacte de Varsovie sur les forces de l'OTAN, tant dans le domaine des armes conventionnelles que dans celui des armes nucléaires. Et l'U.R.S.S. met en place en Europe un missile SS-20 tous les cinq jours !

Pour faire face au danger de guerre et préserver la paix dans la liberté, l'avenir ne réside ni dans la soumission à la menace soviétique ni dans une hostilité systématique à l'égard de l'U.R.S.S. C'est pourquoi l'OTAN a décidé, en décembre 1979, à la fois un effort de réarmement, notamment dans le domaine des armes nucléaires de théâtre, Pershing-2 et missiles de croisière, pour rétablir l'équilibre des forces et l'ouverture de négociations avec l'U.R.S.S. pour une limitation et une réduction des armements.

Contre cette décision se sont mobilisés, à l'appel du Mouvement de la paix, curieusement sorti d'un long sommeil, les pacifistes et les neutralistes. De façon significative, ceux-ci ne protestent pas contre les fusées soviétiques déjà implantées sur le terrain, mais contre les fusées américaines qui ne sont qu'un projet et n'existent pas encore !

Ces pacifistes, ces neutralistes, se proclament ouvriers de paix. Ont-ils oublié les leçons de l'histoire la plus récente ? Hier, un mouvement de ce genre nous a conduits, en septembre 1938 à « Munich ». Les chefs des gouvernements français et britannique croyaient alors, en acceptant l'expansionnisme nazi, avoir assuré la paix pour cinquante ans. Un an après, c'était pour notre France la guerre, puis l'occupation et la servitude.

Tel est, selon l'histoire, le destin des pacifistes purs et durs. Croyant être ouvriers de paix, ils ne sont qu'ouvriers de servitude. C'en est pour le désarmement unilatéral ou le désarmement actuel des forces, c'est ouvrir grande la porte à l'expansionnisme soviétique, entraînant rapidement la perte de l'indépendance nationale et le sacrifice de nos libertés.

Plutôt rouges que noirs, proclament en Europe pacifistes et neutralistes. A cette pitoyable démission des responsabilités, à cette

acceptation de l'état totalitaire et de la servitude, nous opposons le cri de Danton en 1789 : « La liberté ou la mort ! »

Ce qui fait la valeur de la vie, c'est la liberté. Les pacifistes et les neutralistes sont des ouvriers inconscients de la servitude. En défendant les valeurs qui fondent notre civilisation occidentale, l'alliance atlantique est, depuis plus de trente ans, ouvrière de paix, et de paix dans la liberté. Soyons-y fidèles.

Cette fidélité implique des devoirs. L'efficacité de l'alliance exige une solidarité, une coopération entre « partenaires » selon les principes démocratiques.

Si la tentation pacifiste et neutraliste existe en Europe, sa réplique aux Etats-Unis, c'est la tentation « isolationniste ». Gardons-nous de la favoriser. Elle constitue une menace pour l'alliance. Dans sa conférence de Washington, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger a été très clair : « Nous en avons assez, s'il dit, des grandes manifestations pacifistes organisées en Europe, tendant à démontrer que le danger de guerre mondiale vient des Etats-Unis. Voilà dix ans qu'on ne veut pas faire place aux réalités de la sécurité. Encore dix ans sans faire place aux vrais problèmes et l'alliance atlantique ne sera plus qu'une coquille vide. » Ne justifions pas une telle attitude. Efforçons-nous de conserver pendant toute la période de construction de l'Europe communautaire la sécurité irremplaçable que nous assure l'alliance atlantique.

Mesurons les conséquences qu'aurait pour notre sécurité et notre indépendance nationale la disparition des moyens que les Etats-Unis placent aujourd'hui aux avant-postes de la défense occidentale. L'U.R.S.S. le sait bien, qui ne cherche qu'à élargir l'Europe des Etats-Unis pour mieux la réduire en servitude. La substitution des moyens européens aux moyens de défense américains n'est pas impossible à très long échelle. Mais elle suppose la réalisation d'une Europe communautaire qui constitue une force politique et la nécessité de consentir pour la défense des efforts considérables accrus.

Ne sacrifions pas nos garanties d'aujourd'hui à nos espérances pour demain. Par la fidélité à l'alliance atlantique, sachons sauvegarder les chances de la paix et de la liberté. Par-delà les siècles reste pour nous l'éternelle affirmation de Tacite : « Nous préférons les orages de la liberté aux silences de la servitude. »

(*) Président de l'Association française pour la communauté atlantique.

Contre Reagan - Avec l'Amérique lucide

par CLAUDE BOURDET

La marche nationale du 5 juin à 14 heures, de la place Clichy à la place de la République, doit gêner beaucoup de monde, à en juger par les diffamations et les tentatives d'étouffement dont elle fait l'objet.

1° Ce n'est pas une manifestation anti-américaine : au contraire, les organisateurs et les participants se sentent en complète communauté de pensée et d'action avec le puissant mouvement américain qui anime de nombreux sénateurs (dont Edward Kennedy) et membres du Congrès, des dirigeants des Eglises et d'innombrables comités, dont vingt-trois d'importance nationale et internationale, comme le Conseil national des Eglises, Pax Christi, le Mouvement de la réconciliation, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, etc., aussi inquiets que nous de la politique de Reagan. Il y a des chances appréciables pour que l'opposition qui se lève maintenant aux Etats-Unis lui fasse perdre les prochaines élections - s'il ne nous a pas entraînés auparavant dans une guerre mondiale.

2° C'est une manifestation pour la paix, et non une manifestation « pacifiste ». Il y a de nombreux pacifistes parmi nous, mais ils ne sont pas en majorité. Nos thèses sont celles qui ont été contrasignées au

colloque de l'Institut potémologique de Groningen, en avril 1981, par dix officiers généraux de premier plan, dont l'amiral La Roche, directeur du Centre d'information pour la défense de Washington, les généraux Koumanakos, ancien chef d'état-major adjoint de l'armée grecque, von Meyenfelt, ancien gouverneur du Saint-Cyr hollandais, Harbottle, ancien chef d'état-major des Nations unies à Chypre, de Costa Gomez, ancien président du Portugal, Passi, ancien chef d'état-major adjoint de l'OTAN Sud Europe, Bastien, encore l'ancien commandant de la 12^e division blindée allemande, et l'amiral Sanguinetti, ancien commandant en chef de la flotte française de la Méditerranée. Aucun d'eux n'est un « pacifiste ». Tous sont partisans d'une défense réelle, c'est-à-dire non suicidaire, de l'Europe.

3° Aucun des signataires de notre appel ne soutient un bloc contre l'autre : tous demandent aux chefs d'Etat européens d'affirmer leur indépendance à l'égard des blocs, de tout faire pour empêcher l'Europe d'être le champ de bataille des superpuissances. Si notre manifestation se dresse avant tout contre la

politique de Reagan, c'est parce que c'est lui, et non Brejnev, qui vient à Paris, à Versailles, à Bonn.

Nous avons souligné que la répression contre des peuples asservis, en Amérique centrale comme en Afghanistan et en Pologne, était liée à la mise en ordre de la zone d'influence directe des superpuissances, devant l'éventualité de la guerre mondiale qui s'approche : pour sauver ces peuples, il faut d'abord arrêter la marche à la guerre.

4° Quand nous disons que l'affirmation de la suprématie militaire soviétique, base de la campagne actuelle, est un mensonge pur et simple, nous ne nous appuyons pas seulement sur les spécialistes comme ceux cités plus haut, sur les nombreux instituts, européens et américains, qui ont fait un long travail sur ces problèmes ; les dernières déclarations de Carter à Paris (malheureusement minimisées par la plus grande partie des médias français) allient dans le même sens. Dans un livre récent, trois savants de Bradford, en Angleterre, soulignent que, même pour l'armée « classique », les forces de l'OTAN sont un peu plus nombreuses et nettement meilleures, que celles de l'U.R.S.S. et du pacte de Varsovie, qui ont, de plus, à faire face à la Chine ; ils expliquent aussi que les cinquante mille blindés russes sont largement compensés par les cinq cent mille armes guidées de précision (type Milan, etc.) de l'OTAN ; un militaire allemand de haut rang a dit, il y a quelques temps, que les chars soviétiques seraient détruits, sans armes nucléaires, tout au début d'une guerre en Europe ; la durée de vie moyenne d'un char, pendant la guerre du désert de 1973, était d'un quart d'heure ; les chars soviétiques sont tout juste bons à occuper, en cas de guerre, les villes révoltées d'Europe de l'Est.

5° Nous sommes contre l'existence des SS-20, et de toutes armes nucléaires, tactiques ou non, en Europe ; toutes les négociations en ce sens sont absolument indispensables. Mais nous répétons, avec les dirigeants du mouvement américain, avec Erhardt Eppler et le bourgmestre de Sarrebruck, Oskar Lafontaine, tous deux membres de la direction du parti socialiste allemand, avec les dix généraux et amiraux cités plus haut, que les SS-20, qui remplacent les SS-4 et SS-5 (légalement susceptibles de détruire l'Europe et dont personne ne s'était jamais inquiété à l'Ouest), n'ont rien à faire avec la volonté américaine d'installer les Pershing-2 et les missiles de croisière en Europe. Comme l'ont expliqué les dix militaires, leur extrême précision, jusqu'à présent inconnue, fait de ces fusées des armes de première frappe. Elles ne sont pas à considérer seules, mais liées à tous les armements de

plus en plus précis anti-écoles, anti-sous-marins, anti-satellites, etc., où les Américains ont entre quatre et sept ans d'avance sur les Soviétiques.

L'extrême danger, c'est que non seulement les Américains peuvent être tentés, dans un cas d'extrême tension, de mettre à profit leur supériorité technique pour détruire la quasi-totalité de l'armement nucléaire soviétique, mais aussi que, dans un tel moment critique, l'U.R.S.S., craignant une telle première salve qui ne mettra que cinq minutes à détruire ses « yeux », ses « oreilles » et son cerveau militaire, et vingt minutes à détruire ses armes, lâche immédiatement contre l'Ouest ses missiles qui risquent d'être pris « au nid » ou au fond de la mer...

Personne, sauf les savants américains qui nous lancent des cris d'alarme, ne sait à quel point l'extrême progrès des armements et des appareils de détection est en train de démolir la demi-sécurité sur laquelle était basé le vieil « équilibre de la terreur ». Ce que nous dis ces jours-ci la commission Palme, où siègent des hommes aussi inattaquables qu'Olof Palme lui-même et l'ancien secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, c'est qu'il faut arrêter immédiatement cette course au perfectionnement et à la « première frappe », possible, et « réduire les arsenaux nucléaires à des forces limitées, sûres, et avec évidence seulement de riposte (second strike) ».

6° Reagan, à cause de l'opinion mondiale, fait des propositions de réductions d'armement. Sans les manifestations de cette opinion, il n'aurait pas fait un pas. Mais, nous dit le syndicaliste américain Sidney Lens, au nom des vingt-trois organisations américaines citées plus haut, « la proposition de Reagan est tellement fallacieuse qu'elle va être rejetée par Moscou, après quoi, Reagan se servira du rejet pour accélérer la course aux armements ». Car Reagan, dans une série de paragraphes habilement combinés, se sert de l'infériorité soviétique en armes embarquées (sous-marins, etc.) et de leur fort mégatonnage, qui compense mal l'extrême imprécision de leurs fusées, pour demander à l'U.R.S.S. des concessions bien plus fortes que celles des Etats-Unis. Il y a en France aucun véritable organisme, semblable aux nombreux instituts étrangers, pour aider notre gouvernement à démasquer ces supercheries. C'est encore une raison de plus pour nous d'appeler, le 5 juin, le gouvernement français à être vigilant, à ne pas se laisser entraîner. Et que François Mitterrand ne pense pas une seconde que les Pershing et la Cruise étant « ailleurs », la France échapperait à l'engendrement ! Le suicide nucléaire, s'il se produit, sera celui de toute l'Europe.

C'est évident !
TAPIS
PERSON
moins cher
maison de
l'Iran

65, 67, Champs-Élysées (8^e) 75008 Paris
25, promenade des Argiles, Nice

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE VERSAILLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A L'O.I.T.

La crise ne sera pas vaincue par la logique absurde du chacun pour soi et par le jeu des forces du marché

déclare M. François Mitterrand

De notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand était, mercredi 2 juin, l'hôte d'honneur de la soixante-huitième session de la conférence internationale du travail, qui s'est ouverte à Genève le matin. Accompagné de M. Mauroy, d'une demi-douzaine de ministres et de nombreux collaborateurs, il a été accueilli d'une façon particulièrement chaleureuse par l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), qui, pour la première fois, recevait un président de la République française.

Au moment où M. Mitterrand allait prendre la parole, la délégation de l'Iran a quitté la salle avec ostentation, en signe de protestation contre le soutien de la France à Israël. L'assistance redoublait d'applaudissements, tandis que M. Mitterrand gagnait la tribune.

Genève. — M. Mitterrand a exalté le rôle de l'O.I.T., « l'organisme mondial de progrès social ». En même temps, à maintes reprises, il a abordé les thèmes du prochain « sommet des pays industrialisés » jusqu'à s'écrier en conclusion : « A tous gouvernements, employeurs, salariés, je dis aujourd'hui, comme je le dis dans quelques jours à Versailles : certains essaient pour parvenir à la crise, refusent les dialogues nationaux ou corporatifs, évitent que chacun se reconstruise et se reforme sur lui-même. Fortement nous nous devons de nous reconstruire face au chaos présent qui paralyse l'économie mondiale.

Retenons qu'il n'y aura jamais de vraie coopération que liée à une grande idée. La justice sociale est une préoccupation de la finalité du développement économique, lui-même condition de la paix.

Offrir du travail au cours des vingt prochaines années à cent cinquante-cinq millions de jeunes est l'une des questions essentielles de notre temps, a dit M. Mitterrand, en évoquant le rapport présenté en 1980 par M. Blanchard (France), directeur général du BIT (Bureau international du travail), dont il a salué l'action. Refusant d'expliquer la crise par les seuls changements de la conjoncture, il a dénoncé la rupture unilatérale du système monétaire international en 1971, « génératrice des oscillations majeures imprévisibles des taux de change et des taux d'intérêt », et la spéculation, et aussi certains « agents directeurs de l'économie mondiale qui transforment leurs unités de production en hasard du profit ».

La crise ne sera pas vaincue en pratiquant la « logique absurde du chacun pour soi », en fermant les frontières, en laissant s'effondrer les cours des matières premières et en diminuant l'aide publique au développement, en disant « laissez jouer les forces du marché et la croissance, dans le plein emploi reviendra ».

« Comment imaginer, a dit M. Mitterrand, que le travail, la production, sans les quels rien ne serait possible, acceptent les sacrifices que nous imposent la nécessaire compétitivité, la lutte contre l'inflation, les mutations technologiques dont nous savons qu'elle est l'une des causes principales de la crise économique

mondiale, et les réformes correspondantes ne sont pas faites, et ne le seront pas assurées leur juste part dans la production et dans la redistribution des profits, et la collectivité nationale n'aille pas de l'espérance de solidarité et l'esprit d'entreprise ?

« A la stérile querelle sur la division internationale du travail, où les emplois que gagne le Sud seraient pris au Nord, je propose de substituer le projet d'une multiplication internationale du travail, où le Nord et le Sud créent, ensemble, dans une croissance renouvelée.

La France « souhaite faire du progrès social le moteur économique », a ajouté M. Mitterrand. Elle refuse que le « pavage » couvrant les richesses soit continué, et elle inscrit son action dans la perspective d'une solidarité économique renforcée. M. Mitterrand a rappelé sa proposition d'édification d'un espace social européen qui, au centre de la politique communautaire, placerait l'emploi et les conditions de travail et intensifierait le dialogue social.

L'Europe peut aussi « renforcer sa solidarité et son indépendance avec les pays en voie de développement. Il ne s'agit pas de cette solidarité d'urgence qui sert à faire pardonner la cruauté de la semaine dans leur propre intérêt, les pays du Nord doivent épauler les pays du Sud dans leur développement. Ce n'est pas la « fluctuation effrayante » des prix des matières premières, qu'il vient de constater en Afrique, qui doit être la seule référence. Le dialogue Nord-Sud doit aboutir à la garantie de ces prix et à l'auto-suffisance alimentaire du tiers-

monde. Il préconise, autour de la Banque mondiale et des institutions spécialisées, le lancement d'un programme qui permette à chacun d'user de sa richesse, d'abord pour lui, mais aussi pour les autres ».

Le président, après avoir assuré que son gouvernement examinerait les textes du BIT non encore ratifiés par la France, a longuement parlé de la défense des droits fondamentaux de l'homme, du travail forcé, de la discrimination et de l'apartheid.

« C'est un démenti aux idées qui nous proclament, et si on prétend défendre la démocratie tout en laissant les responsables syndicaux aux banes des accusés (...), quel risque pour la société internationale toute entière ? M. Mitterrand a évoqué la « résurgence du totalitarisme hydré aux lèthes toujours renouvelées de l'intolérance ». Tel passage consacre à ceux qui veulent exprimer des opinions politiques, manifester une opposition idéologique à un ordre établi, recourir à la grève, affirmer une différence sociale, nationale, spirituelle, « à ce qu'il a appelé les « ombres de la déshumanité ». Il a évoqué la « déshumanité » de nombre de dirigeants, une allusion à la Pologne, mais le nom de ce pays n'a pas été prononcé.

Le rapport sur la situation à Varsovie, établi par M. Veljovic (Grèce), a été approuvé par le conseil d'administration la semaine dernière par quarante-cinq voix contre quatre (dont l'U.R.S.S. une abstention). Dans les couloirs de l'assemblée, on assurait que les pays socialistes pourraient réagir avec vivacité à une reprise de l'économie occidentale et d'une diminution du chômage.

JOANINE ROY.

GRANDE-BRETAGNE : maîtriser l'inflation

De notre correspondant

Londres. — A la question : pourquoi les réunions de chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés ? Les Britanniques répondent, avec un brin d'ironie : « A cause de l'amour de M. Giscard d'Estaing pour les sommets, lui qui a été aussi à l'origine des rencontres triennales du Conseil européen ». La réplique en dit long sur l'enthousiasme des milieux dirigeants de Londres à la veille du sommet de Versailles. On veut toutefois bien admettre ici que l'objectif principal, aussi global que vague, est de « renforcer l'unité des démocraties occidentales ».

L'appel aux valeurs communes de l'Occident est d'autant plus important à un moment où la Grande-Bretagne est impliquée dans un conflit où elle déclare justement défendre les principes communs de démocratie, de justice et de liberté, et elle attend de ses alliés un soutien sans équivoque dans sa croisade des Falkland. Mme Thatcher considère que l'envoi de la flotte aux Malouines n'a pas affaibli l'OTAN, bien qu'il ait dégradé la défense de l'Atlantique nord, mais qu'il l'a, au contraire, renforcé, dans la mesure où les troupes britanniques sont animées des mêmes idéaux de l'alliance atlantique.

Sur les problèmes à l'ordre du jour, le gouvernement de Londres garde une position prudente. A propos des nouvelles technologies, chères à M. Mitterrand et à ses conseillers, les Britanniques écouteront poliment l'exposé de la délégation française dans le domaine économique, on estime ici que quelques pays ont accompli des progrès dans la lutte contre l'inflation, mais qu'aucun succès décisif n'a été remporté. La maîtrise de l'inflation reste pour Mme Thatcher la condition essentielle à une reprise de l'économie occidentale et d'une diminution du chômage.

Comme ses collègues européens, le premier ministre britannique est préoccupé par les conséquences des taux d'intérêt élevés pratiqués aux Etats-Unis. Mais elle considère que la réussite du programme économique du président Reagan, notamment la diminution du déficit budgétaire, constitue le seul moyen d'obtenir la réduction de ces taux. Elle est très méfiante vis-à-vis de toutes mesures à caractère dirigiste visant à organiser le marché des changes européens pour lui. Elle s'est liée avec la monnaie américaine.

A propos des échanges commerciaux, les Britanniques attendent des Japonais qu'ils fassent preuve de bonne volonté afin d'éviter que les Européens ne soient amenés à se replier dans le protectionnisme. Ils sont prêts à admettre les arguments américains en faveur d'une réduction des crédits accordés aux pays socialistes, notamment l'U.R.S.S., et une augmentation des taux d'intérêt qui leur sont contraires, mais ils ne veulent pas que leur commerce avec l'Est, déjà déclinant, se réduise, en souffre.

Le même scepticisme apparaît en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud. On souligne ici que les « suites de la conférence de Cancun, l'an dernier ont été « décevantes pour les deux parties », c'est-à-dire pour le monde industrialisé comme pour les pays sous-développés, qui ne peuvent être traités sans l'accord des Etats-Unis et que tout, idée de créer une « alliance énergie » dépend de la participation des Etats de l'O.P.E.P.

Les milieux dirigeants britanniques considèrent enfin, avec un sourire amusé, les projets d'institutionnalisation des sommets des pays industrialisés et la création d'un « groupe permanent de contact ». Ils annoncent qu'ils s'opposent en tout cas à toute nouvelle « bureaucratie » internationale. — D.V.

U.R.S.S. : M. Brejnev invite les États-Unis à « se placer sur le terrain du réalisme politique »

De notre correspondant

Moscou. — Au moment où la tournée européenne de M. Reagan, le prochain sommet de Versailles et l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN donnent l'occasion à la presse soviétique de dénoncer ce que l'on croit être une mobilisation, du camp occidental, nre l'U.R.S.S., M. Brejnev a profité de la visite officielle de M. Husak, chef de l'Etat et du P.C. tchécoslovaque, pour réaffirmer, le 2 juin, l'invincibilité de la détermination du bloc socialiste. Les deux chefs d'Etat se sont engagés à « consolider leur alliance défensive militaire-politique » ; à continuer à soutenir les dirigeants polonais « dans leur lutte pour sortir le pays de la crise et renforcer les positions du socialisme en Pologne ».

Au cours du dîner offert en l'honneur de son hôte, M. Brejnev a appelé à « rechercher, politiquement et patiemment, par des efforts communs, la solution des problèmes qui mettent en danger la paix ». Il a ajouté : « A quel art d'acquiescer tout le temps de nouvelles possibilités de s'entendre mutuellement ? Il est temps de s'arrêter ».

UNE PLUS GRANDE CONCERTATION

(Suite de la première page.)

Il a souligné « la remarquable identité de vues » entre M. Reagan et M. Mitterrand sur les principaux objectifs de l'alliance atlantique. « Tous deux, a-t-il dit, ont démontré qu'ils sont au courant des conséquences de la politique interventionniste de l'Union soviétique ».

Dans son discours de Genève, M. Mitterrand a déclaré que « le développement économique » est « la condition de la paix » ; il a dénoncé les dérangements du système monétaire et « les fluctuations effrayantes » des cours des matières premières et s'est prononcé pour un renforcement de la « solidarité » entre l'Europe et les pays en développement.

A Bonn, s'adressant à la presse américaine, le chancelier Schmidt a réaffirmé que l'Europe insistait pour une réduction des taux de change américains. De son côté le porte-parole du chancelier, R. Boelling, a déclaré que la R.F.A. est « attachée aux échanges économiques à long terme avec les pays de l'Est, et refuse toute « guerre commerciale » avec l'Est ».

Les sommets de Versailles et de Bonn seront l'occasion de nombreuses rencontres bilatérales. Vendredi à Paris, le président Reagan recevra les premiers ministres britannique et japonais, Mme Thatcher et M. Suzuki. M. Mitterrand recevra M. Suzuki à déjeuner lundi à bord du train à grande vitesse Paris-Lyon.

ter. (...) Nous sommes prêts à franchir honnêtement notre moitié de chemin et voulons croire que notre modération, nos démarches constructives, pousseront l'administration américaine à se placer sur le terrain du réalisme politique. » Dans le même temps, en recevant solennellement l'un de ses alliés les plus proches (M. Husak était déjà venu à Moscou pour le sixième anniversaire de M. Brejnev en décembre) et son ministre des affaires étrangères en mars, et en assumant une nouvelle fois, le général Jaruzelski de son appui, le chef de l'Etat soviétique fait savoir qu'il n'est pas favorable à un accord à n'importe quel prix.

Cette double attitude de fermeté et d'ouverture est encore illustrée par la publication simultanée d'une déclaration de M. Gus Hall, secrétaire général du P.C. américain, dénonçant les récentes propositions de M. Reagan comme « une tentative d'induire en erreur le peuple américain » et des propos tenus à l'agence Novosti par l'ancien chancelier ouest-allemand, M. Brandt, qui plaide pour des ententes sur le sommet, seuls susceptibles de donner à la détente de « nouvelles impulsions ». Traditionnellement, M. Hall est cité dans « l'essai soviétique » pour faire passer les messages les plus durs et M. Brandt pour rappeler le bon temps de l'Ostpolitik.

A l'approche des pourparlers américains-soviétiques sur les armements stratégiques et dans la perspective d'une possible rencontre entre les Deux Grands, M. Brejnev veut, de toute évidence, apparaître en position de force. Il entend montrer que ses offres répétées de négociation ne sont pas un aveu de faiblesse, mais un signe de sagesse. En insistant en particulier sur la nécessité de préparer sérieusement un éventuel sommet — il l'a répété, par exemple, à M. Kirchschlager, président de la République autrichienne, le 26 mai — le chef de l'Etat soviétique cherche à opposer le caractère réfléchi de sa démarche à la volonté de propagande qu'il lui impute à M. Reagan.

Enfin, un petit événement de politique intérieure a marqué cette rencontre : M. Tchernenko, le numéro deux soviétique, a reçu de M. Husak, en présence de M. Brejnev, la plus haute distinction de la République tchécoslovaque, l'ordre de Gostav, pour sa contribution à l'amitié entre les deux pays. M. Tchernenko se voyait ainsi confirmer, après la récente promotion de M. Andropov, qu'il restait investi de la confiance du chef de l'Etat et, à travers lui, de celle de la « communauté socialiste ».

THOMAS FERENCZI.

PROCHE-ORIENT

La guerre du Golfe

DES AVIONS IRAKIENS ONT SURVOLÉ TÉHERAN

« A TITRE D'AVERTISSEMENT »

Des avions irakiens ont franchi, mercredi matin 2 juin, le mur de son au-dessus de Téhéran et de la ville sainte de Qom « à titre d'avertissement » pour montrer que l'Irak est en mesure d'atteindre des « objectifs précis » en Iran », a annoncé un porte-parole militaire irakien. Radio-Téhéran, qui a confirmé le survol, a indiqué de son côté qu'une « contre-attaque » contre les avions irakiens « qui ont traversé le territoire irakien » avait été repoussée.

Dimanche dernier, les Irakiens avaient annoncé le bombardement du terminal pétrolier de l'île de Kharg et de la raffinerie de Tahrir. Selon la radio de Téhéran, aucun des objectifs n'a été atteint, mais les Irakiens japonais ont, à titre de précaution, reçu l'ordre d'interrompre provisoirement les chargements de pétrole à l'île de Kharg.

Entre-temps, les efforts diplomatiques en vue d'éviter une internationalisation du conflit Iran-Irak, se poursuivent. Le comité technique de bons offices entre l'Iran et l'Irak a décidé de se réunir samedi à Djeddah au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement pour relancer sa médiation. D'autre part, M. Lakhdar Brahimi, ambassadeur du président algérien Chadli Bendjedid, a été reçu mercredi au Koweït par l'émir Jaber al Ahmed al Sabah après avoir conféré la veille à Riyad avec le roi Khalid d'Arabie Saoudite.

Les négociations sur l'autonomie palestinienne. Le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig a confirmé mercredi 2 juin qu'un sommet tripartite (américain-égypto-israélien) pour relancer les négociations sur l'autonomie palestinienne avait été envisagé, mais n'était pas prévu pour le moment car « des problèmes d'emploi du temps et d'autres complications sont intervenus. (Le Monde du 3 juin).

Deux heures de discussion mercredi à Tel-Aviv entre M. Menahem Begin, président du conseil israélien, et M. Kamel Hassan Aïf, ministre égyptien des affaires étrangères, n'ont pas permis d'effacer les divergences entre les deux pays au sujet du lieu de réunion des futures négociations sur l'autonomie palestinienne. M. Hassan Aïf a indiqué, avant de repartir le 3 juin, que la solution que les conversations avaient également porté sur la possibilité d'une rencontre au sommet égypto-israélien au cours de l'été. (A.P. - Reuters).

Le P.C. et le P.S. sont prêts à confronter leurs points de vue sur le désarmement

La direction du P.S. a décidé, lors de son bureau exécutif du mercredi 2 juin, de se rendre à la direction du P.C.F. afin d'organiser, entre les deux partis, une confrontation sur la paix, la sécurité et le désarmement. Cette démarche officielle fait suite à celle, officieuse, effectuée par M. Grametz, membre

M. Lionel Jospin a présenté, mercredi 2 juin, les propositions du parti socialiste pour la paix, la sécurité et le désarmement qui avaient fait l'objet, lors du bureau exécutif du 25 mai, d'un débat suivi d'une déclaration de principe. Le Monde du 27 mai, nos dernières éditions du 3 juin).

Le préambule du document rendu public à cette occasion déclare que « le désarmement ne peut être un objectif en soi et que la sécurité collective a passé d'abord par le respect d'un certain nombre de principes fondamentaux : non-recours à la force, refus de l'aide mutuelle, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit à la sécurité pour chaque peuple ». Il ajoute qu'« une action pour la paix ne peut se confondre avec des simples gestes pacifistes ».

Examinant la situation des pays européens membres de l'OTAN — ce qui n'est pas le cas de la France —, le P.S. relève que « certains sont désormais convaincus que le désarmement stratégique des Grands est de tout faire pour contenir dans l'espace européen un conflit militaire limité. Cette voie, et elle est irréaliste, n'est pas absurde. Depuis que le territoire des Etats-Unis est devenu vulnérable aux missiles soviétiques, il existe une tendance croissante à la neutralisation des deux Grands. Aujourd'hui, l'Europe est « semi-pacifique » : nombre d'Européens de l'Ouest croient que la parité oblige les Etats-Unis, qu'ils le veulent ou non, à un certain équilibre nucléaire. »

« En 1982, une Europe « semi-pacifique » ou plan politique et stratégique, faisant face à un pacte de Versailles faible de ses

défaillances économiques mais fort de sa suprématie technologique, est en mesure de détenir avec la S.S.20 un instrument de pression politique et psychologique d'une efficacité redoutable, tout cela constitue une situation instable et donc dangereuse (...).

Deux recueils apparaissent alors : l'un consiste à s'en remettre pratiquement au grand allié et à sa force nucléaire, en attendant que celle-ci se développe. L'autre consiste à réviser d'un désarmement qui supprime, comme par enchantement, les problèmes posés. Ces deux tentatives, en se combinant, aboutissent à l'inertie en matière de défense nationale, et à une confusion inconditionnelle dans les négociations de désarmement. Cette attitude revient à baisser les bras, sans résoudre du tout les problèmes de la sécurité de l'Europe.

Contribution à la sécurité de l'Europe

Dans cet environnement, estime le P.S., « la France doit contribuer à la sécurité de ses partenaires ». Sa force de dissuasion « contribue à l'existence d'une véritable dissuasion sur le vif du continent ». Cet about lui permet d'affirmer, par exemple dans la crise polonaise, les principes « qui doivent guider la constitution d'un système de sécurité collective en Europe » et d'influer sur le processus d'un « réel désarmement ». La France, affirme le P.S., doit devenir un interlocuteur écouté et sortit d'une « réserve inutile et dangereuse ».

Le document publié par le P.S. détaille les propositions avancées par le bureau exécutif. Le P.S. souhaite qu'un « démantèlement » des forces S.S.20 soviétiques rende possible un accord sur la limitation des nouveaux systèmes stratégiques des deux grandes puissances. La négociation de Genève sur les euro-missiles et les négociations SALT sur les systèmes de défense doivent être, à terme, renforcées.

Le P.S. estime qu'une convergence entre les cinq puissances nucléaires pourrait être consacrée à l'examen des doctrines et des stratégies nucléaires respectives ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures de confiance.

A propos du désarmement en Europe, le document consacre une place aux armes tactiques et notamment à la bombe à neutrons. « Toute décision relative à la « bombe à neutrons », à propos de laquelle la France poursuit des travaux d'études et de recherches, devrait prendre en compte les exigences de notre stratégie de dissuasion d'abord, et de la régulation des usages militaires de technologies nouvelles. Dans cette négociation, la France n'a pas sa place, estiment les socialistes, mais, si elles permettent de maîtriser la course aux armements entre les Deux Grands, « il pourra être possible d'envisager l'avenir d'une négociation entre les cinq puissances nucléaires destinée à limiter l'ensemble de la course nucléaire des grandes et moyennes puissances (...) compte tenu du fait qu'un pays comme la France devra de toute façon maintenir des forces nucléaires suffisantes pour assurer la sécurité de son territoire et de sa population ». Parallèlement à SALT-3, le P.S. estime qu'une convergence entre les cinq puissances nucléaires pourrait être consacrée à l'examen des doctrines et des stratégies nucléaires respectives ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures de confiance.

Dans le chapitre consacré à la « bombe à neutrons », le P.S. estime qu'une convergence entre les cinq puissances nucléaires pourrait être consacrée à l'examen des doctrines et des stratégies nucléaires respectives ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures de confiance.

Dans le chapitre consacré à la « bombe à neutrons », le P.S. estime qu'une convergence entre les cinq puissances nucléaires pourrait être consacrée à l'examen des doctrines et des stratégies nucléaires respectives ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures de confiance.

R.F.A. : préserver le commerce avec l'Est

A quoi servent les associations de profs ?

L'avenir des Écoles normales supérieures

AMÉRIQUES

L'OFFENSIVE BRITANNIQUE AUX MALOUBINES

L'état-major argentin a admis, ce jeudi 3 juin, que ses soldats retranchés à Port-Stanley étaient au contact des troupes britanniques, qui renforcent leurs positions avant de lancer l'assaut final contre la capitale des Malouines. Le pilonnage des unités argentes s'est poursuivi le mercredi 2 juin à l'aide des pièces d'artillerie installées sur les hauteurs situées à moins de vingt kilomètres de Port-Stanley, et la Royal Navy s'apprête à bombarder le camp retranché. Les Britanniques ont reconnu avoir perdu deux Sea Harrier ces derniers jours dans des combats au-dessus des Malouines. A Goose-Green, l'explosion accidentelle d'un dépôt de munitions a fait mercredi plusieurs morts, dont trois prisonniers argentins.

Malgré la difficile situation de ses troupes aux Malouines, Buenos-Aires continue d'afficher une certaine détermination. Selon notre correspondant Jacques Després, la junte serait cepen-

dant prête à retirer ses troupes à la condition que les forces anglaises regagnent les navires de la Royal Navy. Une condition que Mme Thatcher n'est pas disposée à accepter, puisqu'elle a rappelé, mercredi, à Londres, au cours d'interviews télévisées, la position de son gouvernement : pas de cessez-le-feu sans évacuation totale et inconditionnelle des troupes argentines.

De leur côté, les Etats-Unis multiplient leurs pressions sur le gouvernement de Londres pour l'inciter à la modération et à la « magnanimité », un terme que Mme Thatcher refuse d'admettre. « Nous avons raison, et ils ont tort », a-t-elle dit mercredi.

A La Havane, les ministres des affaires étrangères des pays non alignés devaient adopter, ce jeudi 3 juin, une résolution condamnant la Grande-Bretagne et apportant le soutien du mouvement à l'Argentine. Mais le texte final devait s'écarter d'un avant-projet présenté par Cuba et jugé « excessif » par certains

délégations. Dans son discours d'ouverture, le ministre cubain des affaires étrangères, M. Malmierca, a déclaré : « Le peuple argentin est en train de montrer ce que représente la défense de la terre patrie. (...) Dans un geste de superbe typiquement colonial, a-t-il affirmé, l'impérialisme britannique (...) en collaboration avec les Etats-Unis, refuse le cessez-le-feu et la reprise des négociations. Le représentant de Panama, M. Jorge Illueca, s'exprimant au nom du groupe d'Amérique latine, a proposé la création d'un mécanisme collectif de défense « uniquement latino-américain ».

Lors d'une escale à Brasilia, M. Costa Mendez, ministre argentin des affaires étrangères, a affirmé que son pays n'accepterait pas une aide militaire de Cuba ou de l'Union soviétique. En revanche, le général Galtieri a déclaré, mercredi, à Buenos-Aires, que l'Argentine accepterait une aide, « d'où qu'elle vienne ».

Mme Thatcher déclare que la bataille de Port-Stanley sera évitée si les Argentins retirent leurs troupes de l'archipel

Londres. — Des hauteurs dont ils ont pris le contrôle, les soldats britanniques peuvent maintenant voir à la jumelle la garnison argentine de Port-Stanley. Selon les envoyés spéciaux de la presse londonienne, les Britanniques sont à moins de dix kilomètres de la capitale des Malouines, alors que Mme Thatcher a lancé un dernier appel aux dirigeants de Buenos-Aires. Il est encore temps d'éviter un combat sanglant, a-t-elle dit dans des interviews accordées aux deux chaînes bri-

De notre correspondant

tanniques de télévision, le mercredi 2 juin. Il suffit que « les Argentins décident de se retirer ». Toutefois, elle estime que cette possibilité est extrêmement réduite.

« Il est toujours possible qu'à la toute dernière minute le général Galtieri estime que ses troupes ont le dos à la mer et qu'il veuille éviter ce qui pourrait être une bataille difficile et prolongée pour tout le monde », a déclaré le premier ministre qui a laissé deux ou trois jours à la junte pour prendre sa décision. L'évacuation devrait, selon elle, intervenir dans les dix à quinze jours. « C'est trop facile pour eux de demander encore un délai », a poursuivi Mme Thatcher, « ils ont eu pas mal de temps. S'ils se retirent, s'ils décident de se retirer au cours des prochains jours, j'en serais très heureuse ».

Mais elle a rejeté toute idée d'un geste britannique permettant aux Argentins de sauver la face : « Je ne cherche à humilier personne », a-t-elle poursuivi, « je demande à l'envahisseur de retourner sur le continent. Je cherche seulement à reprendre possession d'un territoire sous souveraineté britannique. Ce n'est pas une humiliation. C'est la restauration de la loi internationale. Les Argentins ont tort. Nous avons raison. Ils sont les agresseurs, nous sommes les victimes. Ils n'ont qu'à partir ».

L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU « FIGARO » A ÉTÉ EXPULSÉ D'ARGENTINE

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'envoyé spécial du Figaro, M. Jacques Lesigne, a été expulsé mercredi 2 juin du territoire argentin en direction de Paris. Appréhendé à son hôtel par des policiers en civil, M. Lesigne, qui couvrait pour son journal la crise des Malouines depuis deux mois à Buenos-Aires, fait l'objet d'un décret d'expulsion pour « divulgation de nouvelles pouvant porter atteinte à la sécurité de l'Etat ». On ignore la teneur des « nouvelles » mises en cause par les autorités argentines.

[Le Figaro a protesté énergiquement ce jeudi 3 juin contre cette mesure « contraire aux règles les plus élémentaires des relations internationales » et se fait l'écho de la protestation formulée auprès des autorités de Buenos-Aires par les envoyés spéciaux de la presse française. « Le Monde » s'associe à ces protestations et condamne une violation de la liberté d'information qui discrédite la junte de Buenos-Aires.]

La position britannique a été annoncée mercredi 2 juin qu'elle acceptait désormais le courrier destiné aux Malouines, y compris la capitale Port-Stanley et l'île occidentale, encore occupée par les forces argentines. Les services postaux, qui passent normalement par l'Argentine, avaient été suspendus il y a un mois en raison du blocus. Le nouveau service, assuré en commun par le ministère de la défense et la poste, est limité pour le moment aux aérogrammes non recommandés, aux cartes postales et aux lettres par avion jusqu'à 50 grammes destinées à la population des îles. — (A.F.P.)

Un commando britannique aurait détruit cinq Super-Étendard sur une base en Argentine

Londres (A.F.P.). — Un commando britannique transporté par hélicoptère en Argentine a détruit cinq Super-Étendard de l'aviation argentine, il y a eu d'une dizaine de jours, sur la base de Rio-Grande (dans le sud du pays), affirme la chaîne de télévision londonienne I.T.N. Cette information, démentie par le ministère de la défense britannique, est rapportée par l'envoyé spécial d'I.T.N. au Chili. Selon lui, un hélicoptère britannique Sea-King a été retourné accidentellement il y a une dizaine de jours dans le sud du Chili, près de Punta-Arenas. Il aurait au préalable débarqué en Argentine neuf membres d'un commando britannique qui auraient détruit cinq Super-Étendard sur la base de Rio-Grande. Équipés de missiles Exocet, ce sont des Super-Étendard qui ont détruit le destroyer britannique Sheffield et le porte-conteneur Atlantic-Conveyor.

Après avoir débarqué les hommes du commando près de Rio-Grande, le Sea-King aurait fait un atterrissage forcé en raison de difficultés techniques.

« Les neuf membres du commando, leur mission accomplie, ont gagné le Chili et sont maintenant de retour au Royaume-Uni », affirme le journaliste. Le correspondant d'I.T.N. citant des sources proches des services de renseignements chiliens, assure encore que depuis cette opération, les Mirage et autres Super-Étendard basés à Rio-Grande auraient été déplacés. Il affirme d'autre part que dix Mirage chiliens, portant les couleurs argentines, ont été fournis à l'aviation argentine. Ils n'auraient jusqu'à présent été utilisés que pour des patrouilles défensives.

[Un Sea-King britannique a effectivement été retourné accidentellement. Il y a dix jours, près de Punta-Arenas, au Chili, et les autorités argentines ont fait état la semaine dernière d'une opération de commando britannique dans le sud du pays. Le Chili a officiellement protesté, ce jeudi 3 juin, auprès de Buenos-Aires après la diffusion par la presse argentine d'informations selon lesquelles Santiago aurait permis aux Britanniques d'utiliser des aérogrammes chiliens pour des opérations en Argentine.]

pliquent ni pause ni aucune offre de négociation. La Grande-Bretagne refuse toujours un cessez-le-feu sans évacuation, et elle est décidée à opposer son veto à un projet de résolution dans ce sens adopté au Conseil de sécurité des Nations unies.

Les propos de Mme Thatcher tendent seulement à faire comprendre aux Argentins qu'ils peuvent mettre à profit, pour réviser leur attitude, les quelques jours dont les forces britanniques ont de toute manière besoin pour renforcer leurs positions avant d'attaquer Port-Stanley. Ces propos n'affectent nullement, affirme-t-on dans les milieux dirigeants britanniques, les plans de l'état-major. Toutefois, sur le statut à long terme de l'archipel, la position de Mme Thatcher semble avoir sensiblement évolué au cours des derniers jours. Si le chef du gouvernement refuse tout rôle à l'Argentine dans la souveraineté sur les Malouines, elle envisage maintenant la création d'une force multinationale avec la participation des Etats-Unis pour garantir la sécurité des îles et éventuellement leur indépendance si les Falklands le souhaitent. Elle a demandé à lord Shackleton qui, en 1876, avait présenté un rapport sur les possibilités de développement économique de l'archipel, de mettre ses travaux à jour.

DANIEL VERNET.

L'Argentine dans la guerre

Buenos-Aires. — La guerre fait rage aux Malouines. Avant même que la bataille pour Port-Stanley n'ait commencé, les Argentins avaient déjà le sentiment que l'« exploit » des îles — était devenu une aventure militaire sans issue. Le mot « défaite », écrit dans la presse, même si c'est pour l'exorciser. Quelques journaux s'efforcent encore, par leurs titres de faire illusion. « L'Invincible » écrit, lundi 31 mai, un quotidien à propos du porte-avions britannique, quand les Argentins affirment avoir mis hors de combat, l'« Invincible ». Pas pour nous !

Au fil des jours, le public a appris à décrypter la réalité, la dure réalité de la guerre — à travers les récits triomphants des journaux et les sobres communiqués, souvent tardifs, de l'état-major. Il parle des « Chicos » — des jeunes, — qui se battent et qui meurent, là-bas, dans la boue glacée d'une île que les Espagnols ont appelée « de la solitude » avant que des soldats n'y succombent par centaines, peut-être par milliers, sous le feu des missiles et des avions de combat.

Boutant, les rues de la capitale n'ont pas perdu leur air de fête, et à l'insouciance provoquée par les nouvelles du front se mêlent, depuis plusieurs semaines, l'optimisme des milieux politiques et de ceux qui luttent pour le rétablissement des libertés. Improbables et vaines restent cependant ces couleurs bleu-blanc-rouge du drapeau national. Il y a toujours autant de marchands de cocardes, de ballons de fanions, d'insignes glorifiant la souveraineté retrouvée. Mais, sur place, pas la moindre xénophobie. Simplement, l'étranger est invité à donner son avis. « Vous êtes Français ? Comment, au gouvernement socialiste peut-il approuver une entreprise coloniale ? » Le Français répond que c'est la méthode, non la revendication elle-même, qui a été sanctionnée. Réplique de l'homme de la rue, et essai de beaucoup d'hommes politiques : « Pourquoi ce qui nous a été pris, il y a

I. — Davantage de libertés après... ?

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

cent cinquante ans, par la force ne serait-il pas récupéré de la même façon ? »

La fête tient aussi à ce qu'on a appelé ici l'« unité nationale retrouvée ». Là-dessus, les Argentins se sont beaucoup expliqués. Nous d'outions de nous-mêmes, disent-ils en substance. Nous n'avions ni dans l'avenir ni dans notre pays. Nous sommes sommes même demandés, comme Borges, si l'Argentine existait. Il n'y avait pour nous, à notre scepticisme, aucune excuse. Le pays n'a pas souffert de la guerre depuis le dix-neuvième siècle. Il a même profité, grâce à sa pro-

duction de viande et de grains, du dernier conflit mondial. Aucune guerre civile ne l'a déstabilisée. Il est riche, bien soigné, bien éduqué. Alors, nous avons cherché toutes sortes d'explications : l'éloignement géographique, le fonds anarchique de la population, l'absence de bien-être, le manque d'une classe dirigeante. « En vérité, nous n'avons pas oublié que, dans les années 20, l'Argentine était la cinquième puissance du monde, dit une personnalité argentine, une personnalité. M. Antonio Troccoli. Nous n'avons pas supporté la décadence qui a suivi, elle a engendré chez nous la frustration. »

L'union sacrée

qu'on s'est mépris, à l'étranger, sur le sens de l'« union sacrée » qui s'est formée le 2 avril : « Nous avons applaudi l'action armée, les Mirages, les Skyhawks et qui semble encore sans faille. Dix fois, vingt fois, nous avons posé la même question : « N'y a-t-il aucun doute, ici, sur le caractère argentin des Malouines ? » Réponse : « Notre reconnaissance est légitime et indiscutable, les îles font partie de l'héritage légal par l'Espagne. Nous les occupons depuis treize ans quand l'Angleterre les a kidnappées. »

On ramène au traité de Tordesillas pour affirmer son bon droit, et on montre sur la carte que l'archipel est situé sur la partie nord-est de l'Amérique du Sud. Les arguments de caractère religieux ne manquent pas, même chez les hommes cultivés : les Malouines font partie d'eux-mêmes, ils l'ont appris « de l'école ». Impossible de trouver un Argentin qui prenne en compte les arguments de l'adversaire, ou qui admette que le « kidnapping » est de l'histoire ancienne et que les Malouines ne méritent pas tant d'indignité.

« Elles sont importantes, affirme un ancien collaborateur de Peron, M. Francisco Figueroa. Par leurs richesses en pétrole et en produits agricoles, elles nous permettent de tracer les « vecteurs » qui établissent nos droits sur l'Antarctique. » Alors, on soulève qu'elles sont indispensables « au contrôle de l'Atlantique sud ». Argument réjoui par un ancien ministre des affaires étrangères de la junte, M. Oscar Camilloni : « Elles ne commandent l'accès ni à l'Antarctique ni à l'Afrique du Sud, dit-il. Seulement à notre pays. »

Tous nos interlocuteurs estiment que l'Argentine a été méprisée, à l'étranger, sur le sens de l'« union sacrée » qui s'est formée le 2 avril : « Nous avons applaudi l'action armée, les Mirages, les Skyhawks et qui semble encore sans faille. Dix fois, vingt fois, nous avons posé la même question : « N'y a-t-il aucun doute, ici, sur le caractère argentin des Malouines ? » Réponse : « Notre reconnaissance est légitime et indiscutable, les îles font partie de l'héritage légal par l'Espagne. Nous les occupons depuis treize ans quand l'Angleterre les a kidnappées. »

On ramène au traité de Tordesillas pour affirmer son bon droit, et on montre sur la carte que l'archipel est situé sur la partie nord-est de l'Amérique du Sud. Les arguments de caractère religieux ne manquent pas, même chez les hommes cultivés : les Malouines font partie d'eux-mêmes, ils l'ont appris « de l'école ». Impossible de trouver un Argentin qui prenne en compte les arguments de l'adversaire, ou qui admette que le « kidnapping » est de l'histoire ancienne et que les Malouines ne méritent pas tant d'indignité.

Des, et il a fait allusion, sans préciser, à l'expérience traumatisante vécue par les habitants des Malouines occupées par les Argentins : « Des informations graves et inquiétantes commentent à espérer », a-t-il dit.

Rappelant que Londres s'en tenait toujours à un retrait inconditionnel des Argentins, Sir Anthony a suggéré que les résolutions du Conseil de sécurité déjà votées restent la base de toute reprise des négociations, mais en attendant qu'un cessez-le-feu « dans l'honneur et la dignité » soit conclu entre les deux commandements militaires. « Notre seul but », a souligné Sir Anthony, est de permettre aux habitants des îles de reprendre leur vie paisible et innocente. (...) Si nous exigeons des garanties, c'est afin de les prémunir contre toute agression ultérieure. »

En fait la position britannique n'a guère changé, la seule concession aux pressions pour éviter d'humilier Buenos-Aires est l'allusion à un accord dans l'honneur et la dignité.

NICOLE BERNHEIM.

● L'Australie est disposée à différer ou à annuler l'envoi de porte-avions britannique invincible si la Grande-Bretagne décide de révaluer ses forces militaires à la lumière du conflit des Malouines, a indiqué ce 2 juin le premier ministre australien, M. Malcolm Fraser. — (A.F.P.)

« Les militaires, alors, pourraient rentrer tranquillement dans leurs casernes. Ayant fait la preuve de leur valeur professionnelle, ils pourraient contrôler leur départ. »

De l'avis quasi unanime, les chances de démocratisation sont plus grandes depuis le 3 avril, ce qui est un paradoxe dans un pays en guerre. « L'armée a été obligée de dire, à la télévision, que tous les Argentins étaient des patriotes. Elle ne parle plus de la subversion. »

Les ennemis d'hier sont devenus les amis d'aujourd'hui. On découvre que vingt mille jeunes ont été tués pendant la répression, parce qu'ils étaient ce que l'Argentine, dit-on, est aujourd'hui : anticolonialistes et anti-impérialistes, dit le père d'un « disparu ».

Le 30 mars, le gouvernement réprimait violemment une manifestation de la C.G.T. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur, le général Saint-Jean, rappelait hautement l'« illégalité » de l'organisation syndicale. Trois jours après, les dirigeants cégétistes, qui avaient appuyé la « récupération » des Malouines, étaient invités à assister à l'entrée en fonction du nouveau gouverneur de l'archipel. Le 27 mai, le président Galtieri a reçu officiellement quelques-uns d'entre eux, ce qui a été interprété comme une reconnaissance de facto du syndicat. Il a même promis de leur restituer la gestion des locaux et des œuvres de caractère social que le régime avait confisquées.

Dans un mois, la junte doit présenter un statut des partis politiques, qui fixera dans quelles conditions ceux-ci, actuellement interdits, pourront reprendre leur activité. De sévères restrictions étaient à craindre. Il semble qu'elles aient été supprimées.

Les dirigeants des partis affirment que le courant passe à nouveau entre eux et l'armée. Les contacts sont plus fréquents, plus détendus, dans l'atmosphère d'union patriotique créée par le conflit. Même les défenseurs des droits de l'homme sont optimistes. Ils attendent de l'après-guerre une « plus grande liberté de débat ». Leur optimisme n'est pas toujours partagé : le sang versé pour les Malouines risque d'effacer celui des « disparus ».

Prochain article : LA DÉCOUVERTE DU TIERS-MONDE — ET DE M. FIDEL CASTRO

SALAIRE DES CADRES ON SEULEMENT LES BO

DANS L'EXPANSION LE PRIX DES CADRES QUI VOUS ARR

هكذا من الأصل

سكوا من الأصل

SALAIRES DES CADRES: ON SERRE LES BOULONS.

Dans les parcours d'obstacles de la réussite les choses bougent. Où en sont les salaires des cadres? Comment les mentalités et les comportements ont-ils évolué dans ce domaine? Après un an de changement L'Expansion fait le point.

D'abord le prix des cadres. Une étude approfondie et professionnelle des rémunérations secteur par secteur, fonction par fonction. A responsabilités égales, combien les autres sont-ils payés? Un guide statistique complet pour vous aider à juger votre situation.

Les nouvelles politiques de rémunérations: comment serez-vous évalué demain? Où en sont vos charges? Quid de l'indexation, de l'intéressement, et des avantages en nature? L'Expansion a exploré les arrières-pensées des dirigeants des mille premières sociétés françaises.

Pour les jeunes, le hit-parade des études et des écoles. Que vaut votre diplôme au premier emploi?


L'Expansion spécial prix des cadres: un numéro pour conduire votre carrière les yeux ouverts.

L'Expansion, en vente chez votre marchand de journaux.



**DANS L'EXPANSION
LE PRIX DES CADRES ET
CE QUI VOUS ARRIVERA DEMAIN.**

le prêt à porter des grands
(1m85 à 2m15)
... et des costauds



berdy

PARIS 12°
86 av. Ledru-Rollin
Tél. 628.18.24
M^{rs} Ledru-Rollin / Gare Lyon

PARIS 17°
79 av. des Termes
Tél. 574.35.13
M^{rs} Elodie / Termes

LYON 7°
26 Crs Gambetta
Tél. 861.13.83
M^{rs} Saxe-Gambetta

APRÈS LYCÉE
REVISIONS
FIN D'ANNÉE
5^e A TERMINALES

math,phys

2 sessions : 28 juin au 2 juillet ou 30 août-3 sept.

SOS-MATH

Enseignement d'Enseignement Privé
3, rue de Monceau - 75008 Paris
M^{rs} : Elodie ou St-Philippe

Le Monde
DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LES MENSONGES DE LA FRANCHISE

La franchise — ou franchising — connaît une brusque effervescence en France. Où sont les risques et les pièges ?

Par Gilles Voisin

DES « ALTERNATIFS » EN EUROPE

Vivre et travailler « autrement ». Le mouvement connaît une certaine ampleur. Des exemples en Catalogne, au pays de Galles, à Berlin et dans le Languedoc.

Dossier de Janine Deloumay

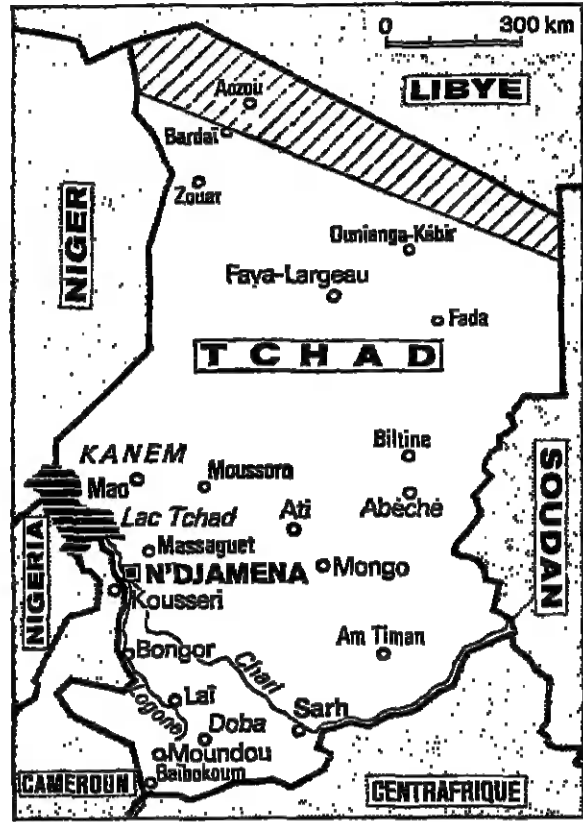
AFRIQUE

Tchad

N'Djaména accuse l'O.U.A. de faciliter la progression de M. Hissène Habré

N'Djaména (A.F.P.). — M. Djindjar Dongo Ngardou, premier ministre, a procédé mercredi 2 juin à la formation d'un nouveau gouvernement, qui est composé de seize ministres et six secrétaires d'Etat. Les principaux portefeuilles, comme ceux de la défense, de l'intérieur, des affaires étrangères et de la justice, ont été attribués à des représentants des tendances politico-militaires.

Le Tchad était sans gouvernement depuis le 28 avril dernier date à laquelle le président Goukouni Oueddei avait annoncé un « remaniement imminent ». Le 8 mai, les principaux ministres de l'ancien gouvernement, chefs des tendances politico-militaires, étaient devenus membres de droit du conseil d'Etat, nouvellement créé. La désignation de M. Djindjar Dongo Ngardou intervint le 19 mai (le Monde du 21 mai).



Les ministères de la défense et de l'intérieur ont été attribués à des membres du Conseil démocratique révolutionnaire (C.D.R.) de M. Ahmad Agat, l'ancien ministre des affaires étrangères. Il s'agit de M. Achelikh Omar et Garoudé Djamar. Ceux des affaires étrangères et de la justice ont été confiés respectivement à M. Mahamat Nour Adam Bara, représentant des forces armées populaires (FAP) du président Goukouni, et au commandant Gane Bang, des forces armées tchadiennes (FAT) du colonel Abdelkader Kamougue, président du Conseil d'Etat.

Algerie

936 cadavres découverts dans les Aurès accusent l'armée française

Le quotidien *Libération* publie dans son numéro du jeudi 3 juin une enquête effectuée à Kenchela, dans les Aurès après l'annonce de la découverte d'un charnier dans l'enceinte d'une ancienne place forte de l'armée française. Le 9 février 1982, écrit *Libération*, plusieurs cadavres étaient déterrés à Kenchela. Depuis, près d'un millier de corps — certains atrocement mutilés — ont été attachés à la terre (...). Nous avons rencontré les survivants et photographié des pièces à conviction. Elles prouvent que pendant six ans, de 1956 à 1962, les militaires français se sont livrés à la torture et à la liquidation des combattants de l'armée de libération comme des populations civiles.

Le 9 février 1982, écrit *Libération*, plusieurs cadavres étaient déterrés à Kenchela. Depuis, près d'un millier de corps — certains atrocement mutilés — ont été attachés à la terre (...). Nous avons rencontré les survivants et photographié des pièces à conviction. Elles prouvent que pendant six ans, de 1956 à 1962, les militaires français se sont livrés à la torture et à la liquidation des combattants de l'armée de libération comme des populations civiles.

une centaine dans un bois proche d'Alger, six ou sept, ici et là sous la terre aride des Aurès. Il y avait des morts. A qui attribuer ces morts ? Aux combattants algériens ou aux Français ? L'histoire a établi que des deux côtés la guerre quotidienne a été le début, intégré les exécutions sommaires. Savures de guerre en somme. Soit. Mais peut-on mettre au compte de ces mêmes bœufs un millier de cadavres au moins, lorsque ceux-ci sont trouvés sous la terre d'une petite ville qui fut durant huit ans une place forte de l'armée française ?

EUROPE

Pologne

Un limogeage révélateur à Poznan

De notre correspondant

Varsovie. — Le premier secrétaire de Poznan avait conservé un capital de confiance dans sa région. Ouvrier, du temps du renouveau, au mouvement de contestation démocratique qui avait secoué le parti, M. Skrzypczak était même aimé des militants de base du POU et on le reconnaissait encore dans les usines comme un interlocuteur. Il a été limogé le 28 mai et remplacé par un militaire, le général Edward Lukaszik. Cette décision n'a pas été motivée mais elle montre en réalité les limites des concessions que le pouvoir serait prêt à faire pour parvenir à « l'entente nationale » dont il se réclame.

On marquera, le 28 juin prochain, le vingt-cinquième anniversaire des émeutes de Poznan, qui avaient ouvert la voie, en 1956, à l'octobre polonais. Ce jour-là, cinquante-quatre ouvriers avaient trouvé la mort sous les balles de l'armée et des unités de la sécurité intérieure. Comme à Gdansk, un monument à leur mémoire avait été érigé l'année dernière par Solidarité et inauguré en grandes pompes en présence de représentants des autorités. Ce sont aujourd'hui les anniversaires qui rythment les démonstrations d'hostilité au pouvoir.

Celui des funérailles de Poznan ne pouvait échapper à la règle. M. Skrzypczak avait trouvé une solution de bon sens : officialiser, en l'autorisant et en y faisant prendre part le parti, une cérémonie qui risquait de donner lieu à des troubles. En- core fallait-il, pour qu'il n'y ait pas deux 28 juin comme il y a eu deux 1^{er} mai, que la cérémonie ne soit pas seulement officielle. M. Skrzypczak s'était entretenu du problème avec l'archevêque de Poznan et la solution se dessinait : l'Eglise serait présente et apporterait par sa caution l'indispensable légitimité populaire. On allait être pour un moment, mais véritablement en pleine entente.

M. Skrzypczak n'est pas naïf. Son projet en étant là, il vient à Varsovie pour obtenir un feu vert. On l'écoute, il a un entêtement difficile avec un membre influent de la direction et... par son passé.

Roumanie

Le B.I.T. s'inquiète de la répression contre les syndicalistes indépendants

De notre correspondant

Genève. — Le conseil d'administration du Bureau international du travail (B.I.T.) vient d'approuver le rapport de son comité sur la liberté syndicale. Ce texte réclame, une fois de plus, du gouvernement roumain des prévisions sur les mesures prises par celui-ci à l'encontre des membres du Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (SLOMR), créé en février 1979. En effet, selon des plaintes déposées par la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), des syndicalistes ont été victimes en Roumanie de « mesures d'effroi, d'intimidations et d'internements dans des hôpitaux psychiatriques ».

Le comité fait état de la disparition des syndicalistes suivants : MM. Vasile Paraschiv, de Bucarest ; Virgil Ghendier et des autres membres du syndicat de Sighisoara ; Mme Melania Mateescu de Constantza, en novembre 1980 ; M. Constantin Acraimel et plus d'une douzaine de syndicalistes dont les noms figurent sur la liste des personnes disparues publiée en 1980 par Amnesty International. Le comité se pré-

occupe aussi du sort d'autres « disparus » du SLOMR, dont MM. Ionel Cans et Gheorghe Brasovescu. Selon le Comité, cent cinquante trois militants de ce syndicat ont été arrêtés pour « parasitisme » et « hooliganisme » et le gouvernement a fait arrêter et emprisonner de trente à cinquante mille personnes pour empêcher le courant d'adhésions au SLOMR de s'amplifier.

En réponse à ces accusations, le gouvernement roumain, dans une lettre datée du 9 février dernier, déclarait que la Constitution garantissait le libre exercice du droit des travailleurs à s'organiser en syndicat. Le tableau idéologique de la situation des travailleurs roumains dressé dans cette réponse ne semble pas avoir convaincu le comité sur la liberté syndicale, qui rappelle dans son rapport qu'une grève déclenchée en août 1977 dans les mines de la vallée de Olt a donné lieu à des mesures sévères de répression entraînant la mort de deux ingénieurs « qui auraient dirigé la grève en question ». — J. V.

livre

Aujourd'hui, Jeudi 3 Juin
LA DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE s'EST INSTALLÉE
27, AVENUE DE L'OPÉRA - 75002 PARIS - 2 261.56.16 - FAIRY & COMPAGNIE ÉDITION - JUDITH LEBLANCQ - D'INFORMATION DES PROFESSIONNELS DU LIVRE - ET TOUJOURS À LA BÊTE ADRESSÉE : 517, RUE VILHELMOWSKIN 75003 PARIS 3 203.75.27.

Allemagne fédérale

LE PLUS INTRANSIGEANT DES DIRIGEANTS SYNDICAUX PREND SA RETRAITE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Un grand chapitre de l'histoire syndicale de la R.F.A. est en train de prendre fin avec le départ à la retraite de M. Heinz Klüncker, président depuis 1964 du deuxième syndicat de la République fédérale, celui des services publics et des transports (O.T.V.). Il y eut le « terror » des divers ministères de l'intérieur, ministres-présidents des Länder et des bourgmestres de toutes les communes.

COPENHAGUE
du 29 mai au 4 septembre
voyages exceptionnels
Paris-Copenhague (aller-retour)
avec visite en Suède
10 jours par train 3.190 F
8 jours par avion
à partir de 1.380 F (demi-pension - excursions)
1 semaine en séjour libre par train 1.490 F
Demandez la documentation :
☐ voyages exceptionnels ☐ séjour libre
D S B
CHEMINS DE FER DANOIS
Maison du Danemark
142, Champs-Élysées
75008 Paris
tél. 359 20 06
ou à votre agent de voyages
NOM _____ (M)
adresse _____

le plus intransigeant des dirigeants syndicaux prend sa retraite

Bonn. — Un grand chapitre de l'histoire syndicale de la R.F.A. est en train de prendre fin avec le départ à la retraite de M. Heinz Klüncker, président depuis 1964 du deuxième syndicat de la République fédérale, celui des services publics et des transports (O.T.V.). Il y eut le « terror » des divers ministères de l'intérieur, ministres-présidents des Länder et des bourgmestres de toutes les communes.

PARIS MEXICO PARIS A PARTIR DE **4180 F** **FORUM VOYAGES**
LA TERRE MOINS CHERE
1, rue Cassette (M^{rs} St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.38.61
17, rue d'Artois (M^{rs} Opéra) 75002 Paris Tél. 233.19.11
Demander notre documentation dans nos agences

هكذا من الأصل

150 من الدول

EUROPE

L'Italie célèbre le centenaire de la mort de Garibaldi

(Suite de la première page.)

Comme Jeanne d'Arc, il incarne le sens de la nation naissante autour du souverain et la libération du territoire par le soulèvement armé. Mais sa proximité historique — donne à cette figure une actualité plus certaine, une vérité, autrement plus certaine que celles de la jeune fille de Reims et d'Orléans, à peine acquiescées dans les manuscrits. Comme Blenarck, Garibaldi a voulu et servi l'unité de la nation à l'échelle de l'Europe d'expansion d'un langage, en forçant la main de l'impérialisme piémontais. Mais il n'appartenait rien à l'histoire de Blenarck. Avec Napoléon, enfin, il n'avait rien de commun : ni le génie stratégique, ni le talent administratif, ni la capacité de rallier même ses ennemis. Rien, sinon une origine de frontalière, de marginal, qui prédisposait les deux hommes à vouloir unifier en s'imposant dans une grande patrie.

populaires équivalentes à celle de Garibaldi. Mais pas cet amour, pas ce penchant à se reconnaître en lui, à se référer à lui, qui explique que les historiens le célèbrent autant avec le sentiment qu'avec la raison, sans jamais méconnaître tout à fait la part d'alibi qui inspire ce culte comme les autres.

Une seule raison de vivre

Garibaldi a eu deux existences, mais une seule raison de vivre : l'unité de l'Italie. Né à Nice en 1807, condamné à mort en 1834 pour avoir conspiré contre le roi de Piémont, il s'enfuit, court vers l'Amérique du Sud, riche déjà d'une expérience de marin, et, pendant treize ans, guerrière entre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, non pour le commerce ni la traite, mais pour la « liberté des peuples ». Revenu en 1848 à Nice, il échoue à lancer la guerre populaire, la guerre des bandes dans le centre de l'Italie, se bat avec l'éphémère République romaine de 1849 contre les Français, repart pour le monde jusqu'en 1859, quand Turin le rappelle pour participer à la guerre contre l'Autriche.

celui qu'accomplissent en 1915, en Argonne, les volontaires accourus d'une Italie encore neutre pour prendre la même place qu'en 1870.

Faut-il — comme Max Gallo dans sa toute récente biographie de Garibaldi (1) — en faire un annonciateur de Che Guevara ? Il est vrai que ce chef de bande, dont les soldats ne venaient pas des masses populaires, mais de la petite bourgeoisie, dispersa sa vie entre tous les théâtres où l'on se battait pour la liberté. Mais, par incompréhension, méconnaissance ou absence de tout projet idéologique, Garibaldi était un homme d'ordre. Il ne mesura pas l'authenticité ni la force des jacqueries d'Italie méridionale ; il les laissa réprimer cruellement. Toujours, il respecta son allégeance au souverain de Savoie. Manipulé, furibond, dupé, mais fidèle dans les faits, même s'il lui arrivait d'« exploser » dans ses propos.

Les héritiers possibles

A la rationalité piémontaise, à l'intelligence diplomatique, au jeu pur de Cavour, il opposait la passion. A la mystique de Mazzini, héritier de la Révolution française, allant jusqu'au terrorisme, Garibaldi opposait son refus de la guerre civile. Il n'avait rien d'un messianique, croyait à l'action immédiate plus qu'à un plan à long terme, même si sa persévérance à unifier les Italiens dura toute sa vie, qu'il se consacra à la seule idée politique à laquelle il croyait : l'avènement de la République.

Un personnage archaïque ? Non, car il avait trop le sens, même fruste, de la nation, pour être comparable aux grands chefs de guerre de l'Italie des communes. Déjà hors de son temps, certes, et sa figure se comprend mieux en regard de celles de ses descendants.

Certains de ses compagnons se seraient sans doute retrouvés dans les premiers groupes d'assaut du jeune parti fasciste, en 1919-1920. Mais lui-même n'aurait-il pas considéré comme ses héritiers les exilés de l'antifascisme, combattants de la guerre d'Espagne, puis de la Résistance, avant de participer à la naissance de la République ?

Pietro Nenni, Luigi Longo, serviteurs d'une doctrine, inscrits dans un mouvement international, mais aussi stratégues — au moins pour le second — d'une guerre de bande ? Garibaldi n'aurait-il pas reconnu son propre sens des priorités dans la démarche d'un Togliatti préservant la monarchie en 1944, empêchant Longo et les dirigeants communistes de l'Italie du Nord de faire la révolution et la République ?

Est-il très aventureux d'imaginer plus tard Garibaldi participant à l'action socialiste et libérale d'un Marco Pannella, menant la bataille pour les libertés civiles au bousculant l'ordre législatif, mais non l'ordre constitutionnel ?

Seuls à ne pouvoir revendiquer le parrainage politique ou émotionnel, les démocrates-chrétiens manquent d'éléments pour reconstruire un Garibaldi à leur aune. Il était forcément anticlérical, par haine d'un pouvoir pontifical qui s'opposait à l'unité, et son appartenance à la maçonnerie, liée à l'esprit de la République ne supportait aucune sorte de conciliation. Sa conception de l'unité impliquait un soulèvement provoqué par des meneurs, une action dirigée, supposait une unité résolue qu'il fallait forcer. Aux antipodes mêmes du lent travail d'unification des esprits et des intérêts, à partir des communautés naturelles, tel que le concevait le « populisme » démocrate-chrétien.

Si la fougue, la générosité, la spontanéité humaine du président de la République Sandro Pertini, exilé et combattant de la Résistance, justifient son inscription dans l'héritage garibaldien, il est plus instancieux de voir la « héros des deux mondes » revendiqué par les partis laïcs attelés entre démocratie chrétienne et P.C.I. Socialistes et républicains. Bettino Craxi et Giovanni Spadolini, disputent publiquement de la qualité et du sens de leurs collections de souvenirs et de littérature garibaldienne. L'attachement sentimental est une chose, la filiation politique une autre.

Ces « partis laïcs », des libéraux aux socialistes, dans le rôle qu'ils jouent depuis 1947, assu-

ment en fait l'héritage des Piémontais, des hommes d'Etat qui, pour bâtir l'Italie, ont « fait de la politique », sur les traces de Cavour. Leur historien, Giovanni Spadolini, a clairement avoué son ambition de gouverner comme eux, en développant un projet et non en créant sans cesse des événements. Le socialisme de Bettino Craxi n'a pas d'autre dessein.

Si les Brigades rouges, dont les membres se sont voués quasi monaciquement — en fait : cléricalement — à la diffusion d'une idéologie abstraite, n'ont rien de commun avec Garibaldi, les partis laïcs non plus. La lignée de Cavour est antagoniste de celle de Garibaldi, comme l'est celle de Mazzini, prophète du terrorisme.

L'évocation de Garibaldi, nécessairement sentimentale comme lui-même, tourne autour d'une nostalgie sobrement relevée par l'historien Sergio Romano : celle du « geste déterminant et de l'événement libérateur », qui font prévaloir l'« acte »

sur le « projet » l'« intuition » sur l'« idée ». Il en cite des exemples probants tous inspirés par le mythe garibaldien, qui vise à « évoquer la réalité par les mots », à « changer l'histoire par une seule manifestation de volonté » (2).

Il serait imprudent d'affirmer que ce romantisme en politique est définitivement anachronique, mais on ne discerne pas lequel des dirigeants actuels de l'Italie se laisserait emporter de la sorte et pour quelles fins. Restent la pragmatisme de Garibaldi, même s'il fut dicté par sa disposition à soumettre ses propres espérances à un plus vaste dessein que seul un Etat en voie de structuration pouvait réaliser. C'est le meilleur de l'héritage : la capacité de se retirer à Caprera.

JACQUES NOSECOURT.

(1) Max Gallo : Garibaldi, la force d'un destin. Fayard, éd., 491 pages, 98 F.
(2) Sergio Romano : Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours. Edit. du Seuil, 1977, 329 pages.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Sélections de vêtements pour hommes

COSTUMES LÉGERS
DEMI-SOISON
VESTES SPORT, BLAZERS
BOUSONS TOUTE MODE
IMPERIUM TRENCHES
ENSEMBLES SHIRAZHAKES

BOUSONS CORDON DU MARIAGE
EXCLUSIVITE
JOHN RAPAL

PROTECTIONS LÉGÈRES
JEANS, VELLOUS, PULLS
CHEMISES VRAIE ET FAUSSE
LAUNDRY LINE DE MARIAGE

90, rue de la République
75001 PARIS - TEL. 33.86.10.10
Ouvert de 10h à 19h
Maison de la République
Maison de la République

19 heures :
la rue de la Paix
rencontre Beverly Hills
au nouveau Bar
du Meurice

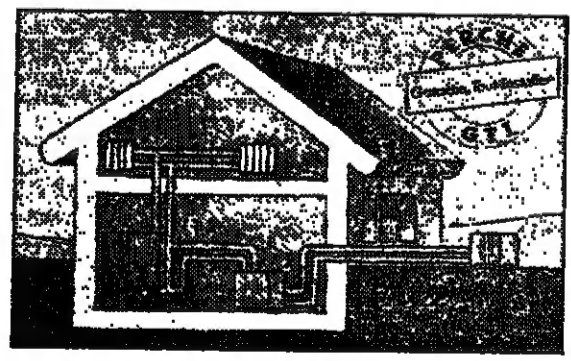
AIR CONDITIONED

228, rue de Rivoli 75001 Paris



Avec la pompe à chaleur Perche votre chaudière file doux !

La pompe à chaleur Perche en tandem avec votre chaudière vous fait économiser jusqu'à 70% de fuel.



Vous habitez une maison individuelle chauffée au fuel. Associez à votre chaudière une pompe à chaleur Perche. Vous ferez de substantielles économies.

Le secret : Perche capte les calories gratuites de l'air extérieur et, pour une consommation électrique réduite, les injecte dans le circuit chauffant.

Selon la température, pompe à chaleur et chaudière travaillent ensemble... ou séparément. Et comme Perche travaille beaucoup, votre chaudière se repose beaucoup.

Résultat : la baisse de votre consommation de fuel vous fait économiser en chauffage jusqu'à 50% de vos dépenses d'énergie.

Perche (Garantie, tout installée GT), c'est :

- un prix forfaitaire (pompe + installation),
- une garantie par le constructeur pièces et main-d'œuvre, sur 5 ans (extensible à 10 ans),
- un financement à un taux avantageux,
- un réseau exclusif d'installateurs appelés Qualipac.

ELECTRICITE DE FRANCE

Demander sans la brochure Perche en envoyant ce bon à SATEL

Non _____

Prénoms _____

Adresse _____

Cod. postal _____

TEL _____

UNION _____

LE CONGRÈS DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

Le gouvernement n'est pas le « père Noël » mais il n'est plus un « père Fouettard » déclare M. Zarka

Les manifestations de la jeunesse communiste l'occasion, pour les dirigeants du P.C.F., de donner de leur vision du monde une version simple, jusqu'à la caricature. En 1980, devant le précédent congrès du Mouvement de la jeunesse communiste (M.J.C.F.), M. Marchais avait dit : « Ce que nous voulons, c'est faire la révolution ». Cinq mois plus tard, à la 10e d'Avant-Garde, M. Charles Fiterman avait dit : « formidable bilan de réalisations positives » des pays de l'Est.

Mardi 2 juin, première journée du congrès du M.J.C.F., réuni sous un chapiteau à Ivry-sur-Seine, M. Marchais n'a pas pris la parole. Il l'a faite le 6 juin, à l'occasion de la 10e d'Avant-Garde, c'est-à-dire, cette année, avec le congrès, mais il a accompagné de ses applaudissements le discours de M. Pierre Zarka, député de la Seine-Saint-Denis, membre du comité central du P.C.F., secrétaire général de la jeunesse communiste, qui n'était pas précisément un homme de subtilité politique. « Que le socialisme ? », « Le socialisme, explique M. Zarka, c'est tout ce qui participe au pouvoir, comme il participe à la vie. » Dans le régime, ajoute-t-il, « les jeunes interviennent dans les affaires du pays » et « passent d'un grand poids ». Assister la démocratie au pluralisme des partis politiques, « abuser », « On ne peut pas créer plusieurs partis, ou des forces qui n'existent pas, sous prétexte de « pluralisme », affirme M. Zarka.

Que reste-t-il, dans ces propos, des propres analyses du P.C.F. sur la « méconnaissance » dans les pays de l'Est, de l'« exigence de démocratie » inhérente au socialisme ? « Comment les jeunes communistes peuvent-ils comprendre, à partir de ces « explications », les événements ? », « Potage », dit M. Zarka, « que l'on « ramasse l'image du socialisme » ?

La présentation de la situation, en France n'est guère plus fine. Le gouvernement, selon M. Zarka, n'est pas « le Père Noël », mais il

(Suite de la première page.)

Il s'agit aussi d'éviter de donner à ce sommet un tour dramatique, qui aurait en outre le désavantage de jeter une ombre sur un autre sommet, international celui-ci, qui se tient à Versailles.

Ce nouvel épisode comporte la fois un inconvénient — de taille et un avantage. Il est gênant pour le pouvoir, car il ravive le mécontentement que certains dirigeants du P.S. nourrissent à l'endroit du gouvernement, et réciproquement.

Au final, au P.S., on reproche moins au gouvernement l'absence de Matignon, la laquelle rencontre de Matignon devait porter remède, qu'une succession de maladroits (l'affaire du prix du fuel par exemple) ; les dirigeants du P.S. regrettent aussi que le premier ministre ne tienne pas suffisamment compte des recommandations du parti ; ainsi lorsque M. Mauroy refuse la décision unanime du bureau exécutif relative aux pouvoirs de l'hygiène et de sécurité (1). Enfin, la « démission » de la programmation de l'acier, présentée comme la « dernière maladresse au préalable de celle-ci avec le gouvernement.

La parole présidentielle

L'avantage du report de la parole de Matignon est, pour l'Élysée. Commentant, à l'issue du Conseil des ministres, la décision présidentielle de tenir le 7 juin une conférence de presse, M. Pierre Bérégovoy a souligné que celle-ci « précède » des décisions gouvernementales importantes en matière budgétaire et sociale. On ne saurait mieux souligner une volonté de réaffirmer la prééminence ministérielle. Or la réunion de l'hôtel Matignon, venant après que M. Delors ait mis sur la place publique la question de la rigueur économique et sociale, devait précéder la parole présidentielle. De là à penser qu'elle pourrait peser sur la démarche du chef de l'État, il n'y a qu'un pas et l'on a vu M. Zarka vouloir éviter qu'il ne soit franchi. Après le retour à quinzaine de la rencontre parti-gouvernement, personne ne pourra se prétendre d'avoir forcé la main du président.

Après l'échec politique des élections communales, les dirigeants du parti ont bien du mal à donner une présentation cohérente et claire ?

PATRICK JARREAU.

Une reprise en main facilitée

coïncide fâcheusement avec le premier anniversaire de la gestion socialiste.

Du premier, M. Mitterrand a tiré une conclusion : la nécessité de reprise en main, celle-ci passe par une remise en ordre au sein du gouvernement. On se peut donc exclure, l'effort et la conférence de presse ont eu lieu.

ailleurs, notamment dans le domaine social, la condition que l'effort soit réparti selon critères de la justice sociale. C'est vraisemblablement, en fait, sur la répartition des efforts qu'aurait porté l'essentiel du débat parti et gouvernement. S'il avait eu lieu.

Agir plutôt qu'infléchir

Quant au chef de l'État, qui dira le droit en la matière le 9 juin, quelle peut être attitude ?

M. Mitterrand est trop pragmatique pour se laisser enfermer par un dogme, surtout il est économique : il n'est pas un économiste, mais il a une expérience d'adaptation une politique à des circonstances défavorables. M. Mitterrand est aussi trop politique pour ne pas être dans le danger d'un changement de direction ; il souhaite en revanche, son électorat populaire, ne veut pas donner l'impression d'une redoutable, celle qui lui permettrait de dire : voyez, ils sont trompés et doivent aujourd'hui faire machine en arrière.

La logique veut donc que le chef de l'État soit amené à accentuer le côté volontariste de sa politique économique. Agir, plutôt qu'infléchir, en matière de redistribution notamment. Nul doute que M. Mitterrand insistera sur la nécessité d'une répartition équitable de l'effort.

C'est sans doute M. Charles Fiterman qui donnera le meilleur discours présidentiel lorsqu'il affirme, dans l'« Humanité » dimanche 3 juin, qu'il ne pas qu'un changement de cap soit à l'ordre du jour, en soul-

mans qu'il « procéder à légères corrections de trajectoire, plus « moins, qui permettent « maintenir « cap ». Et le ministre d'État « préciser qu'on peut « distribuer mieux » le pouvoir d'achat, certains ayant besoin de voir le pouvoir « garanti, d'autres pouvant attendre.

Il ne saurait mieux définir la phase « délicate » de la politique du changement, laquelle nous entretient.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Le bureau exécutif du P.S. avait demandé, le 28 avril, qu'un accord soit conclu avec les travailleurs « proposition » manifeste socialiste qui dispose que « le comité d'hygiène et de sécurité » a le pouvoir d'arrêter « sur un chantier pour raison de sécurité ». Le 1er mai, M. Mauroy a déclaré : « La sécurité doit demeurer la responsabilité pleine et entière du chef d'entreprise (...), il faut pratiquer la « convention sociale ».

(2) Dans le bulletin qu'il anime, « Synthèse Flash », publié le 28 mai.

(3) Devant les « entrées » de M. Mauroy à Paris d'un « potier » dans la politique du changement.

COURS DE SOUTIEN

de vacances soutien (maths.) rattrapage (11 h 36)

INSTITUT BARGUE

(1) 306 77 09

VOIR AU 11

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ESTRAGE

18 et 40, rue Jacob - 75006

(1) 306 80 25

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

en groupe les amateurs 3 à 83

1 RUE LAFAYETTE PARIS

Téléphon. 1-6 301-707-33-44

Pour BMW, il y a un rapport très étroit entre circuits de courses et circuits intégrés.

Une grande part de l'attrait des BMW tient à leur exceptionnelle sportivité. Une sportivité qui doit beaucoup aux technologies de pointe développées, puis soulevées par la haute compétition. Au premier rang de ces techniques, l'électronique qui est en train d'opérer, par son intégration de plus en plus systématique, une véritable révolution dans l'automobile.

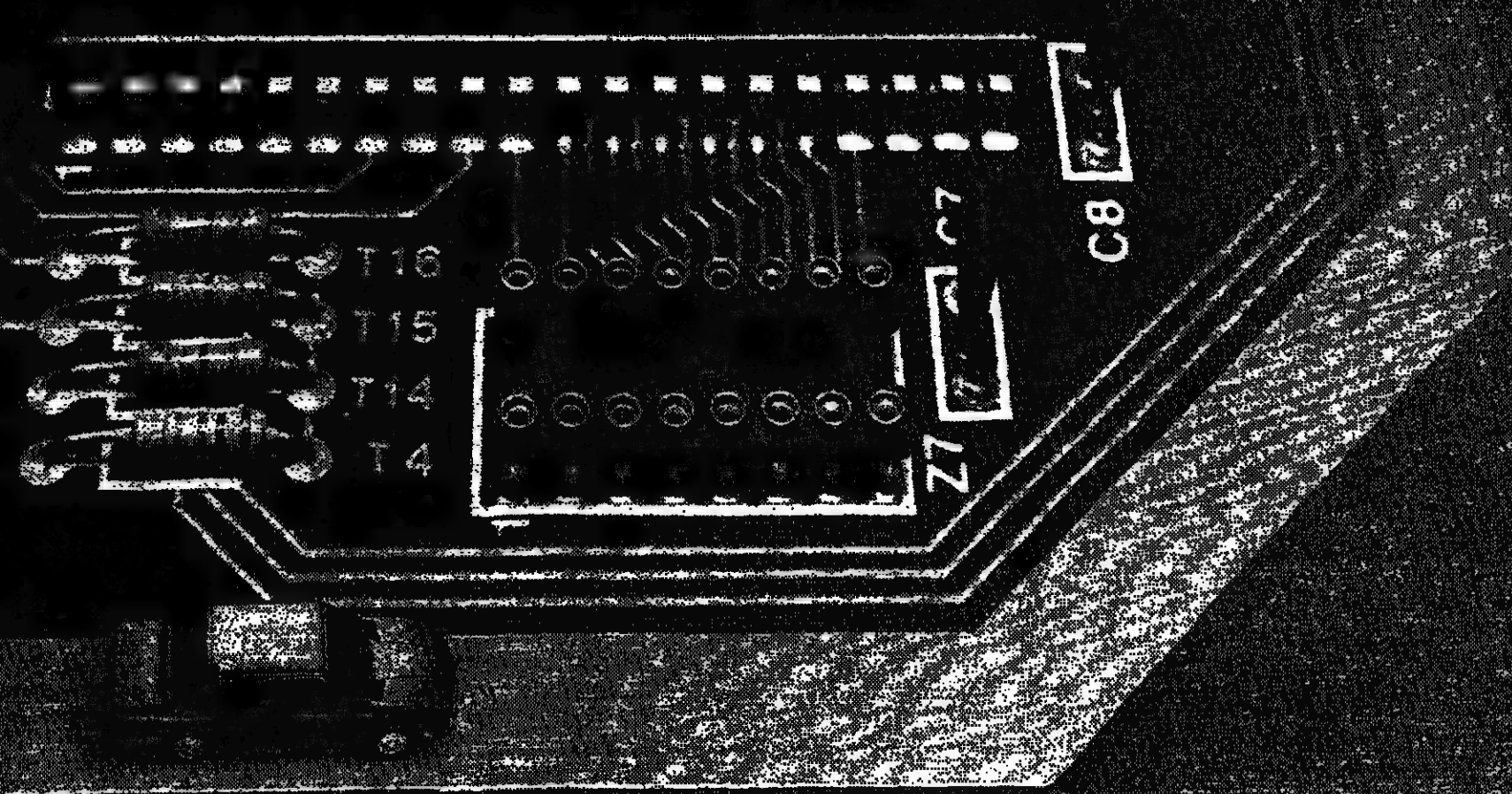
BMW montre la voie dans ce domaine : l'injection électronique, la régulation électronique du fonctionnement du moteur, le système ABS d'antiblocage des roues lors du freinage, correcteur automatique de la trajectoire, l'ordinateur de bord, ainsi qu'une série de perfectionnements, marque pour assurer à ses modèles de série, efficacité, endurance, économie.

Cette dynamique de progrès que constitue le sport automobile, BMW la développe par une participation à la haute compétition toujours plus active.

Championnat de France des voitures de production, brillamment remporté en 1981 avec 13 BMW entrées, Championnat d'Europe et des voitures de tourisme, enlevé par un coupé 635CSi, rallyes avec la BMW M1 pilotée par Bernd Dornhuth, Formule 2 avec l'équipe March et Formule 1 pour la première fois cette année, avec les BT 50 de l'écurie Brabham équipées du moteur turbo BMW.

Pour BMW, l'évolution automobile passe obligatoirement par la maîtrise des techniques sportives.

BMW France



POLITIQUE

PRESSE

Mauroy

La préparation des élections municipales

PREMIÈRE RENCONTRE ENTRE LE P.S. ET LE P.S.U.

Une délégation du parti socialiste, conduite par M. Marcel Debarge, secrétaire national chargé des relations extérieures et une délégation du P.S.U. conduite par M. Serge Despaquit et Jean-Jacques Mahé, membres du secrétariat, se sont rencontrées, mercredi 3 juin, afin de préparer les élections municipales de 1983. P.S. et P.S.U. sont favorables à la conclusion d'un accord national qui permettrait au P.S. ou P.C., au M.R.G. et au P.S.U. de constituer des listes d'union, dès le premier tour de scrutin, bien que le P.S.U. soit en désaccord avec le mode de scrutin envisagé qui lui paraît peu satisfaisant que proposition.

Les représentants du P.S.U. ont fait connaître leur opposition au système qui pourrait être mis en place, de la barre de 5 % des suffrages qu'une liste devrait atteindre au premier tour pour faire figurer certains de ses représentants sur une liste d'union au second tour. Selon la simple application d'une barre équivalente au quotient électoral suffirait à organiser la sélection.

Le P.S.U. ne se fait pas d'illusions quant à son influence sur le choix du scrutin qu'il sera nécessaire de franchir au premier tour. En revanche, il ne désespère pas de poser sur les conditions financières de présentation des listes afin que ne soit pas organisé « la sélection par l'argent ».

L'U.D.F. ENTEND MAINTENIR A PARIS L'UNION AVEC LE R.P.R.

M. Roger Chénard, en tant que président de la fédération U.D.F. de Paris, demandera audience dans les prochains jours à M. Jacques Chirac afin de procéder avec lui à un premier tour d'horizon de la préparation des élections municipales dans la capitale.

M. Chénard, au cours d'une conférence de presse mercredi 3 juin, a précisé que l'objectif de l'U.D.F. est de constituer l'union qui s'est établie avec le R.P.R. afin de conserver la majorité municipale. « Nous devons, a-t-il ajouté, gagner les élections municipales sur un plan national, alors que nous avons perdu en 1977 certains membres de grandes villes par suite et en raison des divisions personnelles au sein de la majorité de l'époque ».

M. Chénard a indiqué que, dès le 14 juin, une campagne parisienne d'affichage sera lancée par l'U.D.F. afin de rappeler que le mouvement est la dernière course de la dernière année parlementaire.

Deux thèmes — mais avec les slogans suivants : « Défendons la liberté de l'enseignement », « Renforçons la sécurité ».

Un peu plus tard, l'U.D.F. lancera une enquête d'opinion auprès de ses militants et sympathisants afin de leur faire connaître l'adhésion au programme d'action municipale. M. Chénard a enfin indiqué qu'il ne discuterait de la composition des listes avec M. Chirac que lorsque la loi électorale sera connue dans le détail.

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 3 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été publié :

ABROGATION DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la Justice, le conseil des ministres a adopté le projet de loi abrogeant la loi du 3 février 1981 dite « sécurité et liberté ».

L'abrogation de cette loi redonnera aux magistrats la plénitude de leurs pouvoirs juridictionnels, que cette loi avait réduits. En outre, les projets renforçant les droits des justiciables dans le cadre des procédures judiciaires. Enfin, il démantèle le régime des centres d'indivisibilité, et il renforce les garanties des personnes soumises à une vérification de leur identité.

Celles des dispositions de la loi du 2 février 1981 qui étaient favorables aux victimes seront renforcées conformément aux travaux de la commission présidée par le professeur Mithias. S'agissant de la protection des victimes, des dispositions ont déjà été prises pour mieux organiser l'accueil, l'information et éventuellement les poursuites des victimes des crimes et délits.

Par ailleurs, des dispositions nouvelles sont à l'étude afin d'associer davantage les victimes à la procédure pénale suivie contre l'auteur ou les auteurs des faits, et à l'exécution des peines infligées, et afin d'améliorer la situation des victimes d'assauts de la circulation.

Enfin, le gouvernement estime indispensable d'accroître l'effort national de prévention de la criminalité en direction des jeunes et en particulier dans les villes, où seront mises en œuvre les recommandations formulées par les maires des grandes villes, récemment consultés par le premier ministre.

(Lire page 14.)

OFFICES PAR PRODUIT

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif aux offices d'indivisibilité dans le secteur agricole.

Après avoir une très large concertation avec la profession et après avis de la commission de la concurrence et du Conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire, ce projet constitue un élément fondamental pour la mise en œuvre des objectifs de la politique agricole du gouvernement :

— assurer le développement de l'ensemble de nos exploitations agricoles ;

— apporter un soutien efficace au revenu des agriculteurs.

Dans cet esprit, les offices parcellaires et l'ensemble des opérations qui interviennent sur les terres agricoles de mener une action plus efficace :

— de producteurs, de transformateurs et de distributeurs, pouvoirs publics, seront étroitement associés dans le même des offices.

En outre, et dans le respect des règles européennes, les offices parcellaires, auront une contribution essentielle au développement de la totalité du secteur de production relevant de leur compétence.

Les offices disposeront des moyens nécessaires pour connaître et, surtout, pour prévoir l'évolution de l'offre et de la demande, pour assurer la transparence des transactions et ainsi que pour améliorer l'efficacité et la cohérence des diverses actions conduites dans leur secteur.

Incidents survenus voici quelques jours à l'armée de l'air, Daniel Richard, tué lors de l'attentat perpétré, le 31 mai, devant l'ambassade de France à Beyrouth (Liban), ont en lieu, mercredi 3 juin, à Corbeil (Seine-et-Oise), en présence du ministre de la Défense, M. Herry. Le ministre a décerné à titre posthume à Daniel Richard la croix de la valeur militaire avec palmes et citation ainsi que la médaille militaire.

Un soldat du contingent, Roger Joly, appartenant au 1^{er} régiment d'artillerie de marine de Montlbery, a trouvé la mort, mardi 1^{er} juin, au cours de manœuvres effectuées au camp de Suresnes (Seine). Selon les premiers témoignages, la victime aurait malencontreusement glissé sous un véhicule porteur d'un canon de 155 mm. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes de l'accident.

TRANSPORTS

Le ministre d'État, ministre des transports, a présenté une communication sur la préparation de la loi d'orientation des transports ferroviaires, routiers, aériens intérieurs.

Cette loi, qui a pour objet la mise en œuvre de la nouvelle politique des transports, sera également soumise à la réforme de la loi statutaire actuelle vient à l'occasion de la fin de l'année.

Le projet de loi définit quatre objectifs principaux : efficacité économique — notamment maîtrise de l'énergie ; progrès social ; meilleur aménagement urbain ; développement régional.

Il s'appuie sur un certain nombre de principes fondamentaux :

— la reconnaissance du droit au transport pour les personnes, dont la mise en œuvre progressive permettra aux usagers de se déplacer dans des conditions raisonnables de temps, de distance, de prix et de coût pour la collectivité ;

— la liberté des choix de l'usager au regard des modes et des entreprises de transport ;

— une politique globale de développement des transports, tenant compte de leur coût économique réel et des avantages sociaux, notamment dans la formation des prix et des taxes et l'établissement des contrats ;

— la recherche d'une meilleure complémentarité des modes et des entreprises de transport, ainsi que leur complémentarité et leur coopération ;

— la création d'un public des transports, assurée par l'État, les collectivités territoriales, les entreprises privées et publiques ;

— la participation des travailleurs et des usagers à la gestion et au développement du système des transports ;

Le projet de loi, qui sera actuellement l'objet d'une large concertation, sera soumis au Parlement en vue de permettre les échanges lors de la session d'automne.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a rendu compte du déroulement des travaux du Parlement au cours des deux premiers mois de la session. Dix-sept lois ont été adoptées définitivement depuis le début d'avril et les premières lectures de sept textes ont été effectuées.

Les travaux de l'Assemblée nationale (comptes rendus des séances) ont été publiés dans le « Journal officiel » et les premières lectures de sept textes ont été effectuées.

Le ministre a également rendu compte des perspectives des prochains travaux de la session parlementaire, notamment des conditions dans lesquelles se déroulera la session d'automne, la date du débat sur le projet de loi sur les institutions représentatives du personnel.

(Lire page 10.)

RELATIONS EXTÉRIÈRES

Le ministre des relations extérieures a rendu compte de ses récentes visites à Riyad, Tunis et Tripoli. Ces visites ont permis de rétablir les contacts qui marquent la présence de la France dans le monde arabe et africain et sa volonté de contribuer à la paix et au développement dans ces régions.

Le ministre a informé le conseil de la prochaine tenue d'importantes réunions bilatérales, arabes, africaines et non alignées tendant à contribuer à diminuer les tensions et à régler les problèmes de différends et des conflits graves au Moyen-Orient et en Afrique.

Le conseil a également traité de l'économie sociale et de la composition des conseils d'administration à la Sécurité sociale (le Monde du 3 juin).

AU CABINET DE M. MAUROY

Au cabinet du premier ministre, M. Jean Poncelet, qui occupe jusqu'à présent les fonctions de directeur-adjoint du cabinet, est nommé par arrêté paru au Journal officiel du 3 juin, conseiller auprès du premier ministre.

D'autre part, M. Michel Pélissier est nommé, par arrêté paru au Journal officiel du 3 juin, chef de cabinet du premier ministre. M. Pélissier occupait officiellement cette fonction depuis plusieurs mois.

LA CESSION ÉVENTUELLE DE « FRANCE-SOIR »

Les représentants du « groupe Thérêt » ont rencontré M. Robert Hersant

Les représentants du personnel de France-Soir ont rencontré, mercredi 3 juin, M. Robert Hersant, directeur du journal, pour discuter de la demande de cession rapide du journal d'entreprise. M. Hersant a déclaré que la cession de France-Soir n'était pas une affaire simple et qu'il fallait attendre la fin de l'année pour en discuter.

Depuis le début de l'année, divers bruits couraient sur le sort de France-Soir, qu'on dit en mauvaise posture, victime d'une mauvaise gestion (ce qui est vrai), atteint d'un déficit endémique (ce qui est faux), et qui, selon certains, serait en faillite.

Les représentants du personnel ont été reçus par M. Daniel Filipacchi (Paris-Match, L'Express, etc.) et M. Robert Hersant. M. Hersant a déclaré que la cession de France-Soir n'était pas une affaire simple et qu'il fallait attendre la fin de l'année pour en discuter.

« Un homme de gauche »

Le « groupe Thérêt » ne serait pas disposé à abandonner France-Soir-Magazine à M. Hersant, mais qu'il n'accepterait de le laisser le contrôle de la règle publicitaire de France-Soir. Telles seront, du moins, les conditions de la cession.

le titre de la rue Réaumur... Une rumeur démentie par l'Élysée... Pendant ce temps, le « navire » de la rue Réaumur continue de flotter, le propre au figuré. En fait, les importants travaux d'entreprise dans l'arrière-pensée de la cession de France-Soir, le directeur du journal, M. Robert Hersant, a déclaré qu'il ne disposait pas de la cession de France-Soir, mais qu'il était en discussion avec M. Hersant.

Ce « plan » comporterait les points suivants : 1) Cession de France-Soir à un « plan » d'hommes d'affaires proches du pouvoir socialiste ; 2) France-Soir continue d'être imprimé à La Plaine-Saint-Denis (Imprimerie Hersant) ; 3) La cession de France-Soir n'entraînerait pas la cession de la règle publicitaire de France-Soir.

Le navire prend l'eau

Le dernier, en parlant de la cession de France-Soir, M. Daniel Filipacchi (Paris-Match, L'Express, etc.) et M. Robert Hersant. M. Hersant a déclaré que la cession de France-Soir n'était pas une affaire simple et qu'il fallait attendre la fin de l'année pour en discuter.

les experts d'ici au 1^{er} juin environ, avant de le monter, la transaction qu'il aurait à effectuer. M. Max Thérêt, soixante-neuf ans, ne se fait pas d'illusions sur le fait que la cession de France-Soir n'entraînerait pas la cession de la règle publicitaire de France-Soir.

Pour M. Thérêt, qui présente lui-même un « homme de gauche », la cession de France-Soir n'entraînerait pas la cession de la règle publicitaire de France-Soir.

numéro spécial

Le numéro spécial de l'Assemblée générale de l'U.D.F. sera publié le 7 juin. Ce numéro spécial de l'Assemblée générale de l'U.D.F. sera publié le 7 juin.

L'Irlande à tous prix.



L'avion ou le bateau ? En roulotte ou avec une voiture ? A l'hôtel ou à la ferme ? Des vacances en Irlande, il y a mille façons de les passer. A mille prix différents.

En collaboration avec Aer Lingus et Irish Continental Line, nous avons édité une brochure, « L'Irlande en Kit », qui vous permettra de composer vos vacances à la carte : transports, séjours, budgets, tous les prix sont. En voici quelques exemples :

L'AVION OU LE BATEAU ?

L'avion : L705F sur vols réguliers PEX, Paris-Dublin, Cork ou Shannon et retour.

Le bateau : de 536F à 1299F par personne, selon la saison, en cabine 1^{re} ou 2^e, du Havre ou de Cherbourg à Rosslare et retour, voiture comprise.

A LA CARTE.

Vous choisissez votre mode de transport et vous achetez « à la carte » avant de partir, chez votre Agent de Voyages, des bons pour différentes formules de séjours en Irlande.

A la ferme ou chez l'habitant : 7 nuits en demi-pension, 1230F environ par personne, vélo fourni.

VOYAGES A FORFAIT.

C'est la façon la plus simple de voyager. Vous demandez votre Agent de Voyages la formule voyage individuel à forfait de votre choix.

Avion et voiture : Paris-Irlande et retour

plus une voiture de location, kilométrage illimité. Pour 6 jours, il vous en coûte 1.875F par personne.

Circuit en autocar : Paris-Irlande et retour, logement en demi-pension à l'hôtel, pendant 9 jours, 3.850F par personne.

Séjour à l'hôtel : vous et votre voiture en car-ferry du Havre ou de Cherbourg et retour compris, plus 7 nuits et 7 petits déjeuners, de 1.560F à 2.495F par personne selon la saison.

A la ferme : aller et retour en avion, 7 nuits et 7 petits déjeuners plus une voiture de location kilométrage illimité, 2.100F par personne.

Vous et votre voiture en car-ferry du Havre ou de Cherbourg, retour compris, plus une maison pour une semaine, de 785F à 1.305F par personne selon la saison.

Il y a encore bien d'autres façons de découvrir vos vacances irlandaises dans notre brochure « L'Irlande en Kit ».

Pour la recevoir, retournez-nous le coupon-réponse ci-dessous.

* Exemple pour l'envoi par la poste de 4 coupons-réponses.

Envoyez ce coupon, en joignant 3 timbres à 1.50F pour frais d'envoi, au SEA/Tourisme Irlandais, B.P. 2 Gât de Long, 28700 Aumery, ou venez nous voir, 9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris Tél. 261.8426



Allez loin sans aller loin.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE EXPORTATEURS, INVESTISSEURS VOTRE SIÈGE A PARIS Londres, Jérusalem de 150 F à 350 F par mois Constitution de Sociétés GEICA 56 bis, r. de Louvre 75002 Paris Tél. : 256-41-42

FINANCES

1550 من الأول

CARNET

LIBERTÉ
LA COMPOSITION
DES COURS D'ASSISES
DÉPEND POUR L'INSTANT
D'UN CHANGEMENT

Naissances

Mme et M. Jean-Jacques Galey, son épouse.
Le docteur Sophie Galey et leurs enfants, Pascal et Boy Broughton et leur fille, Pascal et Frédéric Jacob et leur fille.
M. et Mme Louis-Emile Galey, son épouse et Mme Georges Olive, ses enfants et petite-enfants, Mme Antoine Galey, ses parents et alliés.
M. et Mme Louis-Emile Galey, son épouse et Mme Georges Olive, ses enfants et petite-enfants, Mme Antoine Galey, ses parents et alliés.
M. et Mme Louis-Emile Galey, son épouse et Mme Georges Olive, ses enfants et petite-enfants, Mme Antoine Galey, ses parents et alliés.

Mariages

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

Décès

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

Fête des
Cœurs
Fête des
Mères

BUJOUX BURMA
15 rue de la Paix
75001 Paris

CURE THERMALE 1982

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.
De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Côte Thermale du Soleil.
Documentation gratuite (hébergement et cure) : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, tél. 742 67 91.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.
M. et Mme Jean Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Michel Lemoine et leurs enfants, M. et Mme Louis Lemoine et leurs enfants.

Church's
English
shoes
J. CARTIER
collection complète en plusieurs
couleurs pour homme
30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 92 - tél. 742 67 91

GALERIES LAFAYETTE

LES BAGAGES EN VEDETTE

DU 28 MAI AU 12 JUIN
Galeries Lafayette

50F
Sac Pochette,
100% polyamide,
bandoulière réglable,
poches sur le devant,
garniture sangle 100% coton.
Existe en : noir, bleu roi,
marron clair, orange.
En 68 cm : 50F

195F
Valise à roulettes amovibles,
100% polyamide sur P.V.C.,
garniture vinyl,
fermeture à glissière.
Existe en : marine, garniture bordeaux,
beige, garniture gold.
En 66 cm : 195F
En 72 cm : 220F

823F par mois!

la première année.

Offre exceptionnelle en location longue durée avec paiement de vente sur 60 mois pour la Passat C4 portes, essence, 1022F, soit le premier loyer de 823F et le dépôt de garantie de 9.398F, correspondant à la valeur d'achat en fin de contrat. Ensuite, les loyers mensuels s'échelonnent comme suit : 1^{re} année : 11 loyers de 823F ; 2^e année : 12 loyers de 939F ; 3^e année : 12 loyers de 1.024F ; 4^e année : 12 loyers de 1.302F ; 5^e année : 12 loyers de 1.457F.

Coût total en cas d'acquisition : 77.486F (sans la carte grise). Offre valable sous réserve d'acceptation du dossier jusqu'au 30 juin 1982. Modèle représenté : Passat GL. Année modèle 1982. Jantes alliage en option.

Nouvelle Passat Volkswagen

"Nordturist"
l'aventure avec le train...

carte d'abonnement
à libre circulation.

- Danemark
- en Finlande
- en Norvège
- en Suède.

Prix :
- 21 jours 865F
- 1 mois 1.085F

renseignements :
DSB
CHEMINS DE FER DANOIS
du Danemark
142, Champs-Élysées
75001 Paris
tél. 742 67 91
ou à votre agent voyages

La préparation en altitude en question

هكذا من الأمل

AL-GAZALI — Le livre du bien et du mal 129 F
D. GIMARET — Théorie de l'acte humain en théologie musulmane 111 F

26, PLACE DE LA SORBONNE, 75005 PARIS

CHATEAUBRIAND

Collection La Pléiade

Mémoires d'outre-tombe
2 tomes

Œuvres romanesques
et voyages
2 tomes

Essai sur les révolutions
Genie du christianisme

Collection Blanche

Correspondance générale
1789-1807

Correspondance générale
1808-1814

GALLIMARD *nrf*

PRENEZ LE MONDE EN MARCHE



HISTOIRE

les grandes
étapes de
l'histoire
mondiale
un fil
chronologique
par page.

GEOGRAPHIE

des cartes
politiques
géologiques
démographiques
économiques.

INDEX

10.000 noms
historiques et
géographiques,
les grands
événements
et les grands
personnages.



HACHETTE

Toxicomanie et personnalité

« Je suis sûr », dit-il, « que la prise de la drogue n'est pas pareille, elle est violente avec elle-même. Prenez-la pour la désintoxiquer », supplie une mère.

Au centre médical Marmottan, plus de douze mille toxicomanes ont été reçus en dix ans. Les semblables appels sont quotidiens. Alors, à l'ampleur du phénomène, on ne peut que comprendre, on organise des séminaires et, pour partager ses expériences, on publie. Ainsi, à partir d'un colloque qui s'est tenu à Dijon, les éditions Dunod proposent : *Le Psychanalyste à l'écoute du toxicomane* (165 pages), auquel ont notamment participé M. Fain, J. Gamill, J. Guillaumin et J. Dufour. On y introduit, Jean Bergeret — qui est également l'auteur d'un récent « Que sais-je ? » — PUF : *Toxicomanie et personnalité* — regrette que les données psychanalytiques soient les plus pertinentes : « Elles jouent un rôle magique extrême vis-à-vis des prises de conscience individuelles ».

Autre séminaire : celui organisé en 1981 par Claude Olivenstein à l'hôpital Marmottan précisément à qui portait sur la vie du toxicomane. Il est disponible chez PUF. On y trouve une collection psychiatrique en poche : « Nodules » (119 pages, 20 francs). On y trouve aussi des contributions de cliniciens : M. Fain, J. Gamill, J. Guillaumin (S. Sternbach), de dépendances (R. Ingold), de conduites déviantes (A. Charles), de M. Valleur. On y trouve aussi, dans son écho, persiste à dire qu'il peut être Dieu, il est difficile de rester modeste, il s'avoue impuissant. On peut faire beaucoup pour un toxicomane, peut-être à condition de ne pas en faire trop, pour lui en faire trop. — ROLAND JACCARD.

Les librairies « L »

L'avenir du livre

« L'avenir du livre » : tel est le thème d'une journée de réflexion organisée, le mardi 1^{er} juin, par les librairies de la banlieue parisienne, par le groupement des librairies « L ». Considérées comme parmi les plus dynamiques de la profession, les librairies « L » fournissent, une

la vie littéraire

coopérative. de gestion, de formation, de commandes. cinquante adhérents. Signe des temps ? Le président du groupement, M. Roger Weil, a salué la présence de M. Jean Gattégno, directeur du livre et de la lecture, en soulignant que le livre n'avait jamais eu « autant de bienveillance » de la part des pouvoirs publics depuis la Libération. Il est vrai que pour M. Gattégno le livre demeure un outil de référence, et que sa possession symbolise l'accession à plus de savoir, à plus de pouvoir. En mots : « une ».

Arme, sans doute, menacée par l'autre, plus sophistiquée : l'écran de télévision aux multiples applications. Pierre Boncompagni, au magazine *Lire*, ce sont essentiellement des ouvrages documentaires qui craignent les techniques audiovisuelles. Pour MM. Gilles Lutz (Larousse) et Pierre (Nathan), les techniques sont complémentaires et ne supplantent pas le livre. M. Jean-Pierre Ramsay est catégorique : les livres ont une valeur d'une collaboration avec l'audiovisuel. M. Grunberg, nouveau directeur régional de la direction du livre pour l'Ile-de-France, a insisté sur le regain d'attention au livre du public qui connaît les bibliothèques qui ont intégré les techniques audiovisuelles. Tous les participants ont donné un point : il convient de donner le goût de la lecture dès la prime jeunesse.

Le livre, qu'on a dit, autrefois, menacé par la bicyclette et le cinéma, s'est bien tiré de son voyage dans la galaxie. L'homme, en revanche, n'a pu résister aux conséquences de l'arrivée, qu'on nous promet massive, de vidéo et des vidéodisques. Les libraires, les étagères ne sont pourtant pas indéfiniment extensibles. — S.A.

Librairie L, 28, rue de la République, 93100 Montreuil-sous-Bois. Tél. : 387-20-03.

Littérature au vitriol pour bibliophiles

Les éditions Graphe (19, 75008 Paris. Distribution : de l'Opale) viennent de créer, avec le projet de publier des ouvrages de bibliophilie à des prix accessibles, la collection « L'Opale ». Bernard et François Beaujouan, elles

publient leur première collection, « Le harang », six volumes réunis sous un thème commun. La première série, créée à la librairie au vitriol, comprend une édition bilingue de la proposition, de Swift, qui vient de paraître, *Un cachet d'onyx*, de Barbey d'Aurevilly, *Réalisme*, de la peine à mort, de Villiers de l'Isle-Adam, *Poupée* (1747), de François Gall de Bibbiena, *la Mère des monstres*, suivi de *Mal d'André*, de Maupassant, et *Le roman de Jean Lorrain*.

Chaque volume précède d'un livre d'un auteur contemporain et illustré de dessins originaux ; il est imprimé sur papier pur chiffon. Chaque volume, présenté sur étui, est tiré à 500 exemplaires. Les cinquante exemplaires numérotés du tirage à tête, augmentés d'une gravure originale, sont vendus à F. chacun et le reste de l'édition à 100 F. chaque volume. — S.A.

Deux histoires de la littérature italienne

Il y a longtemps que la langue française qui, d'ailleurs, auraient souhaité un renouveau de la littérature italienne n'avaient plus la possibilité d'un livre quelconque sur la question. C'est donc une initiative de l'Université de Paris que France qui d'avoir publié un *Précis de la littérature italienne*, ouvrage de 440 pages rédigé par quelques spécialistes universitaires, sous la direction de Christian Livi. Très clair, il apporte à la fois une information biographique et bibliographique, une analyse d'œuvres et des jugements critiques, parfois un peu rapides.

L'ensemble est très à jour, et en ce qui concerne la documentation critique que par les limites chronologiques qu'il s'est fixé. Le dernier chapitre va jusqu'en 1970, il est toutefois regrettable que, à ce prix (150 F), l'éditeur ne se soit pas préoccupé de corriger les nombreuses erreurs d'impression.

Signalons également, dans la collection « L'Opale », le volume de François Livi : *La littérature italienne d'aujourd'hui* (n° 1984). Dans le cadre exigé de 400 pages, il est clair, complet, incisif et mesuré. Sa production soignée, il est particulièrement agréable de donner une vision d'ensemble. — MARCEL FUSCO.

en bref

LE GROUPE D'ETUDES SARTRIENNES, créé à la suite d'un colloque de Carley sur Sartre en 1978, organise deux journées de travail à l'Ecole normale supérieure, les 12 et 13 juin. Les séances ont lieu le 12 juin, à 10 h. 30, et le 13 juin, à 10 h. 30. (Questions philosophiques fondamentales : J. Marguerite, R. Mitrani) ; 15 h. (Le dernier Sartre, de J. Marguerite, M. Contat) ; 18 h. 30 (Sartre et la littérature) ; 20 h. 30 (Sartre et la philosophie) ; J. Lacarme, S. Manzella-Terenti) ; 21 h. 30 (Sartre et la politique) ; M. Sicaud, M. Sicaud. Renseignements : 01.42.35.11.

LA VIE ET L'ŒUVRE DU POÈTE SAINT-POUL ROUX (1881-1950) ont été publiées par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'œuvre de Saint-Poul Roux, si riche, si variée, si originale, est présentée, notamment, la vie du poète. Divisée en deux parties, l'œuvre de Saint-Poul Roux est présentée par l'éditeur Rougerie, sous la direction de J. Lacarme, S. Manzella-Terenti. Le livre est publié par France-Culture, le vendredi 4 juin, de 10 h. à 21 h. 30. Au cours de cette manifestation, l'

INFORMATIONS « SERVICES »

FORMATION PERMANENTE

Sept métiers de techniciens

L'APPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) est un organisme public régi par la loi n° 1901, exerçant son activité sous la tutelle du ministère du travail. Elle dispose de cent cinquante établissements de formation dont :
- 10 de Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), qui forment quatre-vingt-dix enseignants professionnels pour un effectif de sept cents stagiaires. Le centre des formations professionnelles très bien adaptées à l'emploi dans la branche économique conduit, à l'acquisition d'une vocation nationale depuis vingt ans, des techniciens dans sept métiers techniques suivants :

| | Type de stage | Niveau d'entrée | Durée de stage |
|-------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------|----------------|
| - projecteurs en constructions métalliques | formation promotion | 1 ^{er} réservoir professionnels | 10 mois |
| - projecteurs en béton armé | formation promotion | 1 ^{er} réservoir professionnels | 10 mois |
| - menuiserie en métallurgie | formation promotion | entrée en 2 ^e | 10 mois |
| - menuiserie en charpente métallique | formation promotion | entrée en 2 ^e | 10 mois |
| - Techniciens supérieurs, physiciens, chimistes | formation | classe | 11 mois |

Les stagiaires qui, après avoir obtenu un diplôme, doivent avoir un an, doivent être déchargés de leurs obligations militaires. Ils reçoivent une indemnité indexée : sur leur salaire ou sur la recherche d'un premier emploi, sur leurs derniers appointements, pour ceux qui cherchent un nouvel emploi.

Le centre de Champs-sur-Marne, installé dans un site de 7 hectares, situé à 15 kilomètres de Paris, est aisément accessible par l'autoroute, le train ou le R.E.R.
- Centre F.P.A. de Champs-sur-Marne, 77427 Marne-la-Vallée, Cedex 2. Téléphone : 16 (6) 005-90-50.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés le Journal officiel du jeudi 3 juin :

■ DÉCRETS

Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Corée relatif aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire (ensemble une annexe, un échange de lettres et deux lettres), signé à Séoul le 4 avril 1981.

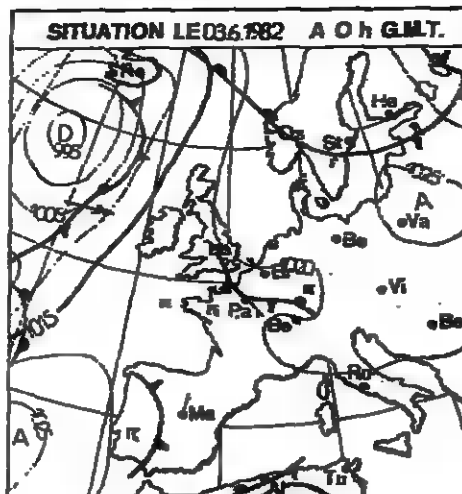
ET ARRÊTÉS

Relatifs à la Société financière pour le développement économique de la Guyane.

UN AVIS

Aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles applicable à l'importation en provenance des pays tiers.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 3 juin à 6 heures et le vendredi 4 juin à 24 heures :

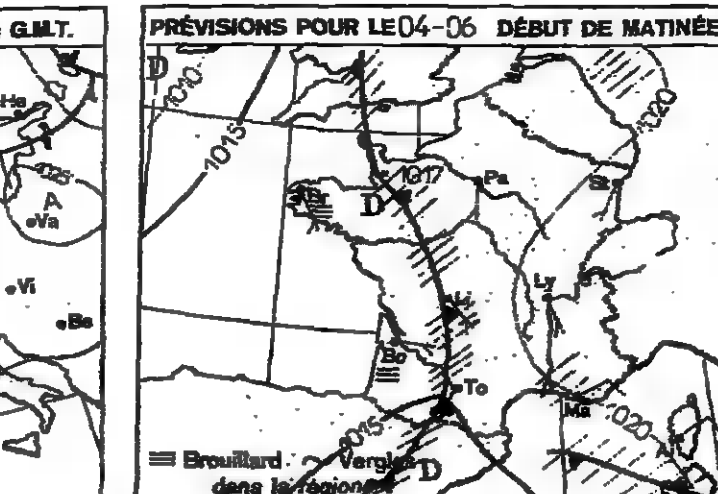
En marge occidentale, hautes pressions de l'Europe septentrionale persisteront au flux de l'ouest et de la France. Les perturbations d'Espagne pénétreront sur notre territoire et renforceront l'activité.

Vendredi, Alpes et l'Auvergne, Vosges et Ardennes, le temps chaud et ensoleillé ; des orages éclateront en fin de matinée et risquent d'être violents sur le relief.

Sur la moitié du sud ainsi que les régions méditerranéennes, les nuages abondants ; il donneront un peu de pluie, puis dans l'après-midi l'activité orageuse se renforcera ; sauf près des côtes atlantiques, où le temps sera brumeux.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 juin à 7 heures de 1018,4 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juin ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3 juin) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 21 et 16 ; Bordeaux, 25 et 16 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 27 et 15 ; Cherbourg, 25 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 12 ; Dijon, 26 et 13 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 27 et 13 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille-Marianne, 28 et 16 ; Nancy, 28 et 12 ; Nantes, 27 et 15 ; Paris, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 28 et 16 ; Pau, 26 et 15 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 27 et 14 ; Strasbourg, 31 et 14 ; Tours, 27 et 14 ; Toulouse, 27 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 3 juin à 6 heures et le vendredi 4 juin à 24 heures :

En marge occidentale, hautes pressions de l'Europe septentrionale persisteront au flux de l'ouest et de la France. Les perturbations d'Espagne pénétreront sur notre territoire et renforceront l'activité.

Vendredi, Alpes et l'Auvergne, Vosges et Ardennes, le temps chaud et ensoleillé ; des orages éclateront en fin de matinée et risquent d'être violents sur le relief.

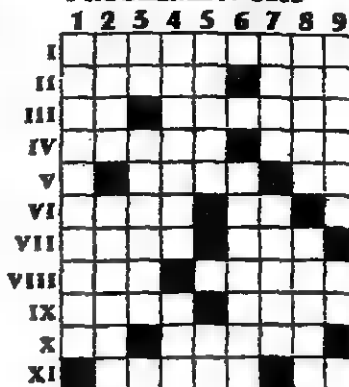
Sur la moitié du sud ainsi que les régions méditerranéennes, les nuages abondants ; il donneront un peu de pluie, puis dans l'après-midi l'activité orageuse se renforcera ; sauf près des côtes atlantiques, où le temps sera brumeux.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 3 juin à 7 heures de 1018,4 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juin ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3 juin) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 21 et 16 ; Bordeaux, 25 et 16 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 27 et 15 ; Cherbourg, 25 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24 et 12 ; Dijon, 26 et 13 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 27 et 13 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille-Marianne, 28 et 16 ; Nancy, 28 et 12 ; Nantes, 27 et 15 ; Paris, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 28 et 16 ; Pau, 26 et 15 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 27 et 14 ; Strasbourg, 31 et 14 ; Tours, 27 et 14 ; Toulouse, 27 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3203



HORIZONTALEMENT

1. Œuvre populaire du genre bouffe. - 11. Supplique. - 2. Endurer à haut le bourgeois d'ici-bas. Bourguignon ayant eu des ennemis. - 3. Hormones. - 4. Négation. - 5. Brigue. - 6. IV. - 7. Oublier. - 8. Embêtements. - 9. Spectacle. - 10. Un peu. - 11. Titre bien coté. - 12. Londres. Lettres en partance. - 13. Religieux. - 14. Copulative. - 15. - 16. - 17. - 18. - 19. - 20. - 21. - 22. - 23. - 24. - 25. - 26. - 27. - 28. - 29. - 30. - 31. - 32. - 33. - 34. - 35. - 36. - 37. - 38. - 39. - 40. - 41. - 42. - 43. - 44. - 45. - 46. - 47. - 48. - 49. - 50. - 51. - 52. - 53. - 54. - 55. - 56. - 57. - 58. - 59. - 60. - 61. - 62. - 63. - 64. - 65. - 66. - 67. - 68. - 69. - 70. - 71. - 72. - 73. - 74. - 75. - 76. - 77. - 78. - 79. - 80. - 81. - 82. - 83. - 84. - 85. - 86. - 87. - 88. - 89. - 90. - 91. - 92. - 93. - 94. - 95. - 96. - 97. - 98. - 99. - 100. - 101. - 102. - 103. - 104. - 105. - 106. - 107. - 108. - 109. - 110. - 111. - 112. - 113. - 114. - 115. - 116. - 117. - 118. - 119. - 120. - 121. - 122. - 123. - 124. - 125. - 126. - 127. - 128. - 129. - 130. - 131. - 132. - 133. - 134. - 135. - 136. - 137. - 138. - 139. - 140. - 141. - 142. - 143. - 144. - 145. - 146. - 147. - 148. - 149. - 150. - 151. - 152. - 153. - 154. - 155. - 156. - 157. - 158. - 159. - 160. - 161. - 162. - 163. - 164. - 165. - 166. - 167. - 168. - 169. - 170. - 171. - 172. - 173. - 174. - 175. - 176. - 177. - 178. - 179. - 180. - 181. - 182. - 183. - 184. - 185. - 186. - 187. - 188. - 189. - 190. - 191. - 192. - 193. - 194. - 195. - 196. - 197. - 198. - 199. - 200. - 201. - 202. - 203. - 204. - 205. - 206. - 207. - 208. - 209. - 210. - 211. - 212. - 213. - 214. - 215. - 216. - 217. - 218. - 219. - 220. - 221. - 222. - 223. - 224. - 225. - 226. - 227. - 228. - 229. - 230. - 231. - 232. - 233. - 234. - 235. - 236. - 237. - 238. - 239. - 240. - 241. - 242. - 243. - 244. - 245. - 246. - 247. - 248. - 249. - 250. - 251. - 252. - 253. - 254. - 255. - 256. - 257. - 258. - 259. - 260. - 261. - 262. - 263. - 264. - 265. - 266. - 267. - 268. - 269. - 270. - 271. - 272. - 273. - 274. - 275. - 276. - 277. - 278. - 279. - 280. - 281. - 282. - 283. - 284. - 285. - 286. - 287. - 288. - 289. - 290. - 291. - 292. - 293. - 294. - 295. - 296. - 297. - 298. - 299. - 300. - 301. - 302. - 303. - 304. - 305. - 306. - 307. - 308. - 309. - 310. - 311. - 312. - 313. - 314. - 315. - 316. - 317. - 318. - 319. - 320. - 321. - 322. - 323. - 324. - 325. - 326. - 327. - 328. - 329. - 330. - 331. - 332. - 333. - 334. - 335. - 336. - 337. - 338. - 339. - 340. - 341. - 342. - 343. - 344. - 345. - 346. - 347. - 348. - 349. - 350. - 351. - 352. - 353. - 354. - 355. - 356. - 357. - 358. - 359. - 360. - 361. - 362. - 363. - 364. - 365. - 366. - 367. - 368. - 369. - 370. - 371. - 372. - 373. - 374. - 375. - 376. - 377. - 378. - 379. - 380. - 381. - 382. - 383. - 384. - 385. - 386. - 387. - 388. - 389. - 390. - 391. - 392. - 393. - 394. - 395. - 396. - 397. - 398. - 399. - 400. - 401. - 402. - 403. - 404. - 405. - 406. - 407. - 408. - 409. - 410. - 411. - 412. - 413. - 414. - 415. - 416. - 417. - 418. - 419. - 420. - 421. - 422. - 423. - 424. - 425. - 426. - 427. - 428. - 429. - 430. - 431. - 432. - 433. - 434. - 435. - 436. - 437. - 438. - 439. - 440. - 441. - 442. - 443. - 444. - 445. - 446. - 447. - 448. - 449. - 450. - 451. - 452. - 453. - 454. - 455. - 456. - 457. - 458. - 459. - 460. - 461. - 462. - 463. - 464. - 465. - 466. - 467. - 468. - 469. - 470. - 471. - 472. - 473. - 474. - 475. - 476. - 477. - 478. - 479. - 480. - 481. - 482. - 483. - 484. - 485. - 486. - 487. - 488. - 489. - 490. - 491. - 492. - 493. - 494. - 495. - 496. - 497. - 498. - 499. - 500. - 501. - 502. - 503. - 504. - 505. - 506. - 507. - 508. - 509. - 510. - 511. - 512. - 513. - 514. - 515. - 516. - 517. - 518. - 519. - 520. - 521. - 522. - 523. - 524. - 525. - 526. - 527. - 528. - 529. - 530. - 531. - 532. - 533. - 534. - 535. - 536. - 537. - 538. - 539. - 540. - 541. - 542. - 543. - 544. - 545. - 546. - 547. - 548. - 549. - 550. - 551. - 552. - 553. - 554. - 555. - 556. - 557. - 558. - 559. - 560. - 561. - 562. - 563. - 564. - 565. - 566. - 567. - 568. - 569. - 570. - 571. - 572. - 573. - 574. - 575. - 576. - 577. - 578. - 579. - 580. - 581. - 582. - 583. - 584. - 585. - 586. - 587. - 588. - 589. - 590. - 591. - 592. - 593. - 594. - 595. - 596. - 597. - 598. - 599. - 600. - 601. - 602. - 603. - 604. - 605. - 606. - 607. - 608. - 609. - 610. - 611. - 612. - 613. - 614. - 615. - 616. - 617. - 618. - 619. - 620. - 621. - 622. - 623. - 624. - 625. - 626. - 627. - 628. - 629. - 630. - 631. - 632. - 633. - 634. - 635. - 636. - 637. - 638. - 639. - 640. - 641. - 642. - 643. - 644. - 645. - 646. - 647. - 648. - 649. - 650. - 651. - 652. - 653. - 654. - 655. - 656. - 657. - 658. - 659. - 660. - 661. - 662. - 663. - 664. - 665. - 666. - 667. - 668. - 669. - 670. - 671. - 672. - 673. - 674. - 675. - 676. - 677. - 678. - 679. - 680. - 681. - 682. - 683. - 684. - 685. - 686. - 687. - 688. - 689. - 690. - 691. - 692. - 693. - 694. - 695. - 696. - 697. - 698. - 699. - 700. - 701. - 702. - 703. - 704. - 705. - 706. - 707. - 708. - 709. - 710. - 711. - 712. - 713. - 714. - 715. - 716. - 717. - 718. - 719. - 720. - 721. - 722. - 723. - 724. - 725. - 726. - 727. - 728. - 729. - 730. - 731. - 732. - 733. - 734. - 735. - 736. - 737. - 738. - 739. - 740. - 741. - 742. - 743. - 744. - 745. - 746. - 747. - 748. - 749. - 750. - 751. - 752. - 753. - 754. - 755. - 756. - 757. - 758. - 759. - 760. - 761. - 762. - 763. - 764. - 765. - 766. - 767. - 768. - 769. - 770. - 771. - 772. - 773. - 774. - 775. - 776. - 777. - 778. - 779. - 780. - 781. - 782. - 783. - 784. - 785. - 786. - 787. - 788. - 789. - 790. - 791. - 792. - 793. - 794. - 795. - 796. - 797. - 798. - 799. - 800. - 801. - 802. - 803. - 804. - 805. - 806. - 807. - 808. - 809. - 810. - 811. - 812. - 813. - 814. - 815. - 816. - 817. - 818. - 819. - 820. - 821. - 822. - 823. - 824. - 825. - 826. - 827. - 828. - 829. - 830. - 831. - 832. - 833. - 834. - 835. - 836. - 837. - 838. - 839. - 840. - 841. - 842. - 843. - 844. - 845. - 846. - 847. - 848. - 849. - 850. - 851. - 852. - 853. - 854. - 855. - 856. - 857. - 858. - 859. - 860. - 861. - 862. - 863. - 864. - 865. - 866. - 867. - 868. - 869. - 870. - 871. - 872. - 873. - 874. - 875. - 876. - 877. - 878. - 879. - 880. - 881. - 882. - 883. - 884. - 885. - 886. - 887. - 888. - 889. - 890. - 891. - 892. - 893. - 894. - 895. - 896. - 897. - 898. - 899. - 900. - 901. - 902. - 903. - 904. - 905. - 906. - 907. - 908. - 909. - 910. - 911. - 912. - 913. - 914. - 915. - 916. - 917. - 918. - 919. - 920. - 921. - 922. - 923. - 924. - 925. - 926. - 927. - 928. - 929. - 930. - 931. - 932. - 933. - 934. - 935. - 936. - 937. - 938. - 939. - 940. - 941. - 942. - 943. - 944. - 945. - 946. - 947. - 948. - 949. - 950. - 951. - 952. - 953. - 954. - 955. - 956. - 957. - 958. - 959. - 960. - 961. - 962. - 963. - 964. - 965. - 966. - 967. - 968. - 969. - 970. - 971. - 972. - 973. - 974. - 975. - 976. - 977. - 978. - 979. - 980. - 981. - 982. - 983. - 984. - 985. - 986. - 987. - 988. - 989. - 990. - 991. - 992. - 993. - 994. - 995. - 996. - 997. - 998. - 999. - 1000. - 1001. - 1002. - 1003. - 1004. - 1005. - 1006. - 1007. - 1008. - 1009. - 1010. - 1011. - 1012. - 1013. - 1014. - 1015. - 1016. - 1017. - 1018. - 1019. - 1020. - 1021. - 1022. - 1023. - 1024. - 1025. - 1026. - 1027. - 1028. - 1029. - 1030. - 1031. - 1032. - 1033. - 1034. - 1035. - 1036. - 1037. - 1038. - 1039. - 1040. - 1041. - 1042. - 1043. - 1044. - 1045. - 1046. - 1047. - 1048. - 1049. - 1050. - 1051. - 1052. - 1053. - 1054. - 1055. - 1056. - 1057. - 1058. - 1059. - 1060. - 1061. - 1062. - 1063. - 1064. - 1065. - 1066. - 1067. - 1068. - 1069. - 1070. - 1071. - 1072. - 1073. - 1074. - 1075. - 1076. - 1077. - 1078. - 1079. - 1080. - 1081. - 1082. - 1083. - 1084. - 1085. - 1086. - 1087. - 1088. - 1089. - 1090. - 1091. - 1092. - 1093. - 1094. - 1095. - 1096. - 1097. - 1098. - 1099. - 1100. - 1101. - 1102. - 1103. - 1104. - 1105. - 1106. - 1107. - 1108. - 1109. - 1110. - 1111. - 1112. - 1113. - 1114. - 1115. - 1116. - 1117. - 1118. - 1119. - 1120. - 1121. - 1122. - 1123. - 1124. - 1125. - 1126. - 1127. - 1128. - 1129. - 1130. - 1131. - 1132. - 1133. - 1134. - 1135. - 1136. - 1137. - 1138. - 1139. - 1140. - 1141. - 1142. - 1143. - 1144. - 1145. - 1146. - 1147. - 1148. - 1149. - 1150. - 1151. - 1152. - 1153. - 1154. - 1155. - 1156. - 1157. - 1158. - 1159. - 1160. - 1161. - 1162. - 1163. - 1164. - 1165. - 1166. - 1167. - 1168. - 1169. - 1170. - 1171. - 1172. - 1173. - 1174. - 1175. - 1176. - 1177. - 1178. - 1179. - 1180. - 1181. - 1182. - 1183. - 1184. - 1185. - 1186. - 1187. - 1188. - 1189. - 1190. - 1191. - 1192. - 1193. - 1194. - 1195. - 1196. - 1197. - 1198. - 1199. - 1200. - 1201. - 1202. - 1203. - 1204. - 1205. - 1206. - 1207. - 1208. - 1209. - 1210. - 1211. - 1212. - 1213. - 1214. - 1215. - 1216. - 1217. - 1218. - 1219. - 1220. - 1221. - 1222. - 1223. - 1224. - 1225. - 1226. - 1227. - 1228. - 1229. - 1230. - 1231. - 1232. - 1233. - 1234. - 1235. - 1236. - 1237. - 1238. - 1239. - 1240. - 1241. - 1242. - 1243. - 1244. - 1245. - 1246. - 1247. - 1248. - 1249. - 1250. - 1251. - 1252. - 1253. - 1254. - 1255. - 1256. - 1257. - 1258. - 1259. - 1260. - 1261. - 1262. - 1263. - 1264. - 1265. - 1266. - 1267. - 1268. - 1269. - 1270. - 1271. - 1272. - 1273. - 1274. - 1275. - 1276. - 1277. - 1278. - 1279. - 1280. - 1281. - 1282. - 1283. - 1284. - 1285. - 1286. - 1287. - 1288. - 1289. - 1290. - 1291. - 1292. - 1293. - 1294. - 1295. - 1296. - 1297. - 1298. - 1299. - 1300. - 1301. - 1302. - 1303. - 1304. - 1305. - 1306. - 1307. - 1308. - 1309. - 1310. - 1311. - 1312. - 1313. - 1314. - 1315. - 1316. - 1317. - 1318. - 1319. - 1320. - 1321. - 1322. - 1323. - 1324. - 1325. - 1326. - 1327. - 1328. - 1329. - 1330. - 1331. - 1332. - 1333. - 1334. - 1335. - 1336. - 1337. - 1338. - 1339. - 1340. - 1341. - 1342. - 1343. - 1344. - 1345. - 1346. - 1347. - 1348. - 1349. - 1350. - 1351. - 1352. - 1353. - 1354. - 1355. - 1356. - 1357. - 1358. - 1359. - 1360. - 1361. - 1362. - 1363. - 1364. - 1365. - 1366. - 1367. - 1368. - 1369. - 1370. - 1371. - 1372. - 1373. - 1374. - 1375. - 1376. - 1377. - 1378. - 1379. - 1380. - 1381. - 1382. - 1383. - 1384. - 1385. - 1386. - 1387. - 1388. - 1389. - 1390. - 1391. - 1392. - 1393. - 1394. - 1395. - 1396. - 1397. - 1398. - 1399. - 1400. - 1401. - 1402. - 1403. - 1404. - 1405. - 1406. - 1407. - 1408. - 1409. - 1410. - 1411. - 1412. - 1413. - 1414. - 1415. - 1416. - 1417. - 1418. - 1419. - 1420. - 1421. - 1422. - 1423. - 1424. - 1425. - 1426. - 1427. - 1428. - 1429. - 1430. - 1431. - 1432. - 1433. - 1434. - 1435. - 1436. - 1437. - 1438. - 1439. - 1440. - 1441. - 1442. - 1443. - 1444. - 1445. - 1446. - 1447. - 1

15.50

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 3 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Mon petit âne, ma mère.
De P. Valat. Avec J. Spieser, E. Bellego, V. Descamps, C. Renaud.
Mère abusive et problème de belle-mère dans le couple. Collectif exerce une pression sur son gendre de ses comportements impudiques de sa femme.
22 h 10 Sports : Tennis.
A Roland-Garros (résumé de la journée).
23 h 35 Série : L'aventure des plantes.
De J.-M. Pili et J.-P. Cury.
Une face à face au : l'homme et l'orchidée.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant.
Une si jolie petite ville : Castres.

21 h 45 Magazine : Les enfants du rock.
Quelques groupes super-vide 82 : un film sur le groupe AC/DC : portrait de Marvin Gaye.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

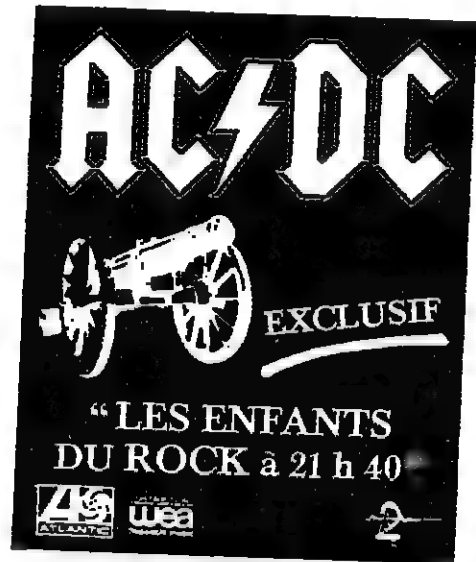
h 35 Cinéma (en hommage à Romy Schneider) : « Les innocents aux mains ».
Film français de C. Chabrol (1974).
Avec : S. Sauter, P. Giusti, J. Rochefort, F. Maistre, P. Santini (rediffusion).
A Saint-Tropez, Julie, délaissée par son mari, homme riche, plus âgé qu'elle et cardiaque, devient la maîtresse d'un jeune qu'elle aime. Un crime parfait. A partir d'un homme. Belle, mystérieuse, sans cesse modifiée psychologiquement par ses robes et ses coiffures. Romy Schneider fut admirable dans ce rôle insolite, dans ce rôle glacé où le monde en scène rigueur d'un Fritz Lang.
22 h 20 Journal.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Récital Tacchino : Concerto pour flûte et harpe, de Massenet.

FRANCE-CULTURE

20 h, Nouveau répertoire dramatique : Entretien avec J.-G. Norrmann : « Karolka », de J.-G. Norrmann. Avec : V. Viole, N. Nerval, N. Borgeaud, M. Thierry, etc.
22 h 35, Naïfs magiques : God save my cup of tea (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

h 30, Concert (en direct de l'auditorium 105 à Radio-France) : « Troisème quatuor en la mineur », de Gounod : « Quatuor », de Verdi : « Quatuor », de R. Strauss, par le quatuor Margrand.
22 h 45, La nuit sur France-Musique : Soirée de recherches radiophoniques : électroacoustiques : Schwartz : 0 h 5, Kurt Weill.



Vendredi 4 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Feuilleton : La vérité tient un fil.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Sports : Tennis.
En direct de Roland-Garros.
18 h 25 L'été aux enfants.
18 h 45 Quotidienement votre.
19 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 55 Émissions régionales.
19 h 55 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Plumes et diamants.
De J.-C. Averty, avec Zizi Jeanmaire, Bono et P. Pél.
21 h 35 Feuilleton : Marlène.
De J. Pigot, Avec M. Demongot, P. Guers, J. Ripoll.
Les exploits insolites d'une femme et de sa chienne Bichou.
22 h 35 Sports : Tennis.
A Roland-Garros (résumé de la journée).
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h 30 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai le mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 45 Aujourd'hui la vie.
Le mauvais pape.
15 h 5 Série : Embarquement immédiat.
De J.-C. Averty, avec Zizi Jeanmaire, Bono et P. Pél.
16 h 45 Les adresses du passé : James Joyce.
De J.-C. Averty et R. Barad (rediff.).
17 h 50 Récit A 2.
Mes notes ont la parole : M. Di. M. Robelle.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
20 h Woody Woodpecker.
20 h 55 Journal.
21 h 55 Feuilleton : Les invités.
De J. Robert, réal. R. Pigot, Avec M. Loesdale, J. M. Bory, N. Calfan.
Une jeune journaliste et sa femme organisent une réception dans leur propriété de Normandie. La fête tourne au drame.
22 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot. En route, compagnons.
Avec C. Kraft-Pourcel (le Colporteur et la Sorcière), H. Pissard (le Pain et la terre), M. Vincent (les Éclats de Compostelle), D. Roche (pour : le Journal de ma vie), par J.-L. Meneret.
23 h 55 Journal.
23 h 55 Cinéma (cycle « Jeune » français) : Une fille unique.
Film français de P. Nahon (1976), avec S. Chesneau, L. Labrassat, P. Nahon, J. Balasko, S. Maggiani, A. Salicrú.
Juillet 1935. En vacances dans la propriété familiale, la fille unique d'une bourgeoisie de province a des problèmes avec son mari, militant communiste. Un jeune Allemand apporte les échos du nazisme. Un groupe social se fâche, investi par le climat historique. Philippe Nahon a filmé et dialogué de façon moderne des échos idéologiques d'une époque où se préparaient le Front populaire.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Vidéos.
18 h 55 Tribune libre.
La C.F.T.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
h 35 Nouveau Vendredi : La face cachée du sommet.
Dans le cadre de « Deux croisés », magazine d'André Campagne et Jean-Charles Buis, un jeu d'Alain Tabb.
Réal. Jean-Marie Perdu.
Autour de la table qui réunit, à l'occasion, les chefs d'Etat et de gouvernement représentant sept pays industrialisés, se confrontent des modes de vie, des cultures et des choix de société. Un reportage sur ces sept pays face à la crise suivi d'un débat, en direct de Versailles, avec Jacques Attali, entouré de plusieurs chefs d'Etat étrangers.
21 h 30 Téléfilm : L'ombre sur la plage.
Réal. Luc Béraud. Avec T. Liotard, C. Rodgrave, P. Bonta, etc.
Une jeune femme se souvient de son engagement dans la Résistance, de sa rencontre avec un officier anglais, Harry, d'amour, mais aussi un réquisitoire contre la guerre.
22 h 30 Journal.
23 h Prélude à la nuit.
Variation sur un thème de F. Bridge, de B. Britten.

FRANCE-CULTURE

h 2, Matinées : Actualité de l'histoire. Vingt siècles de routes françaises : le mythe Iliade : M. Jacquot.
h 3, Les chemins de la connaissance : Quelques grandes dates de l'histoire de Narbonne (folklore et poterie) : h 32, Culture et politique : Perle de culture au Japon : h 30, Écho au lecteur.
h 45, Le texte et la marge : « Marguerite 1925 », de Micheline Bonin.
h 5, Libre parcours réaliste : F. Cambril, harpe ; H. Bonnet, violon ; H. Zalk, violon ; M. Michon, alto ; J.-L. Bourre, violoncelle (Barok, Debussy, Caplet).
h 7, Les mystères chrétiens des origines, avec O. Clément.
h 45, Panorama.
h 5, Musiques extra-européennes : Cinq siècles de coexistence entre Grecs et Turcs.
h 5, Sons : Publics, voix et vent.
h 5, Un livre, des voix : « L'Alliance », de J.-A. Michon.
h 5, Les incantations de l'histoire : René-Marie Pilet (3).
h 16, Pouvoirs de la musique : Émission spéciale « Ours ».
h 30, Terreurs, merveilles et frissons d'australopithecus : « Le guerrier de la nuit à la tête couverte de sang », d'après J.-A. Cortis.
h 30, Les grandes œuvres de la science moderne : le Centre national des études spatiales.
h 5, L'homme dans le royaume : Saint-Pol Roux.
h 30, Black and blue : Elis Regina.
h 5, Naïfs magiques : God save my cup of tea (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

h 6, Musiques de : Œuvres de Deshayes, Paganini, Regner, Beethoven, C.-P.-E. Bach, Moussorgski.
h 7, Quotidien Musique.
h 9, Musiques d'aujourd'hui : Le nouveau lyrisme : l'opéra (Berg, Bartok, Wagner, Sinopoli, Reimann, Kerner, Ferrero, Rihm).
h 12, Éclaircissements : Œuvres de Viennet.
h 12 h 35, Jazz « 8 » vous plaît.
h 13, Les solistes (en direct du studio 109) : Œuvres de Haydn, Beethoven, Schumann, par le Trio Henry.
h 14, Boîte à musique : Œuvres de.
h 14 h 30, Les enfants d'Orphée.
h 15, D'une : Œuvres : Crussell, Magnard, Giliere, Debussy.
h 17 h 2, L'histoire de la musique : Les trouvères et les troubadours.
h 18, Studio-Concert (en direct du studio 106) : Œuvres de Frescobaldi, Castello, Corelli, par G. Bezzina, violon, B. Verlet, clavier, et C. Giordelli, violoncelle.
h 19 h 38 Jazz.
h 20, Musiques contemporaines.
h 20 h 30, Concert : « Symphonie n° 7 », de Sibelius : « Double concerto pour violon et violoncelle », de Part ; « Ennes Sec-hild », de Trojahn ; « Tiento », de Halffter, par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck : S. Gavriloff, violon ; U. Heinen, violoncelle ; dir. C. Halffter.
22 h 5, La nuit sur France-Musique : Les mots de Françoise Xénakis : 23 h 5, Écrans : A. Duhamel ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

SUR LES GRANDES ONDES

JEUDI 4 JUIN

Europe 1, 20 h : Radio libre groupe Téléphone.

VENDREDI 4 JUIN

Europe 1, 8 h : Radio libre aux papiers.

R.T.L., 8 h 30-11 heures : Patrick Sabatier reçoit Roger Peyrefitte pour « L'illustre écrivain ».

R.M.C., 12 h 45 : Jean d'Ormesson.

SAMEDI 5 JUIN

France-Inter, 20 h : La Tribune de l'histoire. Une incursion

dimanche 6 juin

Europe 1, 19 h : « Le Club de la presse », avec M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R.

LUNDI 7 JUIN

Europe 1, 20 h : Livre à l'Orchestre de Paris.

R.M.C., 12 h 45 : André Laurens.

MARDI 8 JUIN

Europe 1, 20 h : Radio libre aux femmes seules.

MERCREDI 9 JUIN

Europe 1, 20 h : Radio libre à l'U.D.F.

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES

(A. v.f.), La Royale, 8 (265-92-66) ; Grand Palais, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

L'ENQUÊTEUR (A. v.a.), Olympia

Batles, 14 (278-34-53) ; Studio Gai-ly-Cent, 3 (326-90-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT

(A. v.f.), J. Hannequin, 9 (770-47-45).

BANANAS (A. v.a.), Cinéma-Batou

(271-52-36) ; Studio Média, 5 (325-59-83) ; Publicis, Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; (v.f.), Paramount Batou, 12 (343-79-17) ; Paramount Gai-ly, 15 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-98-10) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.f.)

Rez, 3 (236-83-93) ; U.G.C. Gai-ly, 12 (336-23-44) ; Grand Palais, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

BLOW UP (A. v.a.), Calypso, 17

(380-30-11).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAUD

(A. v.a.), U.G.C. Gai-ly, 12 (329-42-63) ; Émile, 8 (358-15-11) ; (v.f.), Rez, 3 (236-83-93) ; Mimi-LES CHARLOTS DE FEU (A. v.a.), Studio de la Harpe, 5 (334-36-83) ; U.G.C. Marbut, 19 (203-02-65).

LES CHEVAUX DE FEU (B. v.a.), Rivoli-Cinéma, 4 (272-63-32)

LA CITÉ DES ÉMIGRÉS (L. v.a.), Rivoli-Cinéma, 4 (272-63-32) ; Cinéma, Préfect, 19 (203-02-65).

COLLÈGE (A. v.a.), Mimi, 4 (278-47-86)

LE CRI (A. v.a.), Desfont, 14 (321-41-01).

2001 L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A. v.f.)

J. Hannequin, 9 (770-47-45).

DEUX NIGAUDS CONTRE KENSTEN (A. v.a.), Action, 15

(325-72-07).

DEROUZOUZALA (B. v.a.), J. Co-

ten, 5 (354-47-82) ; St-Lambert, 15 (332-91-68).

DODDS CADDEN (J. v.a.), Saint-

Lambert, 15 (332-91-68).

DONNA FLORE ET SES DEUX MARIS

(B. v.a.), Desfont, 14 (321-41-01).

LES ENFANTS DU PARADIS (P. v.a.)

Randolph, 16 (288-64-44).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A. v.a.), Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.a.), Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07).

FRANKENSTEIN JE (A. v.f.), Opéra-

Night, 2 (296-63-50).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT

(A. v.a.), Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

L'IMPOSSIBLE M. BÉNE (A. v.a.), Nickel-Eclat, 3 (325-72-07).

INDISCRETIONS (A. v.a.), Nickel-Eclat, 3 (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.a.), Ba-

roque de l'Image, 9 (324-11-51).

LUDWIG, REQUIEM POUR UN ROI

VIENNE (A. v.a.), Opéra, 14 (321-41-01).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (P. v.a.)

Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-22) ; Olympia, 14 (343-67-42).

1900 (L. v.a.), 14 (343-67-42) ; 1900 (L. v.a.), 14 (343-67-42) ; 1900 (L. v.a.), 14 (343-67-42).

LE MIRAGE DE LA VIE (A. v.a.), Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07).

MON ONCLE (P. v.a.), Timpéria, 3 (272-63-32) ; Timpéria, 3 (272-63-32).

NEW YORK NEW YORK (A. v.a.), St-

Germaine, 9 (633-97-77) ; St-Germaine, 9 (633-97-77) ; St-Germaine, 9 (633-97-77).

NOCES DE MARI (B. v.a.), St-

Ambroise, 11 (700-49-16) ; St-Ambroise, 11 (700-49-16) ; St-Ambroise, 11 (700-49-16).

LES NOUVEAUX MONSTRES (L. v.a.), L'Espresso, 3 (325-72-07).

ORFÈVE NEGRO (P. v.a.), Desfont, 14

(321-41-01).

PEUR SUR LA VILLE (P. v.a.), Capit, 2

(308-11-09).

PROFESSEUR REPORTER (A. v.a.), Olympia, 14 (343-67-42) ; Olympia, 14 (343-67-42).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.a.), Olympia, 14 (343-67-42) ; Olympia, 14 (343-67-42).

ROLLERBALL (A. v.a.), Calypso, 17

(380-30-11).

RUBY GENTLY (A. v.a.), Olympia

Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.f.), Opéra-Night, 2 (296-63-50).

LA STRADA (L. v.a.), A. Bixio, 14

(374-76-39).

TEX AVERY FOLLIES (A. v.a.), Saint-

Ambroise, 11 (700-49-16).

TREIZ SUR LE PIANISTE (P. v.a.), 14 Juillet-Parade, 6 (326-38-00).

LES 39 MARCHES (A. v.f.), Bergère, 3

(770-77-58).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES

(A. v.a.), Épi-de-Bos, 3 (337-57-47).

Les festivals

HOMMAGE A JACK LEMMON (A. v.a.)

Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07) ; Action, 15 (325-72-07).

LA VILLE, LIEU DU DRAME (A. v.a.)

Parade, 3 (326-12-12) ; The Paris.

HOMMAGE A RAUL WALSH (A. v.a.)

Action, La Fayette, 9 (878-80-50) ; Il était une fois un bon-homme.

LES GRANDS SÉDUCTEURS DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9

(770-63-40) ; Les Films Bénédictine ; la Mille deuxième nuit.

MARGUERITE DURAS : Action Ré-

public, 11 (805-51-33) ; Dumas, 14 (321-41-01).

CYCLE ÉRIC ROHMER : Olympia, 14

(542-67-42) ; Le Genon de C.

INCRID BERGMAN (A. v.a.) : Acadia, 17

(764-97-83) ; La Nuit des forêts.

FRED ASTAIRE (A. v.a.) : Mac-Mahon, 17

(380-24-81) ; C. B.

PROMOTION DU CINÉMA (A. v.a.) : Studio 28, 18

(606-36-07) ; Elle voit des naus partout.

FILMS CHINOIS - OMBRES ÉLEC-

TRICHES (A. v.a.) : La Pagode, 7 (705-12-13).

RENÉ CLAIR : Escorial, 13

(28-04) ; Le Million : 14 Juillet ; Sous les toits de Paris.

MIKHAILOV KONTCHALOVSKY (A. v.a.) : Espace Gai-ly, 14

(327-95-94) ; en alternance : le Premier Maître ; L'écrit de gentillesse ; Oncle Vania.

PANORAMA DU COURT MÉTRAGE FRANÇAIS : Faïence des Arts, 16

(326-92-55) ; L'Espresso, 20 h 30 et 22 h 30.

Les hospices : « entre les chiffres et le mépris »

Sainte-Beuve avait ses Lunds où l'on parlait de tout et de rien, de politique et de morale. Michel Thoulouze, sur T.F. 1, « ses mercredis », « les Mercredis de l'information », un magazine grand public. Au dernier sommaire, le reportage de Jérôme Kanapa s'est ouvert et refermé sur une chanson grinçante : « On n'a pas tous les jours vingt ans ». C'était l'univers des hospices dans toute son horreur, même si la caméra évitait s'attarder sur des « On n'a pas tous les jours vingt ans ».

C'est bien de qu'il s'agit : la maison de retraite, l'hôpital de long séjour ou l'hospice, c'est encore, dans trop de cas, la mort sociale, le mourir ou notre société productive re-lique ses vieillards, ceux du qua-trième âge, lorsque la misère et la maladie, et plus encore la soli-tude et l'isolement, conjuguent leurs effets pour accroître, à l'ap-proche de la mort, la dépendance et la marginalisation des plus fai-bles, des plus déshérités.

La mort, certains l'attendent depuis quinze ans dans un dortoir à Gargny en Normandie : un dé-bâtement départemental qui est tout à la fois un hospice, un centre d'hébergement, une maison pour handicapés, l'ex-emple même de ces institu-tions dont le gigantisme, l'im-plan-tation et la gestion évoquent les « pires hôtels-Dieu du dix-neuvième siècle. Neuf cents ré-dents répartis à l'écart de tout vil-lage, à vingt-cinq kilomètres de Rouen, des dortoirs, des d'assistants so-ciaux, de kinésithérapeutes à temps plein, de rééducateurs et de psychologues ; pas d'autres dé-clarations que le bistrot voisin, fermé à la demande du directeur. L'espèce de coin qui a pris le re-lief, fait fortune avec ses mille li-tres de vin défilés chaque mois : l'alcoolisme est le dernier refuge des petits vieux en uniforme de couil. Une situation d'autant plus scandaleuse, que l'inspec-tion générale des affaires so-ciales l'avait clairement dénon-cé en 1971 puis en 1978.

JEAN BENOIT

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 4 JUIN

M. Michel Rolan, président de l'Agence pour la maîtrise de l'énergie, participe à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 6 h 30.

M. Jacques Attali, spécialiste du président de la République est l'invité de l'émission consacrée au son-met de Versailles à 19 h 20 sur France-Inter.

VENDREDI 5 JUIN

M. Maxime Grynauz, secrétaire du comité central du P.C., est l'invité de l'émission « Plaidoyer » de R.M.C., à 8 h 30.

M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, participe au journal de TF 1, à 13 heures.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

Porte d'Orléans
Meudon - La Défense

STAGES INTENSIFS

2 h 30 par jour durant 1 semaine

tennis-action - Forest Hill

246 16 55

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 6 juin

Les soucis de la Cour des comptes

Cour des comptes : de moyens pour accomplir sa mission : le contrôle du bon emploi des fonds p...

ENQUÊTE D'ÉRIC ROHDE

équipement

LES METROPOLES FRANÇAISES FACE A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Un centre de commerce international à Paris et un Institut du tiers-monde à Marseille ?

M. Emile Arrighi de Casanova, membre du conseil économique et social, a présenté, ce jeudi matin 3 juin, le rapport qu'il vient de remettre à M. Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, sur « les moyens d'accroître le rayonnement international de Paris et de sa région, ainsi que des principales métropoles régionales ». Cette étude avait été

demandée à M. Arrighi de Casanova par le gouvernement de M. Barre ; sa mission lui a été confiée après le 10 mai.

Une des idées-forces qui se dégage de ce document est que le rayonnement international des grandes métropoles dépend essentiellement de leur puissance industrielle, mais qu'« il importe d'ajouter des

activités culturelles aux initiatives économiques » pour « influencer l'extérieur des grandes villes françaises ».

Des propositions concrètes sont proposées, par exemple création à Paris d'un « centre de commerce international et, à Marseille, d'un Institut du développement des pays du tiers-monde ».

Il ne s'agit pas de réindustrialiser Paris pour en alimenter à nouveau le poids économique, écrit M. Arrighi de Casanova, mais pour y maintenir une activité diversifiée. Pas n'importe laquelle, mais de préférence représentative de sa réputation internationale en matière d'art et de création. Le rapport propose de réorienter dans la capitale et dans la banlieue, les industries de la haute couture, du prêt-à-porter, de la bijouterie-joaillerie, de la ferronnerie et de l'édition. Il est notamment envisagé l'organisation d'une biennale des métiers d'art, d'un marché à terme de l'or et la réalisation d'un ensemble consacré à la mode dans le quartier des Halles. Enfin, l'allégement des procédures d'agrément pour les entreprises est évidemment souhaitable, ainsi que le développement des secteurs de pointe qui devraient être en relation avec les centres de recherche.

Ce qui est vrai pour Paris l'est aussi pour la province. « à ceci près que, longtemps, cette province n'a souffert de la mauvaise administration des activités, mais de leur insuffisance ». Le rapport précise que « ce n'est donc plus à Paris de parvenir à d'autres villes pour les hisser au rang international ; mais c'est à ces dernières d'affirmer leurs ambitions en développant leurs capacités, et c'est à la solidarité nationale de jouer en faveur des mieux placées pour aider à devenir plus et plus complètement d'autres poles d'attraction ». C'est un correctif de taille apporté à la politique

menée par l'aménagement du territoire mais qui est parfaitement conforme aux récentes initiatives gouvernementales à propos des régions. M. Arrighi de Casanova cite ces atouts « provinciaux » trop connus : les frontières qu'il faut « développer » ; Lyon, par exemple, « capitale de la santé » ; le transfert de la technologie en matière des pays méditerranéens.

Les places financières

Mais aucune politique en valeur internationale ne peut être conduite efficacement si un effort tout particulier n'est fait pour attirer sur elle son lot de décisions. Les quartiers généraux d'entreprise qui créent des emplois et salaires, les services relevant du tertiaire. Tandis que la Belgique compte une trentaine de sièges sociaux et la Grande-Bretagne une quarantaine, nous n'en dénombrons que vingt chez nous. Une vingtaine presque tous installés à Paris et dans la banlieue immédiate, ce qui place en queue la Suisse et l'Allemagne fédérale. Pour tenter de redresser cette situation, le rapport propose de développer l'étude d'éventuels allègements fiscaux susceptibles de ténifier la part des entreprises et étrangers, la prise en charge partielle du coût d'installa-

tion des sociétés étrangères et l'étude de liaisons portuaires. Paris, Lyon, Valbonne, Strasbourg et Marseille paraissent mieux placés pour accueillir la décision. Le rôle de la place financière internationale donne un poids particulier dans l'économie du monde. L'exemple de Londres et de New-York est aussi, dans un degré moindre, celui de Francfort, Genève, Zurich et Tokyo. En France, seul Paris est en mesure de tenir la comparaison. Le rapport propose d'implanter d'établir une banque unique des valeurs immobilières, de diversifier les produits négociés en bourse et de continuer d'éliminer les distorsions fiscales pénalisant le marché français des assurances, et de créer en France un marché véritable international des valeurs d'art.

Les moyens du dialogue Nord-Sud

Il apparaît que seules aujourd'hui, Strasbourg, dans le cadre européen et Marseille, dans le cadre méditerranéen peuvent jouer un véritable rôle international. C'est pour laquelle le rapport recommande aux Pouvoirs publics de renouveler pour la capitale alsacienne « le statut européen » qui permet à cette ville « siége du conseil de l'Europe » de se maintenir à un haut niveau. Une autre mesure toujours dans ce domaine européen, pourrait être faite avec

Lille-Roubaix-Tourcoing, bien placée par rapport à l'Angleterre et à la Belgique pour accueillir les activités internationales. Enfin le rapport estime que « la France a un rôle unique à jouer dans le dialogue Nord-Sud » ; passé colonial, les pratiques pays d'outre-mer, sa langue, rendent moins utopiques les projets visant à redonner à l'Union son rôle d'union ». La création d'un institut de développement à Marseille « comblerait un vide lourdement menacé s'il subsistait. Les pays du tiers-monde souffrent, en effet, de ne pas avoir de problèmes propres de développement. Ils acceptent les nôtres ou plutôt s'y résignent ; alors que ces modèles ne tiennent compte ni des besoins locaux ni du respect des exigences spirituelles et des patrimoines culturels ».

Cet institut auquel seraient cités économistes, sociologues, juristes, philosophes et ingénieurs, pays du tiers-monde s'attacheraient à l'étude de tous les sujets qu'ils soient économiques ou culturels « visant à concilier le décollage économique de ces régions et le respect des spécificités humaines ». Enfin pourquoi ne pas envisager de créer à l'intérieur de cet institut un centre de formation pour les coopérants mais aussi les dirigeants du tiers-monde « soucieux de s'écarter du mimétisme occidental » ?

JEAN PERRIN.

Grève dans les services d'étude régionaux de la DATAR

Que vont devenir les OREAM (Organisations régionales d'études d'aires métropolitaines) et quelque quatre-vingts urbanistes, économistes, architectes, ingénieurs - contractuels - qui travaillent ? La question doit être tranchée au cours d'une réunion interministérielle le 11 juin à Matignon. Mais les personnels, craignant depuis plusieurs mois un démembrement de leurs équipes et dénonçant l'absence de concertation réelle des pouvoirs publics quant à leur futur statut dans le cadre de la décentralisation, ont mis en grève le 2 juin, à l'appel d'un Collectif, le soutien de la C.F.D.T.

Créées à partir de 1966, au nombre de neuf aujourd'hui (1), les OREAM ont été chargées d'établir des schémas régionaux d'aménagement urbain, des schémas massifs montagneux, de faire des études de conversion industrielle, de développement portuaire, de développer les pays. Les personnels sont des contractuels (non fonctionnaires titulaires), payés par la DATAR, qui utilise les OREAM des services extérieurs régionaux (au même titre que les commissariats in-

dustriels ou interministérielles d'aménagement) mais gérés par le ministère de l'urbanisme et du logement.

Dans la future organisation territoriale des services de l'Etat il est prévu que les personnels des OREAM travailleront sous la responsabilité du commissaire de la République dans les régions, à la préparation et à l'exécution du plan régional et à l'harmonisation entre le plan national et le plan régional.

On précise à la DATAR à Matignon, face au malaise des personnels des OREAM qu'il n'est pas question de licenciements. La question - certes délicate - est de savoir si les services d'études pourront bénéficier, tout en étant rattachés administrativement aux commissaires de République, d'une certaine autonomie et notamment travailler, par convention, pour le conseil régional.

publicité

Laboratoire d'Architecture et d'Urbanisme

1^{er} COLLOQUE INTERNATIONAL

1^{er} SYMPOSIUM ARCHITECTURAL

11-12 juin 1982

ESPACE : CONSTRUCTION ET SIGNIFICATION

ANNUAIRE DE LA THÉORIE DE L'ARCHITECTURE (Le Corbusier)

L'ARCHITECTURE (LYON)

Ateliers de séminaire général, Ateliers de séminaire architecturaux

Communications et débats (langue française) :

M. ARNOUD, P. BASTIEN, J.-M. FLORE, L. DARRAUD, J. ZILBERSTEIN, A. HERRE, P. J. MONTAUDO, Z. NUEL, C. CANZIAN, B. SCHNEIDER, M. TESSIER, P. THURMANN.

Directeur : Alain BENOIST

Conseil scientifique :

A.-J. GORDON

Programme d'inscriptions :

L.A.S.O. 1982 N° 1

144, rue de Valenciennes, 75019 PARIS

Tél. : 306-78-70 - Mme GUENIN

(possibilité de conditions particulières)

Colloque organisé avec le soutien de la Direction de l'Architecture et du Logement du Ministère de l'Urbanisme et du Logement

(1) En Lorraine, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Alsace, dans les Pays de la Loire, dans le Centre, en Picardie et en Bretagne (pour les régions Normandes).

Le bateau de Greenpeace bloqué à Leningrad. - Le bateau du groupe écologiste Greenpeace, le *Si-rius*, est bloqué dans le port de Leningrad, placé sous la surveillance soviétique, et il ne peut émettre en communication avec l'extérieur.

Le bateau est arrivé le 30 mai dans le port soviétique, en provenance d'Helsinki (Finlande), pour protester contre les essais nucléaires et la pollution radioactive. « Nous n'avons eu depuis quatre-vingt heures », a précisé le porte-parole du Greenpeace Paris, « Seul un journaliste néerlandais a été autorisé à téléphoner brièvement pour dire qu'ils étaient bloqués » sous garde soviétique dans le port. - (A.P.)

Monsieur X, que voulez-vous faire du groupe Jacques Borel International ?

En pleine agitation boursière, les cadres du Groupe Jacques Borel International s'adressent à ceux qui remettent en cause le projet d'entreprise

Monsieur X, vous qui achetez massivement les titres de notre société en Bourse, vous avez certainement un projet industriel ?

Vous devez savoir que pour le réaliser il ne vous suffira pas d'acquiescer à nos actions. Il vous faudra aussi obtenir l'adhésion, susciter notre implication et maintenir notre cohésion. Elles nous ont déjà permis de réussir le redressement de notre entreprise et demeurent un atout déterminant.

Vous devez savoir que, depuis plusieurs mois, nous sommes tous engagés dans le projet de rapprochement Jacques Borel International et Novotel. Il est approuvé par le comité central d'entreprise, et doit être soumis à l'assemblée générale des actionnaires du 28 juin prochain.

Fondé sur de multiples complémentarités et sur des synergies déjà éprouvées, ce rapprochement ouvre d'importantes perspectives de développement en France et à l'étranger. Il conforte l'ensemble des activités du Groupe. Il sécurise l'emploi.

Votre action peut remettre en cause ces perspectives.

Communiqué suite à la réunion de cadres du 1^{er} juin 1982. « Un groupe de cadres du Groupe Jacques Borel International » 33, rue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15

Monsieur X,

— Si vous visez bien l'accomplissement d'un véritable projet d'entreprise, différent du nôtre, sachez que nous ne le rejetons pas a priori. Il devra cependant être suffisamment compétitif au regard des avantages qu'apporte le rapprochement entre le premier groupe français de restauration et le numéro un de l'hôtellerie.

— Si toutefois votre ambition se limitait à une simple augmentation de vos actions, vous devez faire en sorte que le pouvoir qui y est associé ne soit pas utilisé pour mettre en échec notre projet. Vous n'avez en effet pas le droit de pénaliser l'avenir des dix-sept mille salariés du Groupe.

En toute hypothèse, votre silence n'est plus acceptable. Il est à l'encontre des valeurs essentielles que nous avons su développer dans ce Groupe. Il génère déjà un climat préjudiciable.

Vis-à-vis de l'entreprise et de tout son personnel, vous n'avez plus le droit de vous taire.

TRANSPORTS

UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT D'U.T.A.

Les compagnies aériennes privées sont complémentaires d'Air France

Y a-t-il place pour trois compagnies sur le marché aérien français ? Quelle est la part d'U.T.A. ? Lors qu'il n'y a aucune concurrence entre les transporteurs sous pavillon français ?

Trois compagnies défendent la présence de la France sur le marché du transport aérien. Le marché français n'est pas séparé du marché international : il est à la fois français, européen et intercontinental. Serait-il préférable pour la France d'avoir une seule compagnie de transport aérien ?

Je ne le crois pas. L'organisation actuelle a donné de bons résultats : une croissance soutenue du transport aérien français depuis de longues années.

Elle a permis le pluralisme, une bonne adaptation aux différents marchés, la spécialisation dans le trafic court-courrier en ce qui concerne Air Inter, la spécialisation géographique en ce qui concerne Air France et U.T.A. Les inconvénients que pourrait présenter l'existence de trois compagnies indépendantes ont été heureusement effacés grâce à la complémentarité que, depuis longtemps, les pouvoirs publics ont su mettre en œuvre. Ces trois compagnies ont grâce à ces accords de coopération que les compagnies ont la sagesse de conclure. Elles jouent leurs forces en évitant les doubles emplois. Entre elles, les rivalités n'existent plus. Elles sont parties du passé. Le transport aérien, la grande industrie du monde, est synonyme de lourdeur et de fragilité.

En Grande-Bretagne, il y a quelques années, on a voulu regrouper plusieurs compagnies indépendantes. Aujourd'hui, les responsables de British Airways font machine en arrière : ils reconstituent des compagnies d'une grande autonomie. C'est un exemple qui justifie largement la valeur de l'organisation du transport aérien en France. Il ne faut pas tomber dans l'excès : l'existence de trois compagnies ne doit pas mettre en concurrence les compagnies. Ce serait inutile et dangereux.

Pourquoi les entreprises françaises se feraient-elles alors que règne déjà dans le transport aérien une compétition redoutable entre les compagnies des différents pays ? Il n'en résulterait aucun avantage mais un peu plus de désordre et un peu moins d'efficacité. Pour mettre fin aux problèmes qu'avait entraînés la concurrence qui régnait jusqu'au début des années 70 entre les compagnies françaises, les pouvoirs publics avaient alors séparé leurs zones d'action et organisé leurs rapports avec la France de la complémentarité. C'est une solution qui s'impose encore aujourd'hui. Toute autre conduirait les entreprises françaises à se détruire elles-mêmes pour le plus grand bénéfice de nos voisins étrangers.

Une compagnie privée est-elle bien adaptée à une mission de service public ?

Le caractère de service public du transport aérien est un sujet qui peut donner lieu à de vives discussions théoriques. On ne peut pas nier que le transport aérien est une activité très réglementée. Pas beaucoup plus en France que dans nombre d'autres pays, pas moins. L'exemple de l'U.T.A. en France et d'autres entreprises à l'étranger montre que les compagnies privées peuvent survivre et se développer.

Le véritable problème posé aux entreprises privées est celui de leur coexistence avec des entreprises étrangères qui bénéficient du soutien financier de leurs gouvernements ou croient pouvoir en disposer - ce qui est quelquefois le cas. C'est un problème d'égalité de conditions et de concurrence. Heureusement, dans nos pays, les budgets publics qui peuvent être accordés aux compagnies sont sans limites.

Le gouvernement a manifesté son intention de revoir le régime des conventions avec les compagnies aériennes pour le transport intérieur. Vous faites pas le transport intérieur hexagonal ? Vous faites du transport vers certains territoires d'outre-mer. Quelles pourraient être les répercussions d'une telle décision sur votre activité ?

Avec une augmentation de plus de 16 % de son trafic au premier trimestre (14,9 % sur l'Afrique, 17 % sur l'Extrême-Orient-Pacifique), la compagnie privée française U.T.A. poursuit sa croissance. Prudence dans la gestion et qualité du service - notamment sur le secteur très concurrentiel du Sud-Est asiatique - expliquent le succès d'U.T.A., qui ne peut, pourtant, manquer de poser quelques questions sur son avenir. Sa position originale - entreprise à capitaux privés détentrice d'une partie des droits de trafic de l'Etat français dans le monde - ne tient qu'à son bon accord avec les pouvoirs publics, qui lui ont permis sa collaboration avec la compagnie nationale Air France. La liberté de manœuvre pourrait être remise en cause si le gouvernement donnait suite à son idée de placer le transport aérien sous le régime des DOM-TOM sous un régime de convention. Ensuite la politique tarifaire d'U.T.A. est vivement contestée, notamment sur l'Afrique, où des voyageurs et des transporteurs à la fois lui opposent des critiques à l'égard de ses prix. M. René Lapastrolle, président d'U.T.A. depuis l'automne dernier, s'explique sur ces sujets.

Rien n'exclut que les entreprises puissent être passées d'un service public à un service public. Jusqu'à présent les territoires d'outre-mer ont pu être desservis par subventions, mais pas par charges pour les compagnies. A l'avenir, leur desserte dépendra également des responsabilités qui leur seront attribuées en matière de transport aérien et des conditions dans lesquelles les compagnies pourront en œuvre.

DOM-TOM :
nous ne demandons pas de subventions

Ce sera quand même la négation de la politique que nous suivons, qui est politique d'équilibre, de rentabilité. Vous devriez être subventionnés, mais vous ne le faites pas. Vous êtes partie du réseau ? Vous vous êtes prêt à accepter un système de conventionnel ?

Nous ne demandons pas de subventions. Pour nous, dans des conditions satisfaisantes, c'est certains TOM, il y a d'autres techniques possibles : ainsi la constitution de réseaux régionaux indépendants. Sur le réseau d'U.T.A., il existe déjà des exemples : Air Calédonie, dans laquelle U.T.A. a une participation minoritaire, et Air Polynésie, qui est une filiale d'U.T.A. Le rôle de

lon le peut-il justifier par ses seuls arguments ? Un transporteur a-t-il développé une liaison entre la France et l'Extrême-Orient à des tarifs spectaculairement inférieurs à ceux qu'Air France et vous pratiquez sur les mêmes liaisons ?

C'est inexact. Il est toujours facile de comparer des tarifs de base et le tarif le plus bas. Quand on se livre à cet exercice, on oublie les conditions de service par les compagnies régulières. Celles-ci mettent à la disposition des organisateurs de voyages des tarifs réduits de 70 % des tarifs de base. Si l'on veut faire une comparaison exacte, on doit ces tarifs qu'il faut comparer à ceux des charters. On s'aperçoit que la différence est en faveur de la compagnie régulière. Les tarifs qui sont avancés dans les polémiques et des publicités sont des tarifs de base.

Exemple pour Paris-Ouagadougou. Certains ont dit : « Nous faisons payer 2 070 francs (Lyon-Ouagadougou), Air Afrique et U.T.A. 510 francs Paris-Ouagadougou ». Faux. Ces deux compagnies régulières peuvent offrir à la disposition des voyageurs qui veulent les utiliser des tarifs « blocs de sièges », c'est-à-dire des groupes, à 2 800 francs pour Paris-Ouagadougou aller et retour. Nous sommes loin du rapport de 1 à 4 dont vous parlez. Il y a aussi en plus une gamme de réductions pour les voyageurs individuels : par exemple, un tarif pour les jeunes à 3 125 francs.

Sur ce même point, il y a un conflit entre les compagnies régulières et les voyageurs : pour les billets à prix cassés, et des billets à prix élevés, pour remplir les avions. Vous contribuez à entretenir une espèce de querelle entre les transporteurs réguliers et les autres.

Ces tarifs ne sont pas en fait à la disposition de tous les grossistes. Cela ne porte pas préjudice aux clients que les compagnies régulières font passer dans aucun secteur d'activité économique. Au contraire, les compagnies

régulières peuvent consentir aux grossistes des conditions particulières pour leur permettre d'organiser des voyages en groupes parce qu'elles peuvent les placer dans des périodes ou sur des vols où elles disposent de sièges qui resteraient inoccupés. Mais c'est une tromperie de la part de certains grossistes ou de certaines compagnies de laisser croire que les conditions de service peuvent être différentes pour tous les passagers l'année. Par exemple, ce n'est pas parce que les compagnies régulières transportent tous les passagers à un tarif qui ne couvrirait qu'une partie des coûts. Il y a des compagnies régulières qui peuvent se placer sur un créneau limité du marché, c'est-à-dire faire, par exemple, un service par semaine là où les autres compagnies en font cinq, six ou plus, et remplir ainsi facilement et à coup sûr les avions, au prix souvent inférieur à celui des charters pour les passagers, et même des tarifs généraux (pas de réduction pour les enfants, etc.). Leurs tarifs, valables sur des itinéraires particuliers (groupes, avions complets, etc.), ne couvrent pas les coûts des services nécessaires pour transporter en tout temps tous les passagers des compagnies régulières. Ceux qui font croire qu'ils pourraient offrir ces tarifs à tous les passagers qui ont une vocation et une spécialité.

Vous pensez qu'il y a une place pour le charter en France ?

Il y a incontestablement une place pour le charter en France. Le charter existe déjà en France. Il s'est développé depuis plusieurs années. Il se serait développé plus rapidement et les compagnies de charter étrangères auraient une place moins importante sur le marché français et le personnel navigant accepté de travailler aux compagnies de charter des vols réguliers.

Propos recueillis par JAMES SARAZIN.

LA GUERRE DES INSECTES: NOS ALLIÉS AURONT LA VIE SAUVE.



Avec ses herbicides, fongicides et autres produits phytosanitaires, Rhone-Poulenc fait partie des grands mondiaux de l'agrochimie.

Rhône-Poulenc un des atouts de la France dans le monde.



FAITES INTERVIEWER UN BOBBY!

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

AFFAIRES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA C.N.C.A.

Nouvelle diminution des bénéfices du Crédit agricole en 1981

En 1981 comme en 1980, les bénéfices du Crédit agricole ont diminué, en valeur absolue et, bien davantage, en valeur réelle, revenant pour la Caisse nationale de 692 millions de francs à 600 millions de francs et pour l'ensemble du groupe, de 1 430 millions de francs à 1 430 millions de francs.

En 1979, ces résultats étaient, respectivement, de 1 100 millions de francs et de 1 450 millions de francs. Outre la réduction des marges imputables au recouvrement du coût des ressources pour la Caisse — l'excédent du compte d'exploitation est revenu de 1 700 millions de francs à 1 450 millions de francs — le poids de la fiscalité, qui, en trois ans, est passé de 25 % à 30 % puis 50 % (taux nominal), a pesé sur les résultats de la « banque verte ».

Ainsi la Caisse nationale a enregistré 999 millions de francs d'impôts en 1981 contre 594 millions de francs en 1980, et l'ensemble du Crédit agricole mutual, avec les quatre-vingt-quatre caisses régionales, 2 790 millions de francs contre 1 530 millions de francs. Pour le double, cette « banalisation fiscale », intégrale depuis le 1^{er} janvier 1981, s'est accompagnée d'un prélèvement de 3 milliards de francs sur les excédents des années antérieures, prélevement que les dirigeants du Crédit agricole veulent donc déduire et pour solde de tout compte.

En ce qui concerne l'exploitation, la « banque verte » a conservé sa part du marché nation-

nal (18,3 % contre 16,1 % en 1980 et 16,3 % en 1979). La collecte des dépôts a progressé un peu plus vite (+ 12 %) qu'en 1980 (+ 11,5 %), et, surtout, la distribution des crédits a augmenté moins vite (+ 13,6 %) que l'année précédente (+ 15,3 %), ce qui a réduit le déséquilibre entre collectes et emplois.

Ces emplois ont été en priorité au profit de l'agriculture (22,5 milliards de francs + 17,3 %), des commerces et industries (12,75 % pour le taux plafond des crédits à court terme agricole contre 14 % pour le taux de base des banques inscrites) ; l'avantage financier global pour les agriculteurs résultant de cette « auto-banalisation » est évalué à 2 milliards de francs.

Les crédits au logement ont nettement ralenti leur progression (28,9 milliards de francs, + 8,2 % en raison de la sécheresse de l'emplacement du crédit. Enfin, les crédits à l'industrie agro-alimentaire ont augmenté de 32 %, à 3 milliards de francs, essentiellement pour les coopératives agricoles, cette augmentation atteignant 35,6 % pour les crédits aux M.E.S. et zones rurales (4 milliards de francs), les artisans étant les principaux bénéficiaires. Le bilan global du Crédit agricole s'élevait, fin 1981, à 662 milliards de francs (+ 16,6 %), l'ensemble des dépôts à 408 milliards de francs et des prêts à 322,8 milliards de francs (+ 13,6 %).

Pas de banalisation brutale des réseaux mais une réforme bancaire tranquille

déclare M. Delors

Le discours de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, était très attendu par les mille dirigeants des quatre-vingt-quatre caisses régionales réunies à Paris pour l'assemblée générale annuelle de la Caisse nationale de crédit agricole, en présence de Mme Cresson, ministre de l'agriculture.

Le ministre allait-il apporter une réponse claire à la question posée successivement par M. Yves Baraton, président, et le rôle de la Caisse nationale et de la « banalisation », et par M. Jacques Bonnot, le nouveau directeur général de la Caisse : la réorganisation éventuelle du système bancaire français ?

La réponse de M. Delors a été à la fois habile et ambiguë. Après avoir rendu hommage à la « banque verte », place maîtresse de la politique agricole, il a rappelé que le décret du 10 avril 1981 avait reconnu comme « banque des ménages », autorisant à financer l'ensemble de ces ménages sans limitation géographique, le ministre a donné quelques lignes sur la prochaine réforme bancaire. Pour lui, il convient de donner sa chance à tous les réseaux avec une certaine diversité. Ce faisant, il répondait indirectement à M. Bonnot, selon lequel « l'agriculture était en difficulté, sans le Crédit agricole est en mesure de lui venir efficacement en aide ».

Pour M. Delors, c'est « toute l'économie française qui est en difficulté », et un élément qui pose à la « banque verte » pour assurer le financement prioritaire de l'agriculture, elle a été amenée à diriger la collecte des ressources au sein du monde agricole, car-

ment ainsi un transfert qui pose le problème de sa place dans le système national, et le cas échéant, de sa « banalisation ». « Rien ne presse », toutefois, a-t-il dit, « si nous ne pouvons pas pour le plaisir de changer : pas de banalisation ».

Ces propos ont été l'objet de deux lectures, de deux interprétations. Pour les uns, à terme la « banalisation » des activités du Crédit agricole est inévitable, y compris la délivrance des fameux « bons de banalisation » à l'agriculture. Pour les autres, ce n'est pas obligatoire, et de toute façon, réviser la consultation et concertation préalable seront obligatoires.

Autre propos ministériel remarquable, celui de l'initiation au débat opposant l'international, vient de revendication du Crédit agricole : « Il faut que toutes les banques aient des bases à l'étranger », dit-il, « une autre déclaration de M. Delors n'est pas passée inaperçue : « Il faut diminuer le coût des ressources, et notamment celui de l'intermédiation pour les crédits à court terme et à la consommation, ce qui pourrait nécessiter des rapprochements entre réseaux de collecte des ressources et établissements spécialisés ».

C'est une pierre dans le jardin des établissements en question, et, sans doute, un pas vers les mutualisations qui ont toujours dénoncé le coût excessif à leurs yeux, des crédits spécialisés pour la consommation (notamment l'automobile, 22 % à 35 % selon les réseaux). — F. R.

Des actionnaires de Jacques Borel s'opposent au projet de fusion avec la chaîne Novotel

A quelques jours de l'assemblée générale extraordinaire de Jacques Borel International (J.B.I.), qui doit normalement s'ouvrir le 10 juin, le rapprochement envisagé avec la chaîne hôtelière Novotel, les initiateurs de l'opération ne sont pas unanimes. Une partie de la majorité des deux tiers requise pour amorcer l'adhésion des actionnaires, en raison de l'opposition manifestée par certains d'entre eux.

En fait, ce sont deux figures du groupe Codo-UNA, copropriétaire des commerçants indépendants qui se sont opposés au projet. L'un d'eux, M. Lazard Frères, a fait remarquer son désaccord avec le projet de fusion, car il ne voit pas comment il pourrait bénéficier de la fusion. L'autre, M. Lazard Frères, a fait remarquer son désaccord avec le projet de fusion, car il ne voit pas comment il pourrait bénéficier de la fusion.

Depuis, M. Lazard Frères a régulièrement rangé à l'avis du conseil d'administration, mais il a fait remarquer son désaccord avec le projet de fusion, car il ne voit pas comment il pourrait bénéficier de la fusion.

Parlant de ce constat, le patron de Codo-UNA a déclaré que depuis la fusion, le projet de fusion est devenu une affaire de confiance.

M. Gandois ne veut pas modifier la stratégie de Rhône-Poulenc

Tout d'abord touché par la crise pétrolière, Rhône-Poulenc a subi une chute de son chiffre d'affaires de 10 % en 1981. M. Gandois, directeur général, a déclaré que la stratégie de Rhône-Poulenc ne sera pas modifiée.

Automobile

LA PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE S'EST ACCENTUÉE EN AVRIL

Après une augmentation de 27,9 %, la production automobile en France en avril 1982 a atteint 140 000 unités, contre 110 000 en avril 1981. Cette augmentation est due à la hausse de la production de véhicules légers et de véhicules utilitaires.

Dans le cadre de la conjoncture, la production automobile en France en avril 1982 a atteint 140 000 unités, contre 110 000 en avril 1981. Cette augmentation est due à la hausse de la production de véhicules légers et de véhicules utilitaires.

CONJONCTURE

L'INSEE estime possible une reprise de l'activité au deuxième semestre

L'activité dans le monde devrait s'améliorer au second semestre. La France qui profiterait de l'évolution favorable en exportant davantage pourrait connaître un taux de croissance de 2 % en 1982, estime l'INSEE dans sa dernière analyse de la situation et des perspectives de l'économie française en date du 1^{er} juin. Ce résultat repose, de l'avis même de l'INSEE, sur une appréciation optimiste de la conjoncture et notamment sur une reprise des investissements qui permettrait l'arrêt de la dégradation — voire l'amélioration de la situation financière des entreprises.

L'INSEE estime que les trois composantes de la demande (consommation des ménages, investissements et exportations), la première et la plus assurée avec la demande publique.

La reprise de la demande des ménages amorcée dès le deuxième trimestre s'est confirmée à fin de l'année dernière et poursuivait en 1981, mais à un rythme ralenti. Après avoir augmenté de 2,2 % en 1981 par rapport à 1980, l'augmentation serait de 2,6 % en 1982 par rapport à 1981. Le che-minement serait le suivant cette année : 1^{er} trimestre : + 1,4 % ; 2^e trimestre : + 0,2 % ; 3^e trimestre : + 0,7 % ; 4^e trimestre : + 0,7 %.

L'investissement, qui avait diminué de 2,5 % en 1981, était redressé en fin d'année, mais les dernières statistiques de l'INSEE indiquent que le rythme ne s'est pas poursuivi au premier semestre de cette année. Cependant, une reprise entraînée par l'amélioration envisagée de l'environnement international de la situation financière des entreprises pourrait se manifester au deuxième semestre. L'investissement se situerait tout de même quelques points en dessous de son rythme moyen de 1981.

Les exportations constituent une part importante de la croissance. L'INSEE a fait l'hypothèse d'une très favorable

Les ventes françaises retrouvent un rythme de croissance de 3 % par trimestre, façon nécessaire au maintien des parts de marché à l'étranger.

L'INSEE chiffre à 11 milliards de francs le déficit du commerce extérieur en 1981, ce qui inclut une reprise des exportations. L'INSEE chiffre à 11 milliards de francs le déficit du commerce extérieur en 1981, ce qui inclut une reprise des exportations.

Des silences et des chiffres

Il n'y a pas de conjoncture, l'INSEE n'annonce aucun taux de croissance économique en 1982. Or, depuis la fin de l'année dernière, l'Institut avait commencé à publier de telles prévisions. Cette absence a été remarquée et quelques voix de presse ont écrit qu'une censure s'exerçait sur l'Institut.

Les responsables de l'INSEE ont répondu que la conjoncture — ont été interrogés à ce propos lors d'une conférence de presse donnée mercredi 2 juin, à l'occasion de la publication de l'étude de M. Dubois, directeur des synthèses, a répondu très nettement que la question s'était effectivement posée de savoir si l'INSEE devait ou non publier des prévisions de croissance.

d'un bout de l'année à l'autre, que la prévision, qui dépend de l'économie et des finances, raisonne en termes annuels. L'annonce d'un taux de croissance est donc à la frontière du domaine de l'INSEE.

Malgré le silence de l'Institut, il est vrai, qui a pris la décision de ne pas publier de telles prévisions, cette décision n'engage en aucune manière les autorités politiques, a précisé M. Dubois. Reste que, à l'occasion de la réponse à une question posée par un journaliste, on peut apprendre que l'INSEE a une croissance de 2 % pour 1982.

Deux millions de chômeurs

Le nombre des deux millions de chômeurs franchi — borne fatidique — la majorité gouvernementale déclarait ne pas vouloir dépasser.

Amer, prévisible constat pour le ministère du travail. Fin mai, une estimation provisoire, le nombre de demandeurs d'emploi après correction des variations saisonnières s'élevait précisément à 2 008 000.

Certes l'augmentation n'est que de 0,5 % au lieu de 1,2 % le précédent. Certes, la décélération observée, la légère décelération constatée en avril, confirmée (— 0,5 %).

Il est vrai que la période habituelle de la hausse de l'année, il faut bien reconnaître, dans la réalité, le chômage augmente encore.

L'augmentation du chômage, dont 1 814 000 pour les hommes et 194 000 pour les femmes, permettrait-elle d'enrayer le mouvement ? Les contrats prévoient une dépense de 4 415 créations d'emploi. Quelques gouttes d'eau en moins, la situation du chômage.

La mollesse de la conjoncture de l'économie française se rencontre avec la France, comme les européens, devra supporter un nombre de millions pour la C.E.E. fin avril.

NEUBAUER

De 20 mai au 30 juin 1982

REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4000 F QUEL QUE SOIT SON ETAT

pour l'achat d'une berline 305 Peugeot 82

limité à 4000 F de stocks disponibles

M. GERARD : 01 40 00 00 00

ALLEZ INTERVIEWER UN BOBBY!

Apprenez l'anglais naturellement avec les anglais. En Angleterre, notre méthode de cours : interviews, enquêtes, sondages, revues de presse.

3 FORMULES : Adultes : pour combiner un stage d'études intensif des vacances agréables à 4 semaines.

• Étudiants : 3 semaines 2 690 F.

• Enfants : 2 semaines avec cours de conversation.

BRITISH ENGLISH CENTRE

L'ANGLAIS EST NOTRE SALLE DE CLASSE

5 rue Richemont 75009 PARIS - Tél. 201 16 34

M. Rue

N°

Code Postal

Ville

souhaitez recevoir votre brochure B.E.C.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le voyage de M. Michel Jobert en Asie

M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, a achevé, le mercredi 2 juin, un voyage dans le Sud-Est asiatique commencé le 22 mai et qui l'a conduit en Birmanie, à Singapour, à Hongkong et en Thaïlande.

S'agissait pour M. Jobert de faire le point avec les conseillers du commerce extérieur de la région, d'examiner avec les dirigeants de ce pays la possibilité de développement du commerce entre la France et de tenter de régler les litiges (les importations de produits de luxe, de parfums et de spiritueux (environ un tiers de ne ventes), la France n'est pas assez présente ici) un pays capable de produire des biens d'équipement de haute technologie. L'agrandissement du métro parait toutefois offrir de nombreuses perspectives encourageantes.

Cependant, la Malaisie, qui s'était vu proposer par le ministre français du commerce extérieur une ligne de crédit, a fait connaître sa décision de ne pas l'utiliser. Le vice-premier ministre malaisien a fait savoir qu'il préférerait voir la France investir en Malaisie plutôt qu'en acheter des produits.

HONGKONG : la France entend lutter contre une concurrence jugée « déloyale »

Hongkong. - De la tournée de M. Jobert, Hongkong était l'étape la plus délicate. Ne pouvant espérer la conclusion sur le moment d'un accord, contrairement à ce qui s'était passé en Thaïlande et à Singapour, la délégation française devait même s'attendre à figurer en position d'accusé.

De notre envoyé spécial

Aucun accord n'est intervenu sur ce dossier, plaide par M. Jobert, il ne l'a pas caché. Dans un reportage, la délégation française n'en a pas moins noté le sentiment que Hongkong « avait malgré tout disposé à attendre quelque temps avant de faire jouer la procédure d'arbitrage du GATT. Mais les autorités de l'île continueraient de réclamer un assouplissement de la position française en contrepartie de l'abandon de leur plainte. L'assouplissement à cette fin, par Paris, d'un calendrier envisageant les étapes d'une libéralisation du contingentement pourrait contribuer à apaiser les esprits.

De notre envoyé spécial

L'un des buts de la visite de M. Jobert consistait à exposer un dossier présenté sous l'angle d'un problème commun. Le ministre a déclaré à ses interlocuteurs la volonté de la France de maintenir une industrie horlogère et de lui donner les moyens de vivre, quitte à lutter fermement contre une concurrence jugée « déloyale » et illustrée, notamment, par les chiffres des exportations de Hongkong vers la France depuis quatre ans. Pour les seuls montres à quartz, les ventes de la colonie, à peine supérieures à 600 000 en 1978, s'élevaient à 2,4 millions en 1979 et à plus de 3 millions en 1980, représentant environ la moitié du marché français. En 1981, elles étaient de 5,6 millions, malgré les mesures de restriction prises au dernier trimestre.

Le séjour à Macao

Il est apparu en tout cas que Hongkong accordait la priorité au règlement de ce problème plutôt qu'à la levée de quotas, dont certains très anciens, frappant des produits secondaires du point de vue de l'exportation, tels que microscopes, bateaux de plaisance, etc.

L'autre objet de la visite était de faire ressortir aux yeux des autorités de l'île l'image anachronique de la

France qui s'y maintient. Four-nisseur de produits de luxe, de parfums et de spiritueux (environ un tiers de ne ventes), la France n'est pas assez présente ici) un pays capable de produire des biens d'équipement de haute technologie. L'agrandissement du métro parait toutefois offrir de nombreuses perspectives encourageantes.

Le séjour de M. Jobert à un prolongement à Macao, où le ministre était le premier représentant d'un gouvernement d'un pays occidental à rendre depuis des temps immémoriaux. Très touchées par la geste, les autorités portugaises ont réservé à la délégation un accueil très cordial. Le gouverneur, qui avait rencontré M. Jobert en avril à Paris, a présenté à la délégation les projets de développement, très ambitieux, de territoire : construction d'un aéroport et d'un port en profondeur, modernisation des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, installation d'un émetteur radio, etc.

Le consulat général de France à Hongkong suit avec attention ce réveil de Macao. La France parait bien placée pour un certain nombre de projets. Sa coopération en matière économique pourrait se doubler d'une action culturelle qui serait particulièrement bienvenue dans la région. M. Jobert a remis en valeur les affinités latines existant entre les deux pays, étant entendu que le développement de Macao ne pourra se faire qu'en accord avec la Chine, et en partie grâce à elle.

MANUEL LUCBERT.

UNE RÉUNION A SINGAPOUR SUR LES MARCHÉS DE L'ASEAN

Les « gros coups » ne sauraient masquer les insuffisances structurelles

De notre envoyé spécial

Singapour. - Des trois voyages qu'il a faits dans cette partie du monde, en mai et juin, à la tête de délégations d'hommes d'affaires, M. Jobert marque un regain d'intérêt pour une région à laquelle, s'il reconstruit, nous ne sommes pas beaucoup intéressés dans le passé. Il y avait l'Indochine. Les conseillers du commerce extérieur, qui lors d'une réunion à Singapour, avaient pris pour thème de leurs travaux « La perte française dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est » (ASEAN) (1), n'ont pu faire autrement que de constater ce « retard dans l'œil ». - Des chiffres un peu plouvables, a noté M. Jobert. Parmi les soixante groupes industriels qui ont des exportations totales, dix-sept seulement travaillent dans la région. Les pays de l'ASEAN sont de très modestes clients de la France : en 1981, le mieux placé - la Malaisie - occupait le trente-sixième rang. La France participe pour moins de 1 % aux investissements dans cette partie du monde. Au cours de la dernière décennie, le montant des grands contrats n'a pas dépassé 10 milliards de francs et n'a pas intéressé plus de quinze sociétés.

Certes, la France a signé « gros » par exemple à Singapour la vente de quinze mille loges préfabriquées, ou à Djakarta, celle du nouvel aéroport international, sans parler de la vente de l'Airbus cinq compagnies natio-

nales. Mais espère se voir adjoindre d'autres marchés, comme la réalisation du métro de Singapour ou la mise en place d'une industrie de commutation téléphonique indonésienne. Il lui a aussi arrivé de perdre la partie. « On ne peut pas gagner tout le temps », a-t-il dit. - La réussite de « gros coups » ne saurait cependant dissimuler la pauvreté du courant.

Or l'ASEAN représente un marché de 250 millions de personnes : elle est située dans la zone Asie-Pacifique qui rassemble 49 % de la population mondiale : elle produit 80 % du caoutchouc, 58 % de l'étain, 55 % des bois tropicaux ; et, au cours des trois dernières années, le taux de croissance des pays membres n'a jamais été inférieur à 6 % ; enfin, les codes d'investissement y sont d'inspiration libérale.

Ce constat, beaucoup, lors du colloque, ont notamment cherché à l'expliquer par l'attitude des hommes d'affaires français souvent inadaptée au marché. N'ont-ils pas l'obsession de tout régler en un tour de main et le souci de s'entourer d'un maximum de précautions, alors que leurs concurrents japonais, coréens ou taiwanais savent courir des risques ? - Les rapports avec le siège parisien sont la partie la plus délicate de notre métier d'exportateur, a confié un intervenant. Nous devons parfois à réparer d'énormes bords psychologiques.

D'autres se sont inquiétés du climat de compétition entre les pays riches et pays pauvres. Ne voit-on pas certains membres de l'ASEAN, l'Indonésie et la Thaïlande, de différer ou d'annuler la signature de contrats si l'Europe des Dix continue de leur imposer des quotas trop restrictifs ? l'encontre de produits « les textiles ou le manioc ? Des intervenants ont souhaité que les Français fassent preuve de souplesse. Réponse de M. Jobert : « Nous ne laisserons pas tomber dans les oubliettes notre industrie textile. Nous ne renoncerons pas à cette politique. Au reste, l'ensemble européen est l'ensemble le moins protectionniste du monde. - Et de mettre la garde son auditoire : « Ne vous faites pas les véhicules inconscients d'une culpabilité française ou européenne. »

Compensation

Pour équilibrer leur balance commerciale, certains membres de l'ASEAN ont imaginé d'utiliser l'arme du marché lié. Tout signataire d'un accord commercial doit s'engager à compenser ses ventes d'équipements publics par l'achat de biens locaux d'une égale valeur. Cette politique, en vigueur en Indonésie, pourrait faire tache d'huile. M. Jobert a encouragé ses interlocuteurs à jouer le jeu. - Achetez-les les choses les plus absurdes : les plus rigolotes, a-t-il dit, et débrouillez-vous pour les

fourger des pays tiers. « Quoi qu'il en soit, a admis un intervenant, ces nations ne nous donneront pas indéfiniment accès à leurs matières premières si nous ne participons pas, d'une manière ou d'une autre, à leur industrialisation.

Comment faire, malgré tout, pour mieux placer la France en Asie du Sud-Est ? Certains orateurs ont insisté sur le développement de sociétés de services internationales, trop peu nombreuses encore, et capables de créer un courant durable d'exportations. Mais elles doivent avoir des gros moyens pour contourner le Chinois du coin. D'autres ont regretté que les banques renchérissent à soutenir de telles sociétés et, partant, les petites et moyennes entreprises qui ont recours à leurs services.

Autre solution mise en avant : la création de groupes de pression. Certains ont souligné la nécessité qu'il y aurait à « naviguer » les organisations internationales qui dispensent d'énormes crédits. Ainsi, dix Français seulement, tous de niveau moyen à une exception près, travaillent à la Banque asiatique de développement, alors que cent Japonais, banquiers et cadres d'entreprise, l'infligent. Une relation de cause à effet ? Sur 7 milliards de dollars que la Banque a distribués, 96 millions seulement - 1,4 % du total - ont profité à la France. Les experts en coopération technique que les pays dits avancés prêtent à des pays qui le sont moins, dans le cadre d'accords bilatéraux, peuvent aussi faire office d'« honorables correspondants ». Aux Philippines, la France en a un, les Allemands de l'Ouest vingt-neuf et les Japonais cent dix.

Le gouvernement français a-t-il, matière d'expansion économique ? l'étranger, une position très claire ? Des intervenants ont souligné l'« illogisme » qui consiste à consentir de meilleures conditions de crédits en direction de pays à risque « élevé », et souhaité que les dossiers soient étudiés jour après jour. - Il faut favoriser les marchés porteurs comme ceux de l'ASEAN plutôt que les « nords baltiques ». Tout un arsenal de procédures de financement, de mécanismes de garanties, d'avantages fiscaux, existe, dont nombre d'exportateurs et d'investisseurs français n'ont peut-être pas pris toute la mesure. Au reste, beaucoup craignent qu'à de moyens les pouvoirs publics n'en viennent à supprimer des droits acquis.

M. Jobert voulait-il, en définitive, dissuader les conseillers du commerce extérieur présents à Singapour de se laisser aller au découragement ? Il les a invités à « comparer ce qui est comparable », non pas les performances de la France par rapport à celles des Etats-Unis mais plutôt par rapport à celles de l'Europe, première puissance commerciale du monde.

JULIEN DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

BIRMANIE : le développement de l'aide dépendra de ses conditions de financement

De notre correspondant - Asie du Sud-Est

Bangkok. - C'est un voyage de familiarisation - qu'a achevé, le mardi 1^{er} juin, en Birmanie, M. Michel Jobert, premier membre d'un gouvernement français à se rendre officiellement à Rangoun depuis l'indépendance du pays en 1948.

Lors de la remise des lettres de créance de nouvel ambassadeur de Birmanie à Paris, M. Mitterrand avait affirmé que la France était prête à aider le pays à relever le défi du développement. Jusqu'à présent, elle n'y a que très modestement contribué. Les autorités de Rangoun ayant compté sur leurs propres forces. A l'épreuve des faits, elles ne semblent pas avoir eu raison. M. Jobert s'entrevient sur l'extérieur.

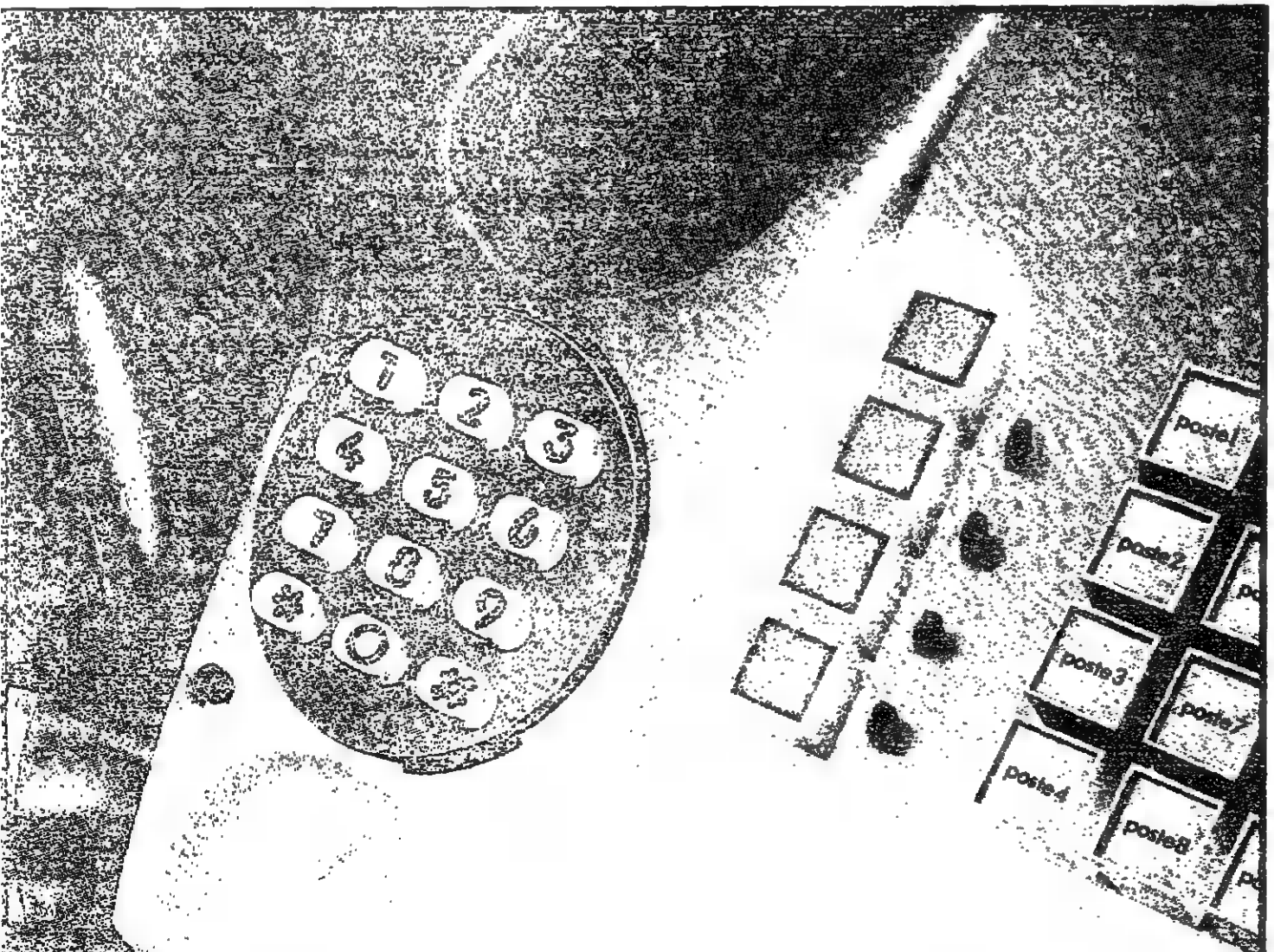
Dans un pays attentif à ne pas laisser abuser par les Grands, la France a placé à tenir, les Birmanais n'ont caché combien ils appréciaient l'esprit d'indépendance. A jour, les protocoles intergouvernementaux ont été signés pour un montant de 503,5 millions de francs, dont 200 millions servent à financer la construction d'une cimenterie. Même si le faible niveau, Paris est troisième donneur d'aide bilatérale, après le Japon et la R.F.A.

La France propose de signer un septième protocole pour un montant de 100 millions de francs s'il se

présentent de projets financiers. Environ 20 millions de francs pour la vente de locomotives Diesel qui viendront s'ajouter à 127 millions qu'Alstom a livrés aux chemins de fer birmanis et qui composent la moitié du parc national.

Pour sortir de ce que M. Jobert a appelé « notre spécialité ferroviaire », le gouvernement de la R.F.A. consent déjà des prêts à des taux d'intérêt de 0,5 % à 2,5 % sur des durées de 10 à 25 ans. La France souhaite donc, dans l'ouverture des prochains crédits, augmenter fortement la part des prêts du Trésor.

La Birmanie voudrait aussi rééquilibrer ses échanges commerciaux avec notre pays, auquel elle achète plus qu'elle ne vend. Nous pourrions importer davantage de produits alimentaires, de minerais, de pierres précieuses. Encore faudrait-il que Rangoun s'assure une meilleure maîtrise de l'exploitation de certaines ressources naturelles.



si vos lignes sont trop souvent occupées vos clients risquent de faire appel ailleurs

Entreprise de construction mécanique - 4 lignes - 50 personnes - 31 appels par jour ne leur parviennent pas.

Et souvent sans qu'ils le sachent. C'est un exemple parmi tant d'autres. Un nombre de lignes insuffisant, un standard mal adapté, une mauvaise distribution intérieure des postes, et votre installation ne peut recevoir tout le trafic destiné à votre entreprise. Il y a des embouteillages, vos affaires comme votre image peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre. Appelez votre agence commerciale des Télécommunications composant le 14. Un agent technico-commercial vous conseillera.



Pensez à ceux qui vous appellent Adaptez votre installation téléphonique à votre activité

MERIDIEN

SOCIAL

Le comité de Solidarité en France demande le renouvellement de l'invitation de Solidarnosc au congrès de la C.G.T.

La coordination syndicale C.G.T. pour Solidarité, qui regroupe une douzaine de syndicats cégétistes, a demandé, le 3 juin au cours d'une conférence de presse, au bureau confédéral de la C.G.T. de maintenir l'invitation faite à Solidarité, lors de sa visite en France en octobre 1981, d'assister au 41^e congrès confédéral de juin. Pour le Syndicat des correcteurs, cette invitation devrait être transmise par les autorités militaires. « Le bureau confédéral de la C.G.T. s'est trompé lourdement dans son analyse, estimant les correcteurs cégétistes (...). Le congrès d'Etat n'a fait qu'attiser les antagonismes et durcir les positions. Ce sont ceux qui soutiennent les militaires polonais et ceux qui les inspirent qui font de l'huile sur le feu. »

Une telle invitation, pour les correcteurs, permettrait à la confédération de démontrer son indépendance et « augmenterait son autorité lorsque, à juste raison, elle exige la libération des syndicalistes tués ou lorsqu'elle soutient les mouvements démocratiques d'Amérique latine ». A cette conférence de presse, à laquelle participaient les syndicats C.G.T. du ministère de l'Industrie,

de l'INSEE et de l'Office des céréales, M. Kowalewski, au nom du comité de Solidarité en France, a renouvelé la demande d'invitation déjà adressée en vain au bureau confédéral de la C.G.T. en janvier. « Si ce renouvellement n'a pas lieu, a-t-il affirmé, cela constituera un appui à la dictature militaire de la part de la C.G.T. » Dans cette éventualité, M. Kowalewski demandera avant le 41^e congrès la publication par la presse d'une « lettre ouverte » aux délégués du congrès. La coordination syndicale C.G.T. pour Solidarité a indiqué que sa pétition avait recueilli plus de 10 000 signatures et qu'elle avait récolté pour les syndicalistes polonais plus de 100 000 francs.

● **PRECISION.** — Dans « le Monde de l'économie » du 25 mai 1982, une erreur s'est glissée à la fin de l'article sur les élections professionnelles, page 33. Au lieu de « ces élections des délégués aux commissions paritaires de la direction du Trésor », nous aurions dû écrire : « aux élections aux commissions paritaires de la direction générale des impôts », le reste sans changements.

REPUBLIQUE GABONAISE

Institut de l'économie et des finances à Libreville, BP 3913 Libreville (Gabon).
- Accès en deux années au Corps des Administrateurs Économiques et Financiers, destinés à des fonctions importantes dans l'Administration et le Secteur Para-Public.

CONCOURS D'ENTRÉE (25 places)
- Le 2 septembre à Libreville et à Paris.
- Clôture des inscriptions 17 juillet 1982.
- Informations : LIBREVILLE, IEF, BP 3913, PARIS Ambassade du Gabon, 28, avenue Raphaël, 75016 Paris, Tél. 224.78.50.

CONDITIONS POUR CONCOURIR
- Nationalité gabonaise,
- Age 30 ans maximum,
- Métrier ou Grande École, ou pour les fonctionnaires (pas de limite d'âge) cat. A + 4 ans d'expérience.

CONSTITUTION DU DOSSIER
- Fiche d'état civil ou copie conforme de la carte d'identité,
- Copie certifiée conforme des diplômes,
- Extrait d'acte de naissance (peut être fourni ultérieurement),
- Extrait de casier judiciaire (peut être fourni ultérieurement).

Dossier à adresser à l'Institut avant le 17 juillet 1982.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Restructuration chez Esso.** — Un comité extraordinaire d'entreprise d'Esso doit examiner le 4 juin un projet de restructuration de la direction des ventes de la société. Quatre vingt-dix huit postes y seront supprimés. Dans le même temps, Esso doit prendre sa part (40 %) du reclassement des deux cent cinquante personnes de la raffinerie d'Hauconcourt qui va cesser ses activités et la question de la fermeture de la raffinerie de Bordeaux est, elle aussi, posée. Esso vient enfin de se séparer de deux de ses huit supermarkets. Selon la C.F.D.T., qui donne ces informations, le remède à de telles hémorragies réside dans la diversification, notamment vers les énergies nouvelles.

● **M. Pierre Cheminier** vient d'être nommé directeur du Centre scientifique et technique du bâtiment dont il était jusqu'ici directeur adjoint. Il remplace M. René Mayer, nommé à la présidence de la Compagnie Bousac-Saint-Frères.

Etranger

ALLEMAGNE FEDERALE

● **Le coût de la vie** hausse-t-il ? Le coût de la vie a augmenté de 0,8 %, en mai, selon les estimations provisoires de l'Office fédéral de statistique. En avril, le taux définitif avait été de 0,5 %. Sur les douze derniers mois, la hausse des prix provisoire a été de 5,3 % contre 5 % le mois précédent — (A.F.P.)

ITALIE

● **Le bilan des paiements** de l'Italie a été déficitaire, en avril, de 814 milliards de lire (4 milliards de francs environ), portant à 4 552 milliards de lire (31 milliards de francs environ) le déficit cumulé depuis le début

(Publié)

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS ITALIENNE

siège à MILAN, opérant dans la branche alimentaire, secteur national et étranger, avec entrepôt, cherche sérieux représentant.

Borise :
CASELLA
T-227 S.P.L., 59.00 MILAN (Italie)

de l'année. Les quatre premiers mois de 1982 avaient été déficitaires de 3 571 milliards (153 milliards de francs). — (A.F.P.)

ETATS UNIS

● **Reprise des ventes au détail aux Etats-Unis.** — Les ventes au détail, virtuellement stagnantes depuis près d'un an, ont progressé de 1,4 % en avril compte tenu des variations saisonnières, a annoncé le 12 mai le département du commerce. La progression a été plus forte (3,4 %) pour les ventes de biens durables que pour celles de biens non durables (0,4 %). Les ventes se sont élevées à 88,3 milliards, dont 27,9 milliards pour les biens durables et 60,4 milliards pour les biens non durables. — (A.F.P.)

Energie

● **Réunion en baisse des réserves de gaz du Cameroun.** — La société française Franiab, chargée d'évaluer les réserves de gaz du Cameroun, estime celles-ci à 100 milliards de mètres cubes, affirme la revue le Pétrole et le Gaz arabes. Ce chiffre est de loin inférieur aux premières estimations de 150 milliards de mètres cubes. Le fonctionnement d'une usine de liquéfaction d'une capacité de 6 milliards de mètres cubes par an.

T. TUFFIER et H. RAVIER S.A.

agents de Change

Des réponses claires et des conseils avisés au cœur de l'actualité financière internationale

T. TUFFIER - H. RAVIER S.A.
20, RUE CAMBON - 75001 PARIS - TEL. 26.84.85
21, RUE DE LA RAVINIERE - 92015 NANTY - TEL. (33) 1.20.11
103, GRAND-RUE - LUXEMBOURG

Avis financiers des sociétés

COMPAGNIE LEBON

Les actionnaires se sont réunis le 29 mai 1982 sous la présidence de M. Roger Paluel-Marmont, en assemblée ordinaire pour statuer sur les comptes de l'exercice 1981.

Dans son rapport, le conseil a indiqué que cet exercice s'était déroulé dans des conditions favorables pour la compagnie et ses filiales. La principale d'entre elles, la Compagnie de distribution de matériel électrique C.D.M.E., disposait à fin 1981, à travers ses 35 sociétés qui lui sont affiliées, de 160 points de vente comptant plus de 4 000 personnes. De février-mars 1980 à février-mars 1981, période correspondant aux comptes de l'exercice, les filiales de la C.D.M.E., le montant cumulé des ventes de celles-ci a atteint 2,7 milliards de francs hors taxe, à structure comparable, soit une progression de 15,60 % sur la période précédente. La C.D.M.E. a même arrêté ses comptes le 30 septembre 1981 et dégagé un bénéfice de 13 814 519 F, à rapprocher de celui de 15 822 702 F de l'exercice précédent (lequel incluant 3 618 705 F de plus-values de cession à long terme).

Après l'inscription au compte de pertes et profits des recettes et charges qui lui sont propres, le résultat net de 13 814 519 F, soit 13 814 519 F, a été réparti, à la date du 30 septembre 1981, en faveur des actionnaires, à raison de 1 000 F par action, contre 22,50 F en 1980. Ce dividende a été versé le 14 juin 1982.

Globalement, les revenus immobiliers et mobiliers de la Compagnie sont passés de 24,5 millions de francs en 1980 à 29 millions de francs en 1981, soit une augmentation de 18,77 %.

Après avoir retracé l'évolution de la Compagnie Lebon au cours des années passées, M. Paluel-Marmont a ajouté :

« La Compagnie Lebon, est d'abord la C.D.M.E. et ses filiales à 93 %, une des premières sociétés

françaises de sa spécialité, dont la progression rapide depuis dix ans est soutenue par une bonne rentabilité et d'importantes réserves de capitaux. Les actionnaires ont donc, à travers la Compagnie Lebon, obtenu un rendement satisfaisant. Ce rendement a été renforcé par la mise en œuvre de moyens d'investissement qui rajouteront à ceux qui constituent le portefeuille de valeurs mobilières que détient votre compagnie.

« Ces moyens doivent nous permettre de faire face à peu de la Compagnie Lebon au holding vrai et vivant. »

En vertu des résolutions adoptées à l'unanimité, la plus-value nette à long terme de l'exercice, soit 1 608 705 F, a été inscrite à la réserve spéciale de la Compagnie Lebon, y compris le report à nouveau de l'exercice 1980, s'établissant à 24 891 252 F. Il a été décidé de répartir aux actionnaires 13 356 000 F et de reporter à nouveau 11 305 252 F, en conséquence, le dividende a été fixé à 18 F, soit un avoir fiscal de 9 F, 27 F par action, contre 22,50 F en 1980. Ce dividende a été versé le 14 juin 1982.

L'assemblée a procédé au renouvellement des mandats d'administration de M. Claude Janssen et de la société Fecelbrom.

ÉCONOMATS DU CENTRE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 29 mai 1982. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 - 31 décembre 1981.

Le dividende net par action a été fixé à 23 F (49,50 F avec l'impôt déjà payé au Trésor). Il est payable le 7 juin 1982.

L'assemblée a autorisé la société à émettre en Bourse ses propres actions, en vue de la régularisation de leur marché, avec un prix maximum d'émission de 600 F par action et un prix minimum de vente de 400 F par action. Cette autorisation a été limitée à dix-huit mois à partir du 29 mai 1982. Le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées a été fixé à quinze mille.

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

Direction départementale de l'équipement

AVIS D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Communes d'AURAY, PLUNERET, CRACH et BRECH

Projet de construction de la déviation de la route nationale n° 105 dite « déviation d'Auray » entre les lieux-dits de « Kerlenn » (point de repère 58.780 de la route actuelle) et « Kerlenn » pour une longueur d'environ 3,500 kilomètres sur le territoire des communes d'Auray, Pluneret, Crach et Brech et de son classement en route express.

En exécution d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Morbihan en date du 12 mai 1982, il sera procédé dans les communes d'Auray, Pluneret, Crach et Brech, du 2 juin 1982 au 7 juillet 1982 inclus, à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé.

Une commission d'enquête sera constituée et désignée en qualité de président de la commission d'enquête M. Louis Lelièvre, conseiller du Tribunal administratif, demeurant 1, rue Tixeront-Laboulle à Vannes, assisté de :

Mlle Marie-Françoise Jammes, secrétaire de mairie, demeurant au bourg de Limerzel ;

M. Georges Even, inspecteur central des impôts en retraite, demeurant 10, rue Saint-Louis, à Vannes ;

M. Paul Panmoulin, ingénieur agronome I.N.R.A. en retraite, administrateur civil de première classe en retraite (Ministère de l'Agriculture), demeurant au château de Kerambourg, à Landaul ;

M. Maurice Pelletier, receveur des postes en retraite, demeurant rue du 3-août-1944, à Gorrec.

Commission-enquêteurs.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en la mairie d'Auray pendant la période indiquée ci-dessous afin que chacun puisse en prendre connaissance de 9 h 30 à 12 h 30, de 13 h 30 à 17 h 30, les jours suivants :

le 2 juin 1982, de 9 h 30 à 11 h 30, le samedi matin (sauf les samedis après-midi, 12 h 30 à 14 h 30, jours fériés) et consulter ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête.

Un exemplaire de ce même dossier et à partir du 2 juin un dossier et un registre subsidiaires seront déposés en mairies de Pluneret, Crach et Brech afin que chacun puisse en prendre connaissance aux mêmes heures et à la disposition du public en la mairie d'Auray.

Les 5 et 7 juillet 1982, de 12 h 30 à 17 h 30.

Une copie du rapport dans lequel le président de la commission d'enquête aura exposé les conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée en la mairie d'Auray, Pluneret, Crach et Brech ainsi qu'en sous-préfecture de Lorient et en préfecture du Morbihan.

Pour seconde inscription, Vannes, le 12 mai 1982.

Le secrétaire général de la préfecture, J.-L. Durlinger.

BANQUE SUDAMERIS

S.A. Capital et réserves : FRF. 412 897 521
Siège social : 4, rue Meyerbeer - 75008 PARIS
Tél. : SUDIR 64 1 689 - Tél. : 246-82-22
Adresse télégraphique : DIRAMERIS PARIS

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

BANCA COMMERCIALE ITALIANA, Milano
BANQUE INDOSUEZ (Banque de l'Indochine et de Suez), Paris
DRESNER BANK A.G., Frankfurt a. M.
PARIBAS INTERNATIONAL, Paris
UNION DE BANQUES SUISSES, Zürich

RÉSEAU DU GROUPE BANCAIRE SUDAMERIS

SUCCURSALES

ARGENTINE
CHILI
PANAMA
URUGUAY
U.S.A.

BUENOS AIRES et 25 succursales et agences
SANTIAGO
PANAMA
MONTEVIDEO et 5 agences
MIAMI, Florida

BANQUES AFFILIÉES

BRESIL
BANCO SUDAMERIS BRASIL S.A. SAO PAULO et 67 agences
FRANCE
BANQUE SUDAMERIS FRANCE PARIS et 29 agences
MONACO (Principauté de)
BANQUE SUDAMERIS FRANCE MONTE-CARLO et 2 agences
PANAMA
BANCO SUDAMERIS INTERNACIONAL S.A. PANAMA et 1 agence
PARAGUAY
BANCO SUDAMERIS PARAGUAY S.A. ASUNCION et 7 agences

BANQUES ASSOCIÉES

BRESIL
BANCO FINANCEIRO E INDUSTRIAL DE INVESTIMENTO SAO PAULO et 6 agences
COLOMBIE
BANCO SUDAMERIS COLOMBIA BOGOTA et 24 succursales et agences
PEROU
BANCO DE CREDITO DEL PERU LIMA et 218 succursales et agences
VENEZUELA
BANCO LATINO C.A. CARACAS et 56 succursales et agences

REPRÉSENTANTS

ALLEMAGNE FEDERALE, COLOMBIE, ESPAGNE/PORTUGAL, ETATS-UNIS/CANADA, MEXIQUE, PEROU, VENEZUELA

PRÉSENTE EN AMÉRIQUE LATINE DEPUIS 1910

هكذا من الأصل

1550 من الأطنان

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

2 JUIN

BOURSE DE PARIS

2 JUIN

Morosité

Si l'on en croit les brèves informations qui apparaissent sporadiquement sur les tableaux de cotation pour être rapidement effacées par les coteurs, les International de France de tennis qui se poursuivent à Roland-Garros passionnent beaucoup plus les boursiers comparativement à l'intérêt poli que suscitent les cours des actions.

Livré à lui-même depuis plusieurs jours, le marché parisien accentue sa phase de consolidation, et les familles du palais Brongniart ont fini par s'y habituer.

L'indicateur instantané, géré lui aussi par le manque d'entrain, se contente d'afficher plus ou moins le même repli que la veille : 0,4 %.

Du coup, les valeurs françaises résistent peu d'écartes significatifs au hasard des groupes de cotation, et la forte baisse de Jacques Borel International est venue à point pour tirer la corbeille à sa torpente.

Initialement réservé à la baisse, après avoir nettement progressé la veille, le titre de cette société dont les actionnaires doivent entendre à la fin juin le rapprochement avec la chaîne Novelet, a perdu par la suite plus de 9 %.

D'autres valeurs sont ébranlées, telles U.F.B. (- 5,5 %), Fraissinet, Imital, Chiers et Bic avec des écarts voisins de 4 %.

A l'inverse, Kléber et Ball Investissement s'adjoint 5 % à 6 % de hausse, suivis par Casino (+ 3,7 %).

Le cours de l'or a régressé à 316,80 dollars l'once à Londres (319 dollars mardi), mais le lingot gagne 500 F sur notre place, à 64.000 F, le napoléon étant inchangé à 598 F.

Le dollar-titre est en hausse, à 8 F/83,3 F.

NEW-YORK

Léger mieux

Après avoir fluctué de part et d'autre tout au long de la séance, Wall Street a opté pour un léger redressement, mercredi, s'ajoutant finalement un gain de 1,91 point, pour s'établir à 816,88.

Pour autant, ce léger mieux, qui intervient après cinq séances de baisse consécutives au Big Board, n'implique en aucune façon un retournement de tendance, géométrique à souligner les spécialistes, qui font simplement état de certains achats à bon compte réalisés de-ci de-là en raison des cours peu élevés.

De fait, les hausses ne l'ont emporté que d'une courte tête (757 contre 634 baisses) tandis que le volume d'échanges passait à 49,22 millions d'actions contre 41,55 millions la veille. Mesa Petroleum et Cities Services ont continué à figurer en tête des valeurs les plus actives, cette dernière ayant réajusté l'O.P.A. de Mesa Petroleum formée sur la base de 50 dollars par action Cities Services.

Alors que la situation reste bloquée sur le dossier du déficit budgétaire fédéral, les Américains continuent à prendre connaissance au jour le jour d'un certain nombre d'informations qui viennent conforter l'idée qu'ils se font de la crise où sont plongés les Etats-Unis. Les déclarations en date concernant les commandes nouvelles à l'industrie, lesquelles ont régressé de 2,3 % en avril alors qu'elles avaient faiblement progressé (0,3 %) le mois précédent.

La vie des sociétés

MAJORETTE. - L'année 1981 aura été remarquablement accablante pour le fabricant de voitures miniatures, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 233 millions de francs, en progression de 35 % sur le précédent exercice, et un bénéfice net de 26,4 millions (en hausse de 60 %), son président, M. Emile Véron, attribuant ces résultats à la fermeté du dollar et à la vente de son « savoir-faire » à la filiale Solida.

Pour 1982, Majorette pense retrouver une vitesse de croissance plus conforme à ses habitudes, c'est-à-dire un bénéfice d'exploitation en progrès de 20 % environ comme ce

fut le cas en 1979 et l'année suivante. La société admet cependant que les premiers mois de l'exercice en cours n'ont pas été brillants en raison « de la crise économique mondiale, d'une certaine récession à l'égard des produits français et de l'attente de la dévaluation du franc ». Un redressement a été constaté en mai et Majorette escompte un redressement de son activité pour le mois de juin, la société maintenant son programme d'investissement (45 millions de francs, en partie par autofinancement).

CREUSOT-LOIRE. - Deux filiales du groupe, les sociétés Cistid et Socin, ont remporté un contrat de quelque 3,7 milliards de francs auprès de la société indonésienne C.R.M.I. (filiale du groupe privé Liem et de la société d'Etat Krakatau) pour la fourniture d'eau en mai d'une usine de laminage à froid. Destinée à être implantée dans l'île de Java, cette unité devrait fournir annuellement 850 000 tonnes de produits finis destinés au marché local.

SOCOBAIL. - Offre publique de réservation d'actions de la catégorie « A » : 152 000 actions, à 536,86 F, pour une valeur nominale unitaire de 500 F.

VALEURS

| | | | | | | |
|--------|-------|---------------|------|-------------------|--------|--------|
| 29 80 | 2 674 | Deutch | 375 | Nedelsa S.A. | 9 80 | 8 80 |
| 34 10 | 1 871 | Degussa | 110 | Norin Worms | 108 | 108 |
| 71 | 515 | Delebecq S.A. | 140 | Norvic. Plat. del | 70 | 70 |
| 89 10 | 3 186 | Delfino, S.A. | 113 | Norvic | 400 | 395 |
| 107 20 | 0 033 | Delfino, S.A. | 657 | Norvic | 184 50 | 184 50 |
| 6422 | 7 179 | Dick-Streit | 300 | Occident. Part | 27 85 | 27 45 |
| 72 20 | 0 265 | Dick-Streit | 300 | Occident. Part | 89 60 | 88 |
| 76 40 | 0 783 | Dick-Streit | 385 | Occident. Part | 29 80 | 29 |
| 128 30 | 5 478 | Dick-Streit | 225 | Occident. Part | 128 | 127 |
| 133 75 | 0 179 | Dick-Streit | 225 | Occident. Part | 128 | 127 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident. Part | 307 | 303 |
| 101 20 | 7 027 | Dick-Streit | 1086 | Occident | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DE VERSAILLES A BONN : « La France, entre l'Europe et le Japon », par Pierre Uri ; « Contre Reagan, avec l'Amérique latine », par Claude Bourdet ; « Ouvriers de paix ou de servitude », par Alfred Coste-Floret.

ÉTRANGER

3.5. AVANT LE SOMMET DE VERSAILLES
3. PROCHE-ORIENT
5. ASIE
6. AMÉRIQUES
8. AFRIQUE
— TCHAD : N'Djamena accuse l'O.A. de faciliter la progression de M. Hissène Habré.
8-9. EUROPE

POLITIQUE

10. M. Mauroy rend public le rapport de M. Debré sur la vie publique.
11. Le congrès de la Jeunesse communiste.
13. Le communiqué du conseil des ministres.
— PRESSE : la cession éventuelle de France-Sol.

SOCIÉTÉ

14. JUSTICE : l'abrogation de la loi « sécurité et liberté ».
— RELIGION : la fin du voyage de Jean-Paul II en Grande-Bretagne.
16. SPORTS.
— FOOTBALL : la France est battue par le Pays de Galles.
— TENNIS : les internationaux de Roland-Garros.

LE MONDE DES LIVRES

17. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Shakespeare, l'impénétrable.
— Lévi-Strauss et la belle aventure de l'histoire.
18. LA VIE LITTÉRAIRE.
19. RÉCITS : « Le mythe d'une Algérie heureuse » ; « L'Algérie des cochons » ; « Avoir vingt ans dans les djedjeds ».
20. HISTOIRE LITTÉRAIRE : un colloque sur le libéralisme.
— AU FIL DES LECTURES.
21. LETTRES ÉTRANGÈRES : la ville secrète de Savinio ; Souffler, de Danilo Kis.

FÊTE DES MÈRES

22-23. Des idées de cadeaux.

CULTURE

27. THÉÂTRE : Pip Simmons.
— MUSIQUE : départ probable de l'Opéra de M. Bernard Lefort.
29. RADIO - TÉLÉVISION : le vu ; « Les hospices entre les chiffres et le mépris ».

ÉQUIPEMENT

31. Les métropoles françaises face à la concurrence internationale : un centre de commerce international à Paris et un institut du tiers-monde à Marseille ?

ÉCONOMIE

33. AFFAIRES : l'assemblée générale de la C.N.C.A.
— CONJONCTURE : l'INSEE estime possible une reprise de l'activité au deuxième trimestre.
34. COMMERCE ÉTRANGER : le voyage de M. Jolibert en Asie du Sud-Est.
35. AGRICULTURE : le congrès du C.N.J.A.
35-36. SOCIAL.

RADIOTÉLÉVISION (27)
INFORMATIONS
SERVICES (24)
Formation permanente ;
Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (28 à 30) ; Carnet (15) ; Programmes spectacles (28 et 27) ; Bourse (30).

EXPRESSION
ORALE
&
MAÎTRISE
DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FRAL
33 357 28 00
53, rue des Dames, Paris 7^e

A B C D E F G

S'APPUYANT SUR UN CONTENTIEUX VIEUX DE CINQ ANS

M. Tavernier, député socialiste de l'Essonne met en cause la gestion de la SAFER d'Ile-de-France

« Pourquoi M. Méhaignerie, alors qu'il était ministre de l'Agriculture, n'a-t-il jamais mis fin au mandat de M. René Bignon, président de la SAFER d'Ile-de-France, comme le lui ont demandé à plusieurs reprises ses collègues responsables du ministère du budget, qui soulignaient les irrégularités commises par cet organisme dans la gestion de fonds publics ? » En posant cette question — pas tout à fait

innocente — M. Yves Tavernier, député socialiste de l'Essonne, a ouvert un dossier qui peut devenir brûlant. Il s'est exprimé au cours d'une conférence de presse le mercredi 2 juin. Il était entouré des autres députés socialistes des départements agricoles de la région parisienne. Dossier brûlant, d'abord parce qu'il met en cause l'ancien ministre de l'Agriculture de M. Giscard d'Estaing, au lende-

main de son élection à la présidence du C.D.S. Ensuite et surtout parce que la façon dont certains responsables agricoles gèrent des institutions auxquelles l'Etat a transmis une partie de ses prérogatives est en fait critiquée par les élus socialistes. Ils disposent il est vrai, dans ce cas précis, de documents on ne peut plus

clairs.

Montrant que certaines actions de la SAFER d'Ile-de-France ont été financées par des fonds publics, M. Bignon lui-même. Dans sa lettre de juin 1980, M. Papon peut écrire : « La gestion de la SAFER est empreinte d'un laxisme lamentable critiquable », évoquant des démarches « qui permettent d'obtenir des réductions et des exonérations au détriment du Trésor public », et « certaines interventions effectuées en services exclusifs d'intérêt particulier » ; il parle aussi de « propositions de salaire versé au président, d'une entorse évidente aux termes du statut » et affirme que « des contributions graves au droit des sociétés anonymes ne peuvent être reprochées à M. Bignon », celui-ci ayant fait faire des travaux sur sa ferme personnelle par la SAFER. Aussi le ministre du budget d'alors explique-t-il à son collègue de l'Agriculture, « l'actuelle équipe dirigeante [de la SAFER] ne

montrant que certaines actions de la SAFER d'Ile-de-France ont été financées par des fonds publics, M. Bignon lui-même.

Dans sa lettre de juin 1980, M. Papon peut écrire : « La gestion de la SAFER est empreinte d'un laxisme lamentable critiquable », évoquant des démarches « qui permettent d'obtenir des réductions et des exonérations au détriment du Trésor public », et « certaines interventions effectuées en services exclusifs d'intérêt particulier » ; il parle aussi de « propositions de salaire versé au président, d'une entorse évidente aux termes du statut » et affirme que « des contributions graves au droit des sociétés anonymes ne peuvent être reprochées à M. Bignon », celui-ci ayant fait faire des travaux sur sa ferme personnelle par la SAFER. Aussi le ministre du budget d'alors explique-t-il à son collègue de l'Agriculture, « l'actuelle équipe dirigeante [de la SAFER] ne

paraît pas en tout état de cause pouvoir assumer la reprise en main qui s'impose », évoquant « les conséquences sur le plan des sanctions qui s'imposent ». Certes, deux ans avant cette dernière lettre, le 6 mars 1978, le conseil d'administration avait démis de ses fonctions le directeur, dont la gestion était critiquée, et lui versant des indemnités de licenciement substantielles, ce qui pour M. Papon « est un sujet d'étonnement ». Mais pourquoi M. Méhaignerie a-t-il laissé M. Bignon conserver son poste contrairement à ce que demandaient les ministres des finances successifs ? Mieux même, le 25 octobre 1980 le ministre de l'Agriculture est intervenu après de M. Papon pour se plaindre du comportement du représentant du ministère du budget à la SAFER !

M. Tavernier affirme : « Je suis d'accord pour que les organisations professionnelles agricoles jouent un rôle éminent dans la gestion collective du patrimoine foncier agricole », mais il ajoute : « Cette délégation de pouvoirs de la puissance publique ne doit être utilisée qu'à des fins d'intérêt général », précisant : « Il appartient à la profession agricole de faire sa discipline dans ses rangs ».

THIERRY BRÉHIER.

LE PRÉSIDENT INCRIMINÉ : « POUR MOI, C'ÉTAIT UN DOSSIER CLOS »

« Je trouve inadmissible qu'un député de la majorité puisse évoquer publiquement un problème qu'il ne connaît pas dans un dossier qui n'a pas été traité par le ministre de l'Agriculture », déclare M. Bignon, P.-D.G. de la SAFER d'Ile-de-France. Si la société qu'il préside a été remaniée, elle a été remaniée sur ses rails, affirme-t-il, après le licenciement, en mars 1978, du directeur et du directeur adjoint.

En 1979, la SAFER a été soumise à un contrôle fiscal pour lequel elle a fourni toutes les réponses utiles, réponses qui ont été soumises au conseil d'administration. Ce dernier était donc au courant de la situation. « Pour moi, c'est un dossier clos », ajoute M. Bignon, « je ne vois pas pourquoi on revient là-dessus ». Il se déclare décidé à répondre aux accusations qui seraient portées contre lui, s'étonnant, au demeurant, que l'on fasse tant de cas de ce qui lui paraît être « deux coups de broutilles ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Arrêts de travail chez Talbot à Poissy (Yvelines)

Depuis le 2 juin en début de soirée, la production est « nettement ralentie » dans l'atelier d'assemblage de la Samba aux usines Talbot de Poissy (Yvelines), affirme-t-on à la direction. Des débrayages ont eu lieu le 3 juin au soir et le 4 juin au matin, donnant lieu à quelques incidents entre grévistes et non-grévistes. Quatre ouvriers ont été légèrement blessés.

D'autres conflits se poursuivent ; ainsi, dans une filiale de Thomson-Brandt à Tulle (Corrèze), où une partie des sept cent vingt salariés est en grève depuis le 1^{er} juin pour des revendications salariales ; de même, chez Motobloc, à Roroy, et à Saint-Quentin, dans l'Aisne, et dans les mines de plomb de Largentière (Ardèche), menaces de fermeture.

Après les récents conflits chez Renault à Flins et Citroën en région parisienne, c'est l'usine de Talbot à Poissy (Yvelines) qui est à son tour partiellement bloquée par des débrayages, ayant pour but d'obtenir des améliorations de salaire et des relations sociales à peu près analogues à celles obtenues dans les groupes concurrents.

Un premier arrêt de travail, le 2 juin au soir, puis un second le 3 au matin, a « nettement ralenti » l'assemblage de la voiture Samba, a confirmé la direction de Talbot-Poissy. Le mouvement a mobilisé le cinquième environ des effectifs

de l'atelier concerné (six mille des seize mille salariés de l'usine) précise la C.G.T., alors que pour M. Daniel Emery, directeur du personnel, une centaine de « volontaires manœuvres » de la C.G.T. a forcé les ouvriers de la chaîne à interrompre leur travail. Des incidents ont eu lieu, opposant militants de la C.S.I. et cégétistes. Quatre ouvriers ont été légèrement blessés.

Le 4 juin, en fin de matinée, les grévistes ont organisé un sit-in à l'extérieur de l'usine. La production est normale dans les autres ateliers du centre de Poissy, a encore précisé la direction.

ENLEVÉE PAR SA FAMILLE

Mlle Letia Chalabi a trouvé refuge à Paris

Enlevée par sa famille au lycée de Meaux où elle préparait un brevet de technicien supérieur de secrétariat de direction (le Monde du 30 avril), puis réfugiée chez sa sœur à Mulhouse (le Monde du 18-17 mai), Mlle Letia Chalabi, une jeune Algérienne de vingt ans, a finalement « choisi la liberté » en venant s'installer à Paris sous la protection de la Ligue des droits de l'homme. C'est à la veille des fêtes de la Pentecôte, le vendredi 28 mai, que Letia a décidé de quitter discrètement le domicile de sa sœur à Mulhouse, avec l'aide de quelques amis, de son avocat et de la Ligue des droits de l'homme. Sa famille ayant aussitôt lancé un avis de recherche, Letia s'est présentée, le 3 juin, au procureur de la République de Meaux pour faire annuler l'avis de recherche et demander qu'on lui refasse des

papiers d'identité, confisqués par sa famille de Meaux.

La famille Chalabi, précisément, a contacté le lycée technique de Meaux et les amis de Letia pour essayer de retrouver sa trace. Les amis les plus proches de Letia ont obtenu du procureur une dispense de cours pour ne plus rendre au lycée, où les pressions sont trop fortes. Elles espèrent ainsi couvrir la retraite de leur ancienne camarade de classe.

Quand à Letia, elle a déclaré son intention de rompre avec sa famille tout en marquant son attachement à sa nationalité algérienne et à sa culture d'origine.

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le dollar s'est légèrement replié après sa forte hausse de la veille : les marchés des changes. Ce jeudi matin, 3 juin, il était coté 2,359 DM à Francfort (contre 2,39 et 2,37 à Paris (contre 2,31). La Banque de France a continué à intervenir pour empêcher le franc de s'affaiblir encore un peu plus vis-à-vis du deutschemark, qui était coté 2,51 F. Le taux du marché monétaire était maintenu à 15 1/4 %.

ÉLECTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française est appelée, jeudi 3 juin, à élire un successeur au duc de Lévis-Mirepoix, décédé. Sont candidats MM. Jean Delannoy, cinéaste ; Jacques Soustelle, ethnologue ; Paul Vialar, romancier.

LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS,
A DROITE,
EN REMONTANT LES
CHAMPS-ÉLYSÉES...

LOOK
DE
CHARME
TISSUS
DECORATION
PRIX
DE
CHOC!

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

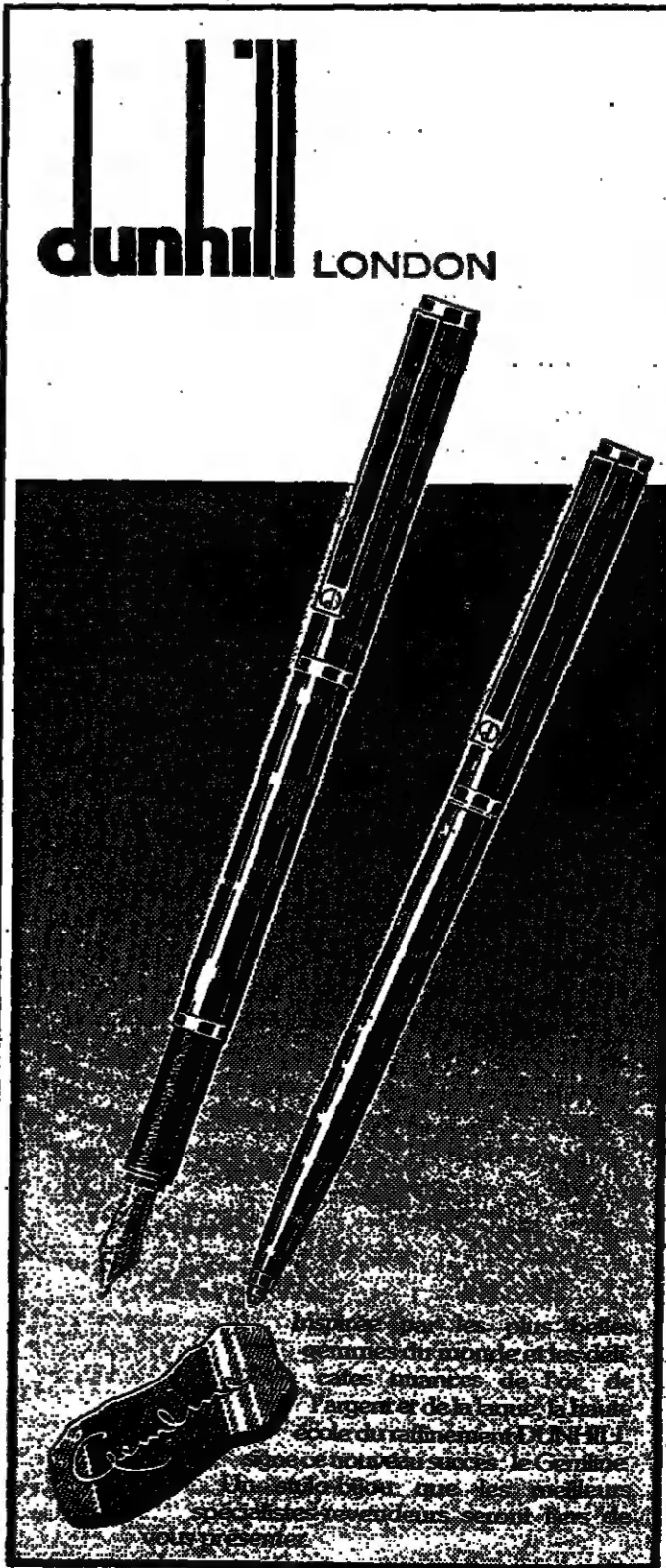
HEINKELE

19-21, avenue Victor Hugo - Paris 16

LIQUIDE ses stocks

par autorisation préfectorale
(selon la loi du 30 décembre 1961)
suite à la cessation de ses activités actuelles

Porcelaine (Limoges) - Faïence (Anglais)
Cristallerie (Baccarat, Lalique, etc...)
Orfèvrerie - Lampes - Petits cadeaux
Objets décoration



ATTENTAT CONTRE UN LOCAL DE LA C.G.T. A LA CAISSE D'ASSURANCE - MALADIE A MARSEILLE

Une explosion d'origine criminelle a sérieusement endommagé, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 juin, le local de la C.G.T. à la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de Marseille. Les premières constatations ont permis d'établir que trois cents grammes de dynamite avaient été placés à l'intérieur du siège du syndicat, la charge étant reliée à un système de mise à feu électrique avec un câble de 80 mètres de long aboutissant à l'extérieur du bâtiment. L'explosion qui s'est produite vers 23 h 30 a pulvérisé tout le matériel de bureau et a fait voler en éclats les vitres du local qui se trouve dans l'un des deux bâtiments de la sous-direction du service du contentieux du travail.

L'un des secrétaires de l'union départementale C.G.T. M. Amendola pense que « ce lâche attentat s'inscrit dans les événements qui ont secoué la caisse primaire d'assurance-maladie et particulièrement le mort de René Lucet. Il est le fait de ceux qui croient que la C.G.T. fasse toute la clarté sur tous ces événements ». M. Amendola a ensuite lancé « un avertissement à ceux qui croient détruire des documents qui appuient la dénonciation de la C.G.T. pour la clarté et la propriété de la caisse d'assurance-maladie ». « Tous ces documents, a-t-il conclu, sont en de bonnes mains aussi bien à Marseille qu'à Paris ».

Un ex sous-officier, Daniel Collomb, appartenant à l'Ecole nationale technique des sous-officiers d'active d'Alsace, a été tué par balles au cours d'un exercice de tir réel effectué au camp de la Couronne (Creuse). Cinq autres militaires, dont l'état n'inspire pas d'inquiétude, ont été blessés au cours de cet exercice. Selon l'état-major de la garnison de Limoges, l'accident serait dû à la perte de contrôle d'un fusil-mitrailleur AA-53 par son serviteur. L'arme, qui s'était enrayée, s'est subitement remise à fonctionner « arrosant » un groupe de six personnes parmi lesquelles se trouvaient trois officiers.

Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1982 a été tiré à 520 546 exemplaires.

هكذا من الأصل